Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 149 del 9 giugno 1975

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 9 giugno 1975 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 1° aprile 1975, n. **174.**

Ratifica ed esecuzione degli accordi in materia di programmi spaziali internazionali, adottati a Neuilly-sur-Seine negli anni 1971-73.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 1° aprile 1975, n. **174**.

Ratifica ed esecuzione degli accordi in materia di programmi spaziali internazionali, adottati a Neuilly-sur-Seine negli anni 1971-73.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo 1

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti accordi, adottati a Neuilly-sur-Seine:

a) accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satelliti aeronautici - 9 dicembre 1971;

b) accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satellite meteorologico - 12 luglio 1972;

c) accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione del programma « Space-Lab » - 15 febbraio 1973;

d) accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satelliti per telecomunicazioni - 12 aprile 1973;

e) accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e gli Stati Uniti d'America concernente un programma di cooperazione per lo sviluppo, l'acquisto e l'utilizzazione di un laboratorio spaziale in collegamento con il sistema di navetta spaziale - 14 agosto 1973;

f) accordo tra alcuni Stati europei e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione del programma relativo al dispositivo di lancio « Ariane » - 21 settembre 1973;

g) accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satellite marittimo - 21 settembre 1973.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli accordi di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 14, 13, 14, 13, 14, XVI e 12 degli accordi stessi.

Art. 3.

In conformità di quanto stabilito dall'articolo 1, secondo comma, della legge 6 agosto 1974, n. 390, riguardante l'autorizzazione alle spese per il finanziamento della partecipazione italiana a programmi spaziali internazionali, le implicazioni finanziarie derivanti dal l'attuazione della presente legge restano imputate alle disponibilità previste dall'articolo 2 della legge predetta.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 1° aprile 1975

LEONE

MORO — RUMOR — MARTINELLI — ORLANDO — DONAT-CATTIN — BISAGLIA

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

ALLEGATO

ARRANGEMENT ENTRE CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES E L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES CONCERNANT L'EXECUTION D'UN PROGRAMME DE SATELLITES AERONAUTIQUES.

Les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, de l'Espagne, de la République française, de la République italienne, du Royaume des Pays-Bas, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède et de la Confédération suisse (ci-après dénommés « les Participants ») et l'Organisation européenne de recherches spatiales (ci-après dénommée « l'Organisation »),

Considérant qu'il y a tout lieu de s'attendre à ce que l'accroissement du trafic aéronautique, d'où résulte le besoin d'une amélioration des services de la circulation aérienne et en particulier des communications air-sol, rende nécessaire, d'ici à 1980, un potentiel opérationnel de satellites aéronautiques au-dessus des zones de l'océan Atlantique et de l'océan Pacifique et que, pour parvenir à l'objectif souhaité, la mise en place d'un potentiel préopérationnel s'impose au plus vite et, en tout état de cause, au début de 1975 au plus tard;

Considérant le projet de mémorandum d'accord entre l'Organisation, l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) du Département des transports des Etas-Unis d'Amérique, le Commonwealth d'Australie, le Canada et le Japon (ci-après dénommé le « mémorandum d'accord »);

Considérant également la résolution de la conférence spatiale européenne, tenue à Bruxelles en juillet 1970, au sujet d'un programme aéronautique;

Vu la déclaration, en date du 9 décembre 1971, faite par les représentants au Conseil de l'Organisation des Gouvernements précités;

Vu la résolution du Conseil de l'Organisation, en date du 9 décembre 1971, relative à l'acceptation de la demande concernant l'aide de l'Organisation pour l'exécution du programme intégré dans son cadre;

Considérant la nécessité de définir d'une part les droits et obligations entre les Participants et, d'autre part, les droits et obligations entre lesdits Participants et l'Organisation,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

1. Les Participants entreprennent, en coopération avec des États non membres de l'Organisation, un programme ayant pour but la conception, le développement, la mise en place et l'exploitation d'un système préopérationnel de contrôle du trafic aérien par satellites, afin d'apporter une contribution significative à l'établissement d'un tel système desservant l'océan Atlantique et l'océan Pacifique, et d'acquérir l'expérience nécessaire à la mise en place d'un système opérationnel.

2. L'Organisation, en application de l'article VIII de la convention, apporte son aide et permet l'usage de ses installations pour la réalisation du programme mentionné au paragraphe 1 du présent article.

Article 2

1. Le programme préopérationnel mentionné au paragraphe 1 de l'article 1 (ci-après dénommé « programme commun d'Aérosat ») se compose d'un programme intégré et d'un programme coordonné, qui sont définis et décrits à l'annexe *A* au présent arrangement.

2. L'objectif premier du programme commun d'Aérosat est de fournir un service préopérationnel aux fins de contrôle de la circulation aérienne à tous les utilisateurs concernés. Sous réserve de la satisfaction de cet objectif, la capacité du programme commun d'Aérosat peut être utilisée, à des fins expérimentales, en dehors de cet objectif premier.

Article 3

1. Les Participants instituent un Conseil directeur de programme composé de leurs représentants, qui assure la responsabilité de toutes les questions européennes relatives au programme commun d'Aérosat et prend toutes décisions concernant ces questions.

2. Pour les problèmes communs à plusieurs programmes de l'Organisation, le Conseil directeur de programme joue le rôle d'organe consultatif du Conseil de la Organisation auquel il présente toute recommandation nécessaire en vue de permettre à celui-ci de se prononcer à la majorité des deux tiers des États membres sur les incompatibilités éventuelles.

3. Le Conseil directeur de programme a pour fonctions, notamment de:

a) définir des positions communes et établir toutes les instructions nécessaires pour la Délégation européenne au Conseil d'Aérosat, institué conformément au projet de mémorandum d'accord;

b) déterminer la représentation des Participants au Conseil d'Aérosat;

c) établir des liens étroits avec les autorités aéronautiques européennes et contribuer à harmoniser et coordonner leur participation au programme coordonné;

d) donner en tant que de besoin toutes directives au directeur général de l'Organisation au sujet de l'exécution des projets européens entrant dans le cadre du programme intégré;

e) voter le budget annuel du programme;

f) veiller à l'application du mémorandum d'accord, en ce qui concerne les droits et obligations des Participants européens;

g) émettre un avis, destiné à être transmis au Conseil d'Aérosat, sur toute demande présentée par un Participant concernant l'utilisation de la capacité du système de satellites aéronautiques mentionné au paragraphe 2 de l'article 2;

h) en conformité avec les règlements de l'Organisation, conseiller le directeur général sur l'attribution des postes à pourvoir au bureau du programme commun afin qu'il soit dûment tenu compte, en particulier, des aspects aéronautiques du programme.

Article 4

Les décisions du Conseil directeur de programme sont prises selon le règlement de procédure du Conseil de l'Organisation qui s'applique *mutatis mutandis* sauf dispositions contraires du présent arrangement.

Article 5

1. Le programme intégré est exécuté sous la responsabilité du directeur général, conformément aux dispositions du présent arrangement.

2. Sauf stipulations contraires du présent arrangement, l'Organisation exécute ce programme en conformité avec les règles et procédures en vigueur à l'Organisation.

3. En particulier, le directeur général de l'Organisation:

a) fournit le personnel nécessaire afin de participer aux travaux du bureau du programme commun d'aérosat, visé au paragraphe 1 de l'article 6 du mémorandum d'accord;

b) assure, pour le compte des Participants, la passation et la gestion technique et administrative des contrats ou sous-contrats, conformément aux règlements et procédures de l'Organisation; toutefois, préférence est donnée, dans la mesure du possible, à l'exécution du travail sur les territoires des participants, en prenant en considération les recommandations du Conseil de l'Organisation en matère de politique industrielle et de répartition des travaux.

Article 6

1. Les dépenses découlant de l'exécution par l'Organisation du programme intégré, aux termes du présent arrangement, sont supportées par les Participants, conformément aux dispositions prévues dans l'annexe *B* au présent arrangement.

2. Les Participants contribuent au financement dudit programme, conformément aux principes et au barème définis dans l'annexe *B* au présent arrangement, et dans les limites d'une enveloppe financière globale de 100 MUC, comprenant les montants indiqués aux alinéas *a*) et *b*) du paragraphe 1 de l'annexe *B*.

3. Le Conseil directeur de programme approuve à la majorité des deux tiers les budgets annuels du programme intégré.

Article 7

Sous réserve des dispositions du mémorandum de accord:

a) les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux informations techniques découlant de l'exécution du programme intégré sont réservés aux Participants; toutefois, l'Organisation a le droit de les utiliser gratuitement pour l'ensemble de ses activités;

b) la publication des renseignements scientifiques découlant de l'exécution du programme intégré et l'accès à ces renseignements sont régis par les règlements pertinents de l'Organisation.

Article 8

L'Organisation prendra toutes les dispositions contractuelles nécessaire pour devenir, pour le compte des Participants, copropriétaire des satellites réalisés dans le cadre du programme intégré, ainsi que des installations et équipements acquis pour son exécution, jusques et y compris la phase préopérationnelle. Toute cession des installations ou équipements dévolus à l'Organisation après la fin du programme commun d'Aérosat est décidée par les Participants en consultations avec le Conseil de l'Organisation.

Article 9

1. Les Participants conviennent, en vue de la révision de l'enveloppe financière globale visée à l'article 6, en cas de variation du niveau des prix, d'appliquer la procédure qui sera alors en vigueur à l'Organisation.

2. Au cas où le montant visé au paragraphe 2 de l'article 6 devrait être révisé pour des motifs autres qu'une variation du niveau des prix, le Conseil directeur de programme déciderait des dépenses additionnelles à la charge de l'Organisation à la majorité des deux tiers des Participants si le coût cumulatif total n'excédait pas les 155 millions de dollars des États-Unis, visés au paragraphe 2 de l'article 13 du mémorandum d'accord.

3. Au cas où ce coût cumulatif total excéderait les 155 millions de dollars des États-Unis, visés au paragraphe 2 de l'article 13 du mémorandum d'accord, les Participants qui désireraient néanmoins poursuivre l'exécution du programme intégré se consulteraient et fixeraient les modalités de sa continuation. Ils en informeraient le Conseil de l'Organisation, qui prendrait, le cas échéant, toute décision nécessaire. Les autres Participants se retireraient du programme sous reserve des dispositions de l'article 15.

Article 10

1. Les Participants indemniseraient l'Organisation pour toute responsabilité qu'elle pourrait encourir si sa responsabilité internationale était engagée du fait de l'exécution du Programme intégré.

2. Toute réparation pour dommage reçue par l'Organisation dans le cadre de ce programme est portée au crédit des budgets annuel du programme intégré.

Article 11

Les modalités d'exécution et d'exploitation du programme coordonné sont étudiées par le Conseil directeur de programme en liaison avec les autorités aéronautiques des Participants audit programme. Au cas où des fonctions relatives au programme coordonné seraient confiées à l'Organisation, les règles mentionnées dans le présent arrangement seraient applicables sous réserve des dispositions éventuelles à établir par le Conseil directeur de programme.

Article 12

Les Participants prennent acte des dispositions du mémorandum d'accord proposé et des droits et obligations qui en résultent pour leurs comptes, et ils marquent leur accord pour que le Conseil de l'Organisation autorise le directeur général à le signer.

Article 13

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Participants ou entre certaine Participants et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'arrangement, qui ne pourrait être réglé à l'amiable, sera soumis, à la demande d'une des parties au différend, à un arbitre unique qui sera nommé par le Président de la Cour internationale de Justice. L'arbitre ne peut être ressortissant d'un État partie au différend.

2. Les parties à l'arrangement qui ne seraient pas parties au différend auront le droit de prendre part à l'instance, et la décision de l'arbitre sera opposable à tous les Participants et à l'Organisation, qu'ils aient pris ou non part à l'instance.

Article 14

1. Le présent arrangement est ouvert à la signature des Participants jusqu'au 31 décembre 1971.

2. Les Etats deviennent parties à l'arrangement:

par la signature sans réserve de ratification ou d'approbation;

par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation, auprès du Gouvernement de la France, si l'arrangement a été signé sous réserve de ratification ou d'approbation.

3. Le présent arrangement entre en vigueur lorsqu'il a été signé par l'Organisation et que les États dont la partecipation sur le barème donné à l'annexe *B* s'élève aux deux tier du total des contributions sont devenus parties à l'arrangement selon les termes du paragraphe 2 du présent article.

4. Aux fins du paragraphe 3 du présent article, le dépôt d'une déclaration notifiant l'intention d'appliquer l'arrangement à titre provisoire et de chercher à en obtenir, dès que possible, la ratification ou l'approbation sera considérée comme le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation.

5. Le Gouvernement d'un État membre de l'Organisation qui n'a pas signé l'arrangement au 31 décembre 1971 peut devenir partie à l'arrangement dès son entrée en vigueur à condition que:

a) les autres Gouvernements parties à l'arrangement donnent leur accord;

b) le Gouvernement intéressé dépose un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la France.

6. Sauf si le Conseil directeur de programme en décide autrement à l'unanimité, un Gouvernement qui devient partie au présent arrangement après son entrée en vigueur versera une contribution égale à celle qu'il aurait versée s'il avait été à l'arrangement dès son entrée en vigueur et cette contribution sera portée au crédit des autres parties dans le budget du programme au prorata de leurs contributions.

7. Le Gouvernement d'un État non membre peut presenter au Conseil de l'Organisation une demande d'adhésion au programme; le Conseil statuera à l'unanimité sur cette demande en accord avec le Conseil directeur de programme qui déterminera à l'unanimité les conditions d'adhésion.

Article 15

1. Si un Participant se retire du programme intégré, en fonction des dispositions du paragraphe 3 de l'article 9, il reste tenu de contribuer aux dépenses relatives aux engagements dont le financement a été précédemment décidé.

2. Son retrait du programme prend effet à la date a laquelle le Participant qui se retire cesse de financer les engagements de dépenses relatifs au programme, qui sont décidés par le Conseil directeur de programme.

3. Le Participant qui se retire bénéficie des droits acquis aux Participants au jour de la prise d'effet du retrait. A partir de cette date, aucun droit ou obligation le concernant ne peut naître, qui résulte de la partie du programme à laquelle il ne participe plus.

Article 16

Les annexes *A* et *B* au présent arrangement en font partie intégrante.

Article 17

1. Sans préjudice de l'application des dispositions pertinentes du mémorandum d'accord, le présent arrangement peut être amendé à la demande de l'un ou plusieurs des Participants. L'Organisation dispose également du droit d'initiative en matière d'amendements pour les disposition creant à son égard des droits et obligations. Les amendements entrent en vigueur lorsque toutes les parties en ont notifié leur acceptation au Gouvernement dépositaire.

2. Sans préjudice de l'application des dispositions pertinentes du mémorandum d'accord, les annexes au présent arrangement peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme selon les dispositions particulières contenues dans les clauses de révision de ces annexes.

Article 18

Dès l'entrée en vigueur de l'arrangement, le Gouvernement de la République française le fera enregistrer auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 19

Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent arrangement et notifie aux Gouvernements des États membres de l'Organisation toute signature, ratification, adhésion et a date d'entrée en vigueur de l'arrangement et des amendements à celui-ci.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement.

FAIT à Neuilly-sur-Seine, ce neuvième jour de décembre mil neuf cent soixante et onze, dans les deux langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements et à l'Organisation.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

RUETE
SCHRAMM

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

J. BOUHA (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de l'Espagne:

Luis DE AZCARRAGA

Pour le Gouvernement de la République française:

BOISGELIN

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Ugo MORABITO (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

G. W. BENTINCK (sous réserve d'approbation)

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

J. HOSIE

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Ingemar HAEGLOEFF (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour l'Organisation européenne de recherches spatiales:

A. HOCKER

ANNEXE *A*

à l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellites aéronautiques.

1. — OBJECTIFS DU PROGRAMME COMMUN DE SATELLITES AÉRONAUTIQUES (AÉROSAT).

Le programme commun d'Aérosat pourvoit au développement et à l'utilisation d'un potentiel aéronautique préopérationnel au-dessus des océans Atlantique et Pacifique dans les buts énoncés aux points *a)* à *f)* du paragraphe 2 de l'article 1 du mémorandum d'accord mentionné dans le préambule du présent arrangement.

2. — DESCRIPTION DU PROGRAMME COMMUN D'AÉROSAT.

Le programme commun d'Aérosat se compose d'un programme intégré et d'un programme coordonné.

Le programme intégré, qui est couvert par le présent arrangement entre les Participants et l'Organisation, comporte les eléments fondamentaux énoncés aux points *a*) à *d*) de l'article 2 du mémorandum d'accord, à savoir:

le développement et la production des satellites;
les lancements;
les installations de contrôle des satellites;
la gestion du programme.

Le programme coordonné comporte les éléments fondamentaux énoncés aux points *a*) et *b*) de l'article 3 du mémorandum d'accord, à savoir:

les installations des utilisateurs au sol;
l'équipement avionique de bord.

3. — CALENDRIER.

Partant de l'hypothèse que le mémorandum d'accord sera signe par l'Organisation et l'Administration fédérale de l'aviation des États-Unis fin 1971/début 1972, le calendrier indicatif pour le programme intégré s'établit comme suit:

attribution du contrat d'Aérosat: second semestre 1972;

dates de lancement des satellites (cf. également article 9 du mémorandum d'accord):

lancement du satellite n. 1: au-dessus de l'océan Atlantique dès que possible et en tout cas pas au-delà d'avril 1975;

lancement du satellite n. 2: au-dessus de l'océan Pacifique à une date à fixer par le Conseil d'Aérosat;

lancement du satellite n. 3: au-dessus de l'océan Atlantinque avant la fin de 1976;

lancement du satellite n. 4: au-dessus de l'océan Pacifique avant la fin de 1977;

achèvement du programme commun d'Aérosat: comme indiqué à l'article 13 du mémorandum d'accord.

4. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme.

ANNEXE *B*

à l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation europeenne de recherches spatiales et l'Organisation europeenne de recherches spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellites aéronautiques.

1. — FRAIS DU PROGRAMME INTÉGRÉ.

L'enveloppe financière globale de 100 millions d'unités de compte fixée au paragraphe 2 de l'article 6 du présent arrangement est fondée sur les chiffres estimatifs ci-après:

a) les dépenses directes au titre du programme intégré pour la période 1972-1979 sont évaluées à:

		En millions d'unités de compte, au niveau des prix de 1971
1) Personnel:		
Organisation et bureau du programme commun		4,850
2) Fonctionnement:		
Frais de déplacement de l'Organisation et contributions au fonctionnement du bureau du programme commun . .		2,225
3) Immobilisations:		
Installation d'un terminal terrien de contrôle des satellites (TTCS) et d'un centre de contrôle de satellites (CCS)		2,750
4) Exploitation et maintenance des installations:		
Exploitation et maintenance d'un terminal terrier de contrôle des satellites (TTCS) et d'un centre de contrôle de satellites (CCS)		3,150
5) Développement:		
Développement de satellite et production de six unités de vol	37,000	
5 lanceurs à 7,5 MUC (*)	18,750	
Etudes et expériences	1,000	
		56,750
Total . . .		69,725

b) les dépenses indirectes, c'est-à-dire la quote-part du programme intégré sur les frais communs et frais de soutien de l'Organisation, qui dépendra de l'ampleur du programme global de l'Organisation; cette quote-part est actuellement évaluée à 19,3 MUC.

2. — BARÈME DES CONTRIBUTIONS.

Chaque Participant contribue aux dépenses découlant de l'exécution du programme intégré par l'Organisation, aux termes du présent arrangement, conformément au barème ci-dessous:

États	Quote-part de contributions (%)
Allemagne	23,67
Belgique	3,75
Espagne	5,24
France	21,87
Italie	13,90
Pays-Bas	4,71
Royaume-Uni	19,01
Suède	4,64
Suisse	3,21
Total . . .	100,00

3. — RAPPORTS DE L'ORGANISATION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET CONTRACTUELLE.

Le directeur général de l'Organisation donne les instructions nécessaires pour la présentation des rapports sur l'état d'avancement, sur la répartition géographique des travaux, sur les appels de contribution, les dépenses encourues et les dernières évaluations des coûts pour l'achèvement du programme intégré, conformément aux dispositions afférentes du règlement financier de l'Organisation relatives aux comptes (titre III, section VI du règlement financier) et aux dispositions adoptées par le Conseil de l'Organisation en ce qui concerne les rapports périodiques à lui présenter (document ESRO/C/306, add. 2, rev. 1).

4. — RÉGLES FINANCIÈRES À OBSERVER.

Les dépenses directes découlant de l'exécution du programme intégré par l'Organisation, aux termes du présent arrangement, sont imputées à un compte d'emplois « programme » qui est créé et géré par l'Organisation conformément aux dispositions afférentes du règlement financier. La quote-part du programme intégré sur les frais communs et frais de soutien de l'Organisation est fixée et attribuée au compte d'emplois « programme » conformément aux principes et procédures adoptés en la matière par l'Organisation.

5. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente annexe peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme à la majorité des deux tiers.

(*) Bien que les évaluations de coût données dans le mémorandum d'accord s'appliquent à six lanceurs pour quatre satellites, les crédits figurant expressément dans les prévisions bugdétaires de l'Organisation correspondent à cinq lanceurs seulement.

ARRANGEMENT ENTRE CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES ET L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES CONCERNANT L'EXECUTION D'UN PROGRAMME DE SATELLITE METEOROLOGIQUE.

PRÉAMBULE

Les Gouvernements de la République fedérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République française, de la République italienne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de Irlande du Nord, du Royaume de Suède et de la Confédération suisse (ci-après dénommés « les Participants »), Gouvernements des États parties à la convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales, ouverte à la signature à Paris le 14 juin 1962 (ci-après dénommée « la convention ») et l'Organisation européenne de recherches spatiales (ci-après dénommée « l'Organisation »),

Vu les objectifs élaborés par l'Organisation météorologique mondiale ainsi que par le Conseil international des unions scientifiques concernant le développement de la météorologie dans le cadre du programme de la Veille météorologique mondiale et du programme de recherche sur l'atmosphère globale (GARP), qui ont pour but l'amélioration des services des organismes météorologiques grâce à la coordination internationale et à l'emploi des techniques avancées, ainsi que l'intérêt manifesté par les organismes européens de météorologie pour une participation de l'Europe à la réalisation de ces objectifs,

Désireux à cette fin d'exécuter un programme européen portant sur la conception, le développement, la construction, la mise en orbite. la gestion et le contrôle d'un satellite préopérationnel de météorologie, le développement et la mise en place d'installations au sol associées, et en outre de développer en Europe la technologie dans ce domaine,

Reconnaissant l'intérêt d'utiliser avec un maximum d'efficacité toutes les ressources disponibles et en particulier l'expérience acquise en Europe dans le domaine des satellites météorologiques et en tenant compte plus spécialement de l'offre faite par le Gouvernement français à l'Organisation lors de la 39e session du Conseil de l'Organisation,

Vu la déclaration en date du 9 mai 1972 faite par les représentants au Conseil de l'Organisation des Gouvernements précités,

Vu la résolution du Conseil de l'Organisation prise à sa 47e session relative à l'acceptation de la demande concernant l'exécution de ce programme dans le cadre de l'Organisation,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Les Participants entreprennent un programme ayant pour but la conception, le développement, la construction, la mise en orbite, la gestion et le contrôle d'un satellite préopérationnel météorologique (Meteosat), ainsi que le développement et la mise en place d'installations au sol associées, tels que définis à l'annexe *A* du présent arrangement.

Article 2

1. L'Organisation, en application de l'article VIII de la convention, exécute le programme mentionné à l'article 1 du présent arrangement, conformément au calendrier et aux dispositions de l'annexe *A* du présent arrangement.

2. Aux fins de l'exécution de ce programme, l'Organisation fait usage des résultats des études entreprises antérieurement dans le cadre du programme national français, de certains moyens et du personnel fournis par le Centre national d'études spatiales (ci-après dénommé le « CNES ») de France. Les conditions et modalités selon lesquelles le CNES apporte son concours, et selon lesquelles l'Organisation en fait usage, sont déterminées par un accord à conclure entre l'Organisation et le CNES.

Article 3

1. Un Conseil directeur de programme, composé des représentants des Participants, assume la responsabilité du programme et prend toutes décisions le concernant, en conformité avec les dispositions du présent arrangement.

2. Pour les problèmes affectant plus d'un programme de l'Organisation, le Conseil directeur de programme joue le rôle d'organe consultatif du Conseil de l'Organisation, auquel il présente toutes recommandations nécessaires.

3. Le Conseil directeur de programme est également chargé de maintenir des liens étroits avec les organismes météorologiques nationaux et internationaux, et de définir les règles d'utilisation du système.

4. Le Conseil directeur de programme peut créer les organes consultatifs qui lui paraissent nécessaires pour assurer la bonne exécution du programme.

Article 4

Sauf dispositions contraires du présent arrangement, les décisions du Conseil directeur de programme visé à l'article 3 sont prises conformément au règlement de procédure du Conseil de l'Organisation qui s'applique *mutatis mutandis.*

Article 5

Sauf stipulation contraire du présent arrangement, l'Organisation exécute le programme en conformité avec les règles et procédures en vigueur à l'Organisation. Elle consulte le CNES, en tant que de besoin, dans les domaines où une coopération est prévue par l'accord visé au paragraphe 2 de l'article 2 du présent arrangement.

Article 6

1. Les dépenses découlant de l'exécution du programme par l'Organisation aux termes du présent arrangement sont supportées par les Participants, conformément aux dispositions détaillées prévues à l'annexe *B* du présent arrangement, et dans les limites d'une enveloppe financière globale de cent quinze millions d'unités de compte (au niveau des prix de mi-1971).

2. Les budgets annuels relatifs au programme sont approuvés à la majorité des deux tiers par le Conseil directeur de programme à l'intérieur de l'enveloppe mentionnée au paragraphe 1 du présent article ou révisée conformément à l'article 7.

Article 7

1. Les Participants conviennent en vue de permettre la révision de l'enveloppe visée à l'article précédent, en cas de variation du niveau des prix, d'appliquer la procédure en vigueur à l'Organisation à l'époque considérée.

2. Si l'enveloppe doit être révisée pour des motifs autres qu'une variation du niveau des prix, les dispositions suivantes sont applicables:

a) si les dépassements cumulatifs de l'estimation du coût à l'achèvement du programme n'excèdent pas 20% du montant de l'enveloppe mentionnée au paragraphe 1 de l'article 6, le Conseil directeur de programme fixe les dépenses additionnelles à la majorité des deux tiers des Participants;

b) si les dépassements cumulatifs de l'estimation du coût à l'achèvement du programme sont supérieurs à 20% du montant de ladite enveloppe, les Participants qui le désirent peuvent se retirer du programme sous reserve des dispositions de l'article 17. Ceux qui veulent en poursuivre l'exécution se consultent et fixent les modalités de sa continuation. Ils en informent le Conseil de l'Organisation qui prend, le cas échéant, toutes décisions nécessaires.

Article 8

Les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux informations techniques découlant de l'exécution du programme sont réservés aux Participants; toutefois, l'Organisation a le droit de les utiliser gratuitement pour l'ensemble de ses activités.

Article 9

1. Les Participants habilitent l'Organisation à conclure les contrats nécessaires a l'exécution du programme conformément aux règlements et procédures de l'Organisation. Toutefois, lors de la passation des contrats et sous-contrats pour l'exécution du programme, la préférence est donnée, dans la mesure du possible, à l'exécution des travaux sur le territoire des Participants, en prenant en considération les décisions du Conseil de l'Organisation en matière de politique industrielle et de répartition des travaux.

2. Les sommes versées par l'Organisation au CNES au titre des dépenses afférentes au personnel mis par lui à la disposition de l'Organisation et aux essais facturés qu'il exécute, sont prises en compte pour le calcul de la part de la France en ce qui concerne la repartition géographique des contrats de l'Organisation.

Article 10

L'Organisation, agissant pour le compte des Participants, est propriétaire du satellite réalisé dans le cadre du programme, ainsi que des installations et équipements acquis pour son exécution, jusqu'à la phase préoperationnelle incluse.

Article 11

1. Les Participants indemnisent l'Organisation pour toute obligation qu'elle vient à encourir si sa responsabilité internationale est engagee du fait de l'exécution du programme.

2. Toute réparation pour dommage reçue par l'Organisation dans le cadre du programme est portée au crédit des budgets annuels du programme mentionnés au paragraphe 2 de l'article 6.

Article 12

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Participants ou entre un ou plusieurs Participants et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'arrangement, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis, à la demande d'une des parties au différend, à un arbitre unique qui est nommé par le Président de la Cour internationale de justice. L'arbitre ne peut être ressortissant d'un État partie au différend.

2. Les parties à l'arrangement qui ne sont pas parties au différend ont le droit de prendre part à l'instance, et la décision de l'arbitre est opposable à tous les Participants et à l'Organisation, qu'ils aient ou non pris part à l'instance.

Article 13

1. Le présent arrangement est ouvert à la signature des Participants jusqu'au 30 septembre 1972.

2. Les États deviennent parties à l'arrangement:

par la signature sans réserve de ratification ou d'approbation,

par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation auprès du Gouvernement de la République française, si l'arrangement a été signé sous réserve de ratification ou d'approbation.

3. Le présent arrangement entre en vigueur lorsqu'il a été signé par l'Organisation et que les États dont la participation, conformément au barème figurant à l'annexe *B*, s'élève aux deux tiers du total des contributions, sont devenus parties à l'arrangement aux termes du paragraphe 2 du présent article.

4. Aux fins du paragraphe 3 du présent article, le dépôt auprès du gouvernement dépositaire d'une déclaration notifiant l'intention d'appliquer l'arrangement à titre provisoire et de chercher à en obtenir, dès que possible, la ratification ou l'approbation est considéré comme le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation.

5. Le Gouvernement d'un État membre de l'Organisation qui n'a pas signé l'arrangement à la date du 30 septembre 1972 peut devenir partie à l'arrangement après son entrée en vigueur, à condition que les autres Gouvernements parties à l'arrangement donnent leur agrément. Le Gouvernement intéressé doit déposer un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République française.

6. Sauf si le Conseil directeur de programme en décide autrement à l'unanimité, un Gouvernement qui devient partie au présent arrangement après son entrée en vigueur verse une contribution égale à celle qu'il aurait versée s'il avait été partie à l'arrangement dès son entrée en vigueur et cette contribution est portée au crédit des autres parties dans le budget du programme au prorata de leurs contributions respectives.

Article 14

Le Gouvernement d'un État non membre de l'Organisation peut présenter au Conseil de l'Organisation une demande d'adhésion au programme; le Conseil

statue à l'unanimité sur cette demande en accord avec le Conseil directeur de programme qui détermine à l'unanimité les conditions d'adhésion.

Article 15

L'Organisation donne notification aux Participants, après avoir consulté le Conseil directeur de programme, de l'achèvement du programme conformément aux dispositions du présent arrangement qui expire dès réception de cette notification.

Article 16

Les Participants peuvent décider d'arrêter l'exécution du programme à la majorité des deux tiers représentant deux tiers au moins des contributions au programme.

Article 17

1. Si un Participant désire se retirer du programme en application des dispositions du paragraphe 2 *b*) de l'article 7, il notifie son retrait à l'Organisation. Ce retrait prend effet à la date de la notification, sous réserve des dispositions ci-après:

a) le Participant qui se retire est tenu d'acquitter de la manière convenue le montant de ses contributions au titre du budget annuel en cours;

b) le Participant qui se retire est tenu d'honorer les crédits de paiement correspondant aux crédits d'engagement approuvés et utilisés à la date de notification de son retrait;

c) le Participant qui se retire reste membre du Conseil directeur de programme jusqu'à l'accomplissement de ses obligations visées en *a*) et *b*) ci-dessus. Il n'a un droit de vote que sur les questions qui sont directement liées à ces obligations.

2. Le Participant qui se retire conserve les droits acquis jusqu'à la date où son retrait prend effet. Pour les actions et réalisations décidées après son retrait, aucun droit ou obligation relatif au Participant qui se retire ne peut naître de la partie du programme à laquelle il ne contribue plus, à moins qu'il n'en soit autrement convenu entre lui et les autres Participants. Les dispositions de l'article XVII de la convention de l'Organisation s'appliquent *mutatis mutandis*.

3. Si un État non membre de l'Organisation qui a adhéré au programme en vertu des dispositions de l'article 14 se retire du programme, les dispositions du présent article s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 18

Les annexes *A* et *B* du présent arrangement en font partie intégrante.

Article 19

1. Le présent arrangement peut être révisé à la demande d'un Participant ou de l'Organisation. Les amendements entrent en vigueur lorsque toutes les parties en ont notifié leur acceptation au Gouvernement dépositaire.

2. Les annexes au présent arrangement peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme conformément aux dispositions des clauses de révision de ces annexes.

Article 20

Dès l'entrée en vigueur de l'arrangement, le Gouvernement de la République française le fera enregistrer auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 21

Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent arrangement et notifie aux Participants et à l'Organisation la date d'entrée en vigueur de l'arrangement et des amendements à celui-ci, ainsi que les dépôts des instruments de ratification, d'approbation, d'adhésion et d'application provisoire de l'arrangement.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement.

FAIT à Neuilly-sur-Seine ce douzième jour de juillet mil neuf cent soixante-douze, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Participants et à l'Organisation.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

RUETE
F. R. GÜNTSCH

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

J. BOUHA (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:

Paul FISCHER

Pour le Gouvernement de la République française:

BOISGELIN

Pour le Gouvernement de la République italienne:

M. PINNA CABONI (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

A. GOODSON

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Lars KARLSTROEM (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

E. BAUERMEISTER (sous réserve de ratification)

Pour l'Organisation européenne de recherches spatiales:

A. HOCKER

ANNEXE *A*

à l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellite météorologique.

1. — OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SATELLITE MÉTÉOROLOGIQUE EUROPÉEN.

Le programme pourvoit à la conception, au développement, à la construction, à la mise en orbite, à la gestion et au contrôle d'un satellite météorologique géostationnaire (Meteosat), ainsi qu'au développement et à la mise en place d'installations au sol

associées. Ce système doit constituer une contribution de l'Europe au programme de recherche sur l'atmosphère globale (GARP) et à la Veille météorologique mondiale de l'Organisation météorologique mondiale; il doit satisfaire aux besoins propres de la communauté météorologique européenne en matière de moyens spatiaux.

2. — DESCRIPTION DU PROGRAMME.

Le programme qui est couvert par le présent arrangement se divise en deux parties correspondant au secteur spatial et au secteur terrien.

2.1. — *Secteur spatial.*

Cette partie du programme comporte les éléments fondamentaux suivants:

a) le développement d'un satellite géostationnaire assurant:

une mission d'observation par prise d'images dans les bandes infrarouges et visibles du spectre électromagnétique;

une mission de diffusion de ces images vers les utilisateurs;

une mission de collecte de données issues de stations automatiques, y compris, lorsque cela se justifie, l'interrogation de ces stations;

b) la réalisation de deux unités de vol de ce satellite et d'un jeu de pièces de rechange;

c) le lancement d'une unité de vol dont la position sur l'orbite géostationnaire sera déterminée par le Conseil directeur de programme.

2.2 — *Secteur terrien.*

Cette partie du programme est constituée par (*):

a) la realisation d'équipements au sol associés comprenant:

(*i*) une station d'acquisition des données, de télécommande et de poursuite (DATTS),

(*ii*) un centre de contrôle des opérations (OCC),

(*iii*) un centre de référenciation et de mise en forme des données (DRCC),

(*iv*) un centre d'extraction d'informations météorologiques (MIEC),

(*v*) un terminal météorologique (MT),

(*vi*) la réalisation d'un prototype et d'un dossier de fabrication d'une station primaire d'utilisation des données (PDUS) et d'une station sécondaire d'utilisation des données (SDUS),

(*vii*) la réalisation d'équipements prototypes de liaison des plates-formes de collecte de données (DCP) avec le système spatial et la préparation d'un dossier de fabrication de ces équipements.

L'ensemble des équipements définis aux points (*i*) à (*iv*) ci-dessus sera désigné sous le nom d'Installations au Sol Meteosat (GFM);

b) la préparation du software pour l'exploitation des installations au sol, à l'exclusion du software du MIEC;

c) la mise au point des interfaces entre les différentes installations du secteur terrier (DATTS, OCC, DRCC, MIEC, terminal météorologique (MT), PDUS et SDUS) et le rodage du système correspondant.

La partie relative au secteur terrien ne comprend pas:

la liaison du terminal météorologique (MT) avec les Centres météorologiques nationaux (MC),

le software du centre d'extraction d'informations météorologiques (MIEC) et toutes modifications qui devraient y être apportées,

les frais de fonctionnement du secteur terrien (personnel, frais de location, biens consommables) pour la phase d'exploitation après lancement du satellite et vérification du bon fonctionnement de l'ensemble du système.

(*) La terminologie utilisée est explicitée dans le tableau ci-joint.

3. — CALENDRIER.

Le calendrier indicatif pour le programme s'établit comme suit:

démarrage de la phase compétitive de définition du projet (PDP): décembre 1972;

lancement du satellite: fin 1976.

4. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme.

Terminologie applicable aux équipements au sol

Terme	Sigle	Fonctions principales
1) Installations au sol Meteosat	GFM	Englobe les fonctions (2) à (5)
2) Station d'acquisition des données, de télécommande et de poursuite	DATTS	Acquisition des données (de météorologique et de maintenance) Télécommande Poursuite
3) Centre de contrôle des opérations	OCC	Contrôle du véhicule spatial et des opérations
4) Centre de référenciation et de mise en forme des données	DRCC	Calage de phase des données radiométriques Carroyage et annotations Calculs d'orbite et d'attitude Mise en forme définitive Données-image: rectification changement de projection transformation en information
5) Centre d'extraction d'informations météorologiques	MIEC	Extraction d'informations météorologiques: température de surface des océans champ des vents analyse des nuages (couverture et altitude des sommets) bilan radiatif mise en forme définitive gestion des données émanant des plates-formes de collecte
6) Terminal météorologique	MT	Équipement nécessaire au GFM pour assurer l'interface avec la liaison au système global de télécommunications (GTS) de la Veille météorologique mondiale (VMM)
7) Centre météorologique	MC	Analyse météorologique par les utilisateurs
8) Station primaire d'utilisation des données	PDUS	Réception et visualisation des données-image à pleine résotion sous forme digitale Réception des transmissions au standard APT (sous forme analogique)
9) Station secondaire d'utilisation des données	SDUS	Réception et visualisation des transmissions au standard APT (sous forme analogique)
10) Plate-forme de collecte de données	DCP	Collecte de données météorologiques et de données connexes

ANNEXE *B*

à l'arrangement entre centains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellite météorologique.

1. — COÛT DU PROGRAMME.

L'enveloppe financière globale de 115 millions d'unités de compte fixée au paragraphe 1 de l'article 6 du présent arrangement est fondée sur les chiffres estimatifs ci-après:

a) les dépenses directes au titre du programme pour la période 1972-1979 sont évaluées comme suit et affectées de manière indicative aux éléments ci-après:

	En millions d'unité de compte au niveau des prix de la mi-1971
(*i*) Phase de définition (PDP)	3
(*ii*) Développement du satellite et réalisation de deux unités de vol et d'un jeu de pièces de rechange	53
(*iii*) Lancement d'un satellite (lanceur Thor Delta)	8
(*iv*) Équipements au sol comprenant: la réalisation et la mise en place d'installations au sol Meteosat (GFM) incluant une station d'acquisition des données, de poursuite et de télécommande, un centre de contrôle des opérations, un centre de référenciation et de mise en forme des données et un centre d'extraction d'informations météorologiques, ainsi que d'un terminal météorologique, la réalisation d'un prototype et d'un dossier de fabrication d'une station primaire d'utilisation des données et d'une station secondaire d'utilisation des données, la réalisation d'équipements prototypes de liaison des plates-formes de collecte de données (DCP) avec le système spatial et la préparation d'un dossier de fabrication de ces équipements, la préparation du software pour l'exploitation des installations au sol (à l'exclusion du centre d'extraction d'informations météorologiques) . . .	14
(*v*) Marge d'aléas techniques	6
(*vi*) Frais directs internes de l'Organisation (personnel, fonctionnement, installations)	6
Total . . .	90 (*)

b) les dépenses indirectes, c'est-à-dire la quote-part du programme aux frais communs et frais de soutien de l'Organisation, dépendent de l'ampleur du programme global de l'Organisation; cette quote-part est actuellement évaluée à 22,8 MUC.

2. — BARÈME DES CONTRIBUTIONS.

Chaque Participant contribue aux dépenses découlant de l'exécution du programme par l'Organisation, aux termes du présent arrangement, conformément au barème ci-dessous:

États	Quote-part de contributions (%)
République fédérale d'Allemagne	25,66
Belgique	4,06
Danemark	2,41
France	23,70
Italie	15,07
Royaume-Uni	20,60
Suède	5,02
Suisse	3,48
Total . . .	100,00

(*) Ces frais n'incluent pas les frais de fonctionnement du secteur terrien (personnel, frais de location, biens consommables) pour la phase opérationnelle après le lancement.

3. — RAPPORTS DE L'ORGANISATION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET CONTRACTUELLE.

Le directeur général de l'Organisation donne les instructions nécessaires pour la présentation des rapports sur l'état d'avancement, sur la répartition géographique des travaux, sur les appels de contribution, les dépenses encourues et les dernières évaluations des coûts pour l'achèvement du programme conformément aux dispositions afférentes du règlement financier de l'Organisation relatives aux comptes (titre III, section VI du règlement financier) et aux dispositions adoptées par le Conseil de l'Organisation en ce qui concerne les rapports périodiques à lui présenter (document ESRO/C/306, add. 2, rev. 1).

4. — RÈGLES FINANCIÈRES À OBSERVER.

Les dépenses directes découlant de l'exécution du programme par l'Organisation, aux termes du présent arrangement, sont imputées à un compte d'emplois « programme » qui est créé et géré par l'Organisation conformément aux dispositions pertinentes du Règlement financier. La quote-part du programme sur les frais communs et frais de soutien de l'Organisation est fixée et imputée au compete d'emplois « programme » conformément aux principes et procédures adoptés en la matière par l'Organisation.

5. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente annexe peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme à la majorité des deux tiers.

ARRANGEMENT ENTRE CERTAINS ÉTATS MEMBRES DE L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES ET L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES CONCERNANT L'EXECUTION DU PROGRAMME SPACELAB.

PREAMBULE

Les Gouvernements signataires du présent Arrangement, (ci-après dénommés « les Participants »), Gouvernements d'États parties à la convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales, ouverte à la signature le 14 juin 1962 (ci-après dénommée « la Convention »), et l'Organisation européenne de recherches spatiales (ci-après dénommée « l'Organisation »),

Vu l'offre des Autorités des États-Unis à l'Europe de prendre part au programme post-Apollo, en assurant le développement d'un ou plusieurs modules de recherches et d'applications et en faisant usage du système de navette-véhicules orbitaux,

Rappelant la résolution N° 3 en date du 24 juillet 1970 de la conférence spatiale européenne relative à la coopération au programme post-Apollo ainsi que l'accord intervenu au cours de la conférence spatiale européenne de Bruxelles du 20 décembre 1972 à propos de l'exécution du programme Spacelab qui a été notifié aux Autorités de États-Unis et selon lequel ce programme sera exécuté tout d'abord par l'Organisation et poursuivi ultérieurement par l'Agence spatiale européenne à établir,

Considerant l'avantage pour la coopération internationale d'une contribution active de l'Europe à l'exécution du plus important programme spatial actuellement mis au point et l'avantage pour l'Europe d'un développement de sa technologie spatiale grâce à sa participation à ce programme,

Rappelant l'autorisation déjà donnée par le Conseil de l'Organisation au cours de sa 50e session (ESRO/C/MIN/50) sur la base de laquelle le directeur général a entrepris la phase de définition du projet relative au programme Spacelab,

Considerant le projet de mémorandum d'accord (ESRO/C(73)2, rev. 1 - Annexe III) entre l'Organisation et la « National Aeronautics and Space Administration » (NASA) du Gouvernement des États-Unis (ci-apres dénommé « le mémorandum d'accord »),

Vu la Résolution du Conseil de l'Organisation prise à sa 53e session relative à l'acceptation de l'exécution du programme Spacelab dans le cadre de l'Organisation (ESRO/C/LIII/Rés. 1 - Final),

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

1. Les Participants entreprennent, dans les conditions prevues à cet Arrangement et en particulier à son article 5, en étroite coopération avec les autorités des États-Unis, un programme ayant pour but la définition, la conception, le développement et la construction du Spacelab, considéré comme partie intégrante, sur le plan technique, du système de navette-véhicules orbitaux des Etats-Unis et comme contribution européenne au programme post-Apollo avec lequel il doit être utilisé.

2. Les objectifs et éléments du programme Spacelab sont décrits à l'annexe *A* au présent arrangement.

Article 2

Le programme mentionné à l'article premier ci-dessus s'échelonne en deux phases, une phase de définition déjà commencée et une phase de conception, de développement et de construction.

1. La phase de définition (sous-phase *B*1 à *B*3) du Spacelab a pour objet d'établir, en tenant compte des besoins des utilisateurs, la configuration du Spacelab et de définir les sous-systèmes correspondants. Sur la base des résultats disponibles à la fin de la sous-phase *B* 2 sont établis une proposition technique, un plan de développement ainsi qu'une analyse détaillée des coûts et une estimation financière du coût de la phase de conception, de développement et de construction.

2. Les éléments de l'analyse détaillée mentionnée au paragraphe 1 du présent article devront être à la disposition des Participants au 1er août 1973 et seront également portés à la connaissance des autres États membres de l'Organisation.

3. La décision de passer à la phase de conception, de développement et de construction est prise conformément aux dispositions de l'article 5 ci-après.

Article 3

1. L'Organisation, en application de l'article VIII de la convention, exécute le programme Spacelab, conformément au calendrier et aux dispositions de l'annexe *A* au présent arrangement.

2. Sauf stipulation contraire du présent arrangement, l'Organisation exécute le programme en conformité avec les règles et procédures en vigueur à l'Organisation.

3. Aux fins de la coopération avec la NASA visée à l'article premier et pour assurer une intégration étroite entre le Spacelab et les autres éléments du système de navette-véhicules orbitaux, en particulier avec le développement de la navette spatiale, l'Organisation mettra en place, sur la base du mémorandum d'accord, une structure de coopération et de coordination avec la NASA. Les utilisateurs européens scientifiques et techniques seront associés aux travaux de l'Organisation et de la NASA.

Article 4

1. Un Conseil directeur de programme, composé des représentants des Participants, assume la responsabilité du programme et prend toutes décisions le concernant, en conformité avec les dispositions du présent arrangement.

2. Pour les problèmes affectant plus d'un programme de l'Organisation, le Conseil directeur de programme joue le rôle d'organe consultatif du Conseil de l'Organisation, auquel il présente toutes recommandations nécessaires.

3. Le Conseil directeur a pour fonctions, notamment, de:

a) établir toutes les instructions nécessaires au directeur général de l'Organisation concernant l'exécution du programme, en particulier les interfaces de ce programme avec les autres éléments du système de navette-véhicules orbitaux des États-Unis;

b) veiller à ce que des liens étroits soient établis par l'Organisation avec les futurs utilisateurs européens du Spacelab;

c) veiller à l'application du memorandum d'accord et de tout autre document juridique pertinent, en ce qui concerne les droits et obligations des Participants;

d) étudier, si possible au moins trois ans avant l'achèvement du développement du Spacelab, les règles pour la mise en oeuvre des principes visés à l'article 10 du présent arrangement.

4. Le Conseil directeur de programme peut créer les organes consultatifs qui lui paraissent nécessaires pour assurer la bonne exécution du programme.

5. Sauf dispositions contraires du présent arrangement, les décisions du Conseil directeur de programme sont prises conformément au règlement de procédure du Conseil de l'Organisation qui s'applique *mutatis mutandis*.

Article 5

1. L'enveloppe financière du programme est estimée, à la date d'ouverture à la signature de cet arrangement, à 308 millions d'unités de compte aux prix de la mi-1973, sur la base des éléments décrits à l'annexe *B* au présent arrangement. Ce montant sera revu à la fin de la sous-phase *B*2 de la phase de définition.

Si, sur la base de ce réexamen, les hypothèses financières globales sont respectées, les Participants conviennent de poursuivre le programme et d'entreprendre la sous-phase *B*3 de la phase de dèfinition ainsi que la phase de conception, de développement et de construction. Si ces hypothèses financières ne sont pas respectées de manière significative, les Participants qui le désirent peuvent se retirer du programme; néanmoins ceux qui veulent le poursuivre se consultent et fixent les modalités de sa continuation.

2. Les Participants fixent pour les études de la phase de définition s'achevant à la fin de 1973 une enveloppe financière de 10 millions d'unités de compte, à laquelle ils contribuent conformément au tableau de répartition figurant à l'annexe *B* au présent arrangement. Toutefois, ne peuvent être engagés que les montants nécessaires à l'exécution des sous-phase *B*1 et *B*2 s'achevant à la fin de juillet 1973. Lors du réexamen mentionné au paragraphe 1 du présent article les Participants décideront du déblocage éventuel du montant de cette enveloppe correspondant à la sous-phase *B*3.

3. Lors de la fixation de l'enveloppe financière globale du présent programme, selon les termes du paragraphe 1 du présent article, les Participants détermineront à l'unanimité leurs taux respectifs de contributions.

4. Les budgets annuels relatifs au programme sont approuvés a la majorité des deux tiers par le Conseil directeur de programme à l'intérieur de l'enveloppe financière considérée.

Article 6

1. Les Participants conviennent, en vue de permettre la revision de l'enveloppe financière globale du programme mentionnée à l'article 5, paragraphe 3 du présent arrangement, dans le cas de variation du niveau des prix, d'appliquer la procédure en vigueur à l'Organisation.

2. Si l'enveloppe financière globale doit être révisée pour des motifs autres qu'une variation du niveau des prix, les dispositions suivantes sont applicables:

a) dans la mesure où il n'y pas de dépassements cumulatifs de coûts supérieurs à 20 % du montant de l'enveloppe financière globale du programme, nul Participant ne peut se retirer du programme et le Conseil directeur de programme fixe les dépenses additionnelles à la majorité des deux tiers;

b) en cas de dépassements cumulatifs de coûts supérieurs a 20% du montant de l'enveloppe financière globale les Participants qui le désirent peuvent se retirer du programme sous réserve des dispositions de l'article 17. Ceux qui veulent en poursuivre l'exécution se consultent et fixent les modalités de sa continuation. Ils en informent le Conseil de l'Organisation, qui prend, le cas échéant, toutes dispositions nécessaires.

Article 7

Les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux informations techniques découlant de l'exécution du programme ainsi que leur utilisation sont réservés aux Participants dans la mesure où ceci n'est pas en contradiction avec les dispositions pertinentes du mémorandum d'accord; toutefois, l'Organisation a le droit de les utiliser gratuitement pour l'ensemble de ses activités.

Article 8

1. Les Participants habilitent l'Organisation à conclure les contrats nécessaires à l'exécution du programme conformément aux règlements et procédures de l'Organisation. Toutefois, lors de la passation des contrats et sous-contrats pour l'exécution du programme, la préférence est donnée, dans la mesure du possible, à l'exécution des travaux en premier lieu sur le territoire des Participants et ensuite sur le territoire des autres États membres de l'Organisation, en prenant en considération les décisions du Conseil de l'Organisation en matière de politique contractuelle et de répartition des travaux.

2. A cette fin la répartition géographique entre les Participants des contrats relatifs au programme Spacelab doit correspondre au pourcentage de contributions des Participants. Comme le pourcentage des travaux à exécuter sur le territoire d'États non membres, soit en vertu de contrats placés directement par l'Organisation soit en vertu de sous-contrats placés par le contractant industriel principal, sera dans ce programme, selon toute vraisemblance, d'une ampleur inhabituelle, l'Organisation devra suivre le montant de ces contrats et sous-contrats et assurer qu'ils sont exclus de la préparation des statistiques sur la répartition géographique des contrats parmi les Participants.

Article 9

1. L'Organisation, agissant pour le compte des Participants, est propriétaire des éléments du Spacelab réalisés dans le cadre du programme ainsi que des installations et équipements acquis pour son exécution.

2. Les modalités de mise à disposition de la NASA des éléments développés en exécution de cet arrangement, tels que définis à l'annexe *A*, sont fixées par le mémorandum d'accord entre l'Organisation et la NASA et, le cas échéant, par l'accord intergouvernemental, mentionné à l'article 10 ci-après, entre les Participants et le Gouvernement des États-Unis.

Toute cession des installations ou équipements acquis est décidée par le Conseil directeur de programme en consultation avec le Conseil de l'Organisation.

Article 10

Les Participants entendent définir, en consultation avec le Conseil de l'Organisation, dans un accord approprié avec le Gouvernement des États-Unis, les principes relatifs à l'utilisation du Spacelab et des autres parties du système navette-véhicules orbitaux, en particulier de la navette spatiale, à l'accès à la technologie des États-Unis, ainsi que toutes autres questions a inclure dans un tel accord.

Article 11

1. Les Participants indemnisent l'Organisation pour toute obligation qu'elle vient à encourir si sa responsabilité internationale est engagée du fait de l'exécution du programme.

2. Toute réparation pour dommage reçue par l'Organisation dans le cadre du programme est portée au crédit des budgets annuels du programme mentionnés au paragraphe 4 de l'article 5.

Article 12

Les Participants prennent acte des dispositions du memorandum d'accord proposé avec la NASA et des droits et obligations qui en résultent pour leur compte et ils marquent leur accord pour le Conseil de l'Organisation autorise le directeur général à signer le texte tel qu'approuvé par le Conseil directeur de programme et le Conseil. Dans le cas où ce mémoran-

dum d'accord n'entrerait pas en vigueur, ou en cas de modification substantielle qui lui serait apportée, les Participants se consulteraient sur les mesures appropriées à prendre.

Article 13

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Participants ou entre un ou plusieurs Participants et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'arrangement, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis, à la demande d'une des parties au différend, à un arbitre unique qui est nommé par le Président de la Cour internationale de justice. L'arbitre ne peut être ressortissant d'un Etat partie au différend ni avoir dans cet État sa résidence permanente.

2. Les parties à l'arrangement qui ne sont pas parties au différend ont le droit de prendre part à l'instance, et la décision de l'arbitre est opposable à tous les Partecipants et à l'Organisation, qu'ils aient ou non pris part à l'instance.

Article 14

1. Le présent arrangement est ouvert à la signature des États membres de l'Organisation à partir du 1er mars 1973 jusqu'au 10 août 1973. Si, à cette date, l'arrangement est entré en vigueur aux termes du paragraphe 3 du présent article, il restera ouvert à la signature jusqu'au 23 septembre 1973.

2. Les États deviennent parties à l'arrangement:

soit par la signature sans réserve de ratification ou d'approbation;

soit par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation auprès du Gouvernement de la République française, si l'arrangement a été signé sous reserve de ratification ou d'approbation.

3. Le présent arrangement entre en vigueur lorsqu'il a été signé par l'Organisation et que les États dont la participation, conformément au barème figurant à l'annexe *B*, s'élève aux deux tiers du total des contributions à la sous-phase *B*2, sont devenus parties à l'arrangement aux termes du paragraphe 2 du présent article.

4. Aux fins du paragraphe 3 du présent article, le dépôt auprès du Gouvernement dépositaire d'une déclaration notifiant l'intention d'appliquer l'arrangement à titre provisoire et de chercher à en obtenir, dès que possible, la ratification ou l'approbation est considéré comme le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation.

5. Le Gouvernement d'un État membre de l'Organisation qui n'a pas signé l'arrangement à la date du 10 août 1973 peut après cette date devenir partie à l'arrangement, à condition que les autres Gouvernements parties à l'arrangement donnent leur agrément. Dans ce cas le Gouvernement intéressé doit déposer un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République française; il peut aussi faire application des dispositions mentionnées au paragraphe 4 du présent article aux fins de devenir partie au présent arrangement.

6. Sauf si le Conseil directeur de programme en décide autrement à l'unanimité, un Gouvernement qui devient partie au présent arrangement en fonction du paragraphe 5 du présent article, verse une contribution égale à celle qu'il aurait versée, y compris aux fins des dépenses de la phase de définition, s'il avait été partie à l'arrangement dès son entrée en vigueur, et cette contribution est portée au crédit des autres Participants dans le budget du programme au prorata de leurs contributions respectives.

Article 15

Le Gouvernement d'un État non membre de l'Organisation peut présenter au Conseil de l'Organisation une demande d'adhésion au programme; le Conseil statue à l'unanimité sur cette demande en accord avec le Conseil directeur de programme qui détermine à l'unanimité les conditions détaillées d'adhésion.

Article 16

L'Organisation donne notification aux Participants après avoir consulté le Conseil directeur de programme, de l'achèvement du programme conformément aux dispositions du présent arrangement qui expire dès réception de cette notification.

Article 17

1. Si un Participant désire se retirer du programme en application des dispositions de l'article 6, paragraphe 2, il notifie son retrait à l'Organisation. Ce retrait prend effet à la date de la notification sous réserve des dispositions ci-après:

a) le Participant qui se retire est tenu d'acquitter de la manière convenue le montant de es contributions au titre du budget annuel en cours ou des budgets antérieurs;

b) le Participant qui se retire reste tenu de contribuer à sa part des crédits de paiement correspondant aux crédits d'engagement votés et utilisés au titre du budget de l'exercice en cours ou des exercices antérieurs et relatifs à la phase de conception, de développement et de construction;

c) le Participant qui se retire reste membre du Conseil directeur de programme jusqu'à l'accomplissement de ses obligations visées en *a*) et *b*) ci-dessus. Il n'a un droit de vote que sur les questions qui sont directement liées à ces obligations.

2. Le Participant qui se retire conserve les droits acquis jusqu'à la date où son retrait prend effet. Pour les actions et réalisations décidées après son retrait, aucun droit ou obligation relatif au Participant qui se retire ne peut naître de la partie du programme à laquelle il ne contribue plus, à moins qu'il n'en soit autrement convenu entre lui et les autres Participants. Les dispositions de l'article XVII de la convention de l'Organisation s'appliquent *mutatis mutandis*.

3. Si un État non membre de l'Organisation qui a adhéré au programme en vertu des dispositions de l'article 15 se retire du programme, les dispositions du présent article s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 18

Les annexes *A* et *B* au présent arrangement en forment partie intégrante.

Article 19

1. San préjudice de l'application des dispositions pertinentes du mémorandum d'accord, le présent arrangement peut être révisé à la demande d'un Partici-

pant ou de l'Organisation. Les amendements entrent en vigueur lorsque toutes les parties en ont notifié leur acceptation au Gouvernement dépositaire.

2. Sans préjudice de l'application des dispositions pertinentes du mémorandum d'accord, les annexes au présent arrangement peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme conformément aux dispositions particulières des clauses de révision de ces annexes.

Article 20

Dès l'entrée en vigueur de l'arrangement, le Gouvernement de la République française le fera enregistrer auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 21

Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent arrangement et notifie aux Participants et à l'Organisation la date d'entrée en vigueur de l'arrangement et des amendements à celui-ci, ainsi que les dépôts des instruments de ratification, de approbation, d'adhésion et d'application provisoire de l'arrangement.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement.

FAIT à Neuilly-sur-Seine, le quinze février mil neuf cent soixante treize, dans les langues allemande, anglaise et française, le trois textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Participants et à l'Organisation.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

H. BLOMEYER

F. R. GÜNTSCH

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

J. BOUHA (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de l'Espagne:

P. CORTINA

Pour le Gouvernement de la République française:

G. DE BOISGELIN

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Ugo MORABITO (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

A. VAN DER WILLIGEN (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

Christopher EWART-BIGGS

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pierre DUPONT (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:

Paul FISCHER (sous réserve de ratification)

Pour l'Organisation europeenne de recherches spatiales:

A. HOCKER

ANNEXE A

à l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution du programme Spacelab.

1. — OBJECTIFS DU PROGRAMME SPACELAB.

Le programme Spacelab comprend la définition, la conception, le développement et la construction de modules de laboratoire habitables pressurisés et de porte instruments non pressurisés en vue de l'exécution de travaux de recherches et d'applications lors des missions de la navette. Le module de laboratoire et le porte-instruments seront transportés, ensemble ou séparément, dans le compartiment de charge utile de la navette jusqu'à une orbite terrestre et retour, et seront fixés sur l'étage orbiteur de la navette et supportés par celui-ci pendant toute la mission. Le module de laboratoire sera caractérisé par: une atmosphère pressurisée (dispensant du port d'un scaphandre), une grande capacité d'adaptation pour recevoir du matériel de laboratoire et d'observation à un coût minimal pour les utilisateurs, un accès rapide offert aux utilisateurs et une gêne minimale pour les opérations de préparation au sol de l'orbiteur de la navette. Le porte-instruments qui supporte les télescopes, antennes et autres instruments et équipements destinés à être directement exposés dans l'espace, sera normalement fixé au module de laboratoire, avec son matériel d'expériences télécommandé du module de laboratoire, mais pourra également être fixé directement à l'orbiteur de la navette et commandé de la cabine de l'orbiteur. Des renseignements descriptifs supplémentaires sur le concept seront inclus dans le plan de projet préliminaire établi en commun avec la NASA.

2. — DESCRIPTION DU PROGRAMME.

2.1. — *Phase de définition* (phase *B*).

Sous-phase *B1*:

continuation de l'étude du concept choisi;

identification des sous-systèmes critiques du point de vue des coûts;

adaptation éventuelle des structures industrielles.

Sous-phase *B2*:

etablissement d'une proposition technique conduisant au choix du système et à un plan correspondant de développement ainsi que d'une analyse détaillée des coûte et d'une estimation financière du coût de la phase de conception, de développement et de construction, à établir par l'Organisation.

Sous-phase *B3*:

Sur la base du système choisi à la fin de la sous-phase *B2* il est procédé à:

l'étude d'avant projet de sous-système correspondant;

l'analyse des opérations;

l'établissement d'une proposition ferme pour la phase de conception, de développement et de construction.

Cette sous-phase se termine par le choix du contractant principal pour la phase suivante.

2.2. — *Phase de conception, de développement et de construction.*

Préparation des spécifications détaillées et des plans de fabrication des différents éléments du Spacelab.

Développement des éléments du Spacelab.

Essais, assemblage et vérification de l'ensemble du Spacelab.

Sont prévus pour livraison à la NASA les éléments suivants: une unité de vol du Spacelab, une maquette fonctionnelle du Spacelab, et deux séries d'équiments au sol destinés au soutien du Spacelab, le tout complété éventuellement par les pièces de rechange nécessaires et la documentation appropriée.

3. — CALENDRIER.

Le calendrier actuellement envisagé est le suivant:

Phase de définition (phase *B*).

Sous-phase *B1*:
mi-novembre 1972 - fin janvier 1973;

Sous-phase *B2*:
début février 1973 - fin juillet 1973;

Sous-phase *B3*:
début aout 1973 - fin 1973.

Phase de conception, de développement et de construction.

Le premier vol du Spacelab est prévu pour 1979.

4. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme.

ANNEXE *B*

à l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution du programme Spacelab.

1. — COÛT DU PROGRAMME.

L'enveloppe financière globale est estimée à 308 millions d'unités de compte (MUC) aux prix de la mi-1973 et comprend les éléments suivants:

Phase de définition: l'enveloppe financière de cette phase est fixée à 10 MUC et divisée comme suit:

sous-phase *B*2: 7 MUC;
sous-phase *B*3: 3 MUC.

Phase de conception, de développement et de construction: l'enveloppe financière sera déterminée conformément aux dispositions de l'article 5, paragraphe 1 de l'arrangement. Le coût du contrat principal de réalisation est actuellement estimé à 175 MUC.

Dépenses internes (estimées à 30 MUC) et une part des frais communs et de soutien (estimée à 33 MUC).

Marge d'aléas, y compris la technologie spatiale, fixée à 15 MUC, et modifications dues au programme de navette spatiale non couvertes par le contrat principal de réalisation, actuellement estimées à 45 MUC.

2. — BARÈME DES CONTRIBUTIONS.

a) Sous réserve des dispositions de l'article 5, paragraphe 2 du présent arrangement, chaque Participant contribue, conformément au barème ci-dessous applicable pour 1973, aux dépenses découlant de l'exécution par l'Organisation aux termes du présent arrangement de la sous-phase *B*2 de la phase de définition.

États	Quote-part de contributions (%)
République fédérale d'Allemagne	52,55
Belgique	4,20
Espagne	2,80
France	10,00
Pays-Bas	2,00
Royaume-Uni	6,30
Suisse	1,00
Italie et autre États	21,15
Total	100,00

b) Le barème pour l'exécutions de la sous-phase *B*3 et de la phase de conception, de développement et de construction sera fixé par les États parties à l'arrangement à l'achèvement de la sous-phase *B*2 (voir article 5 du présent arrangement).

3. — RAPPORTS DE L'ORGANISATION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET CONTRACTUELLE:

Le directeur général de l'Organisation donne les instructions nécessaires pour la présentation des rapports sur l'état d'avancement, sur la répartition géographique des travaux, sur les appels de contributions, les dépenses encourues et les dernières évaluations des coûts pour l'achèvement du programme, conformément aux dispositions afférentes du règlement financier de l'Organisation et aux dispositions adoptées par le Conseil de l'Organisation en ce qui concerne les rapports périodiques à lui présenter (document ESRO/C/306, add. 2, rev. 1).

4. — RÈGLES FINANCIÈRES.

Les dépenses directes découlant de l'exécution du programme par l'Organisation, aux termes du présent arrangement, sont imputées au budget de programme qui est créé et géré par l'Organisation conformément aux dispositions pertinentes du Règlement financier. La quote-part du programme aux frais communs et frais de soutien de l'Organisation est fixée et imputée au budget de programme conformément aux principes et procédures adoptées en la matière par l'Organisation.

5. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme. Les dispositions des paragraphe 3 et 4 de la présente annexe peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme à la majorité des deux tiers.

ARRANGEMENT ENTRE CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES ET L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES CONCERNANT L'EXECUTION D'UN PROGRAMME DE SATELLITES DE TELECOMMUNICATIONS.

PRÉAMBULE

Les Gouvernements de la République fédérale de Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République française, de la République italienne, du Royaume des Pays-Bas, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède et de la Confédération suisse, (ci-après dénommés « les Participants »), Gouvernements d'Etats parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales, ouverte à la signature le 14 juin 1962 (ci-après dénommée « la convention »), et l'Organisation européenne de recherches spatiales (ci-après dénommée « l'Organisation »),

Considerant les objectifs élaborés après consultation de la conférence européenne des postes et télécommunications (CEPT) et de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), conformément aux résolutions de la conférence des Ministres des postes et télécommunications (Bruxelles, avril 1970 et Vienne, avril 1972), qui sont de mettre à disposition des Administrations des postes et télécommunications (ci-après dénommées « les utilisateurs ») à partir de 1980 des liaisons spatiales fiables en vue d'écouler une partie du trafic intra-européen de télécommunications publiques et les échanges de programmes de télévision,

Estimant que l'accomplissement de ces objectifs demande des efforts de développement technologique importants qui assureront le progrès de l'industrie européenne et la mettront en mesure de participer de façon plus compétitive à la réalisation d'autres systèmes de télécommunications spatiales,

Desireux à cette fin d'exécuter un programme européen portant sur la conception, le développement, la construction et la mise en place d'un secteur spatial expérimental et préopérationnel de télécommunications, et la mise à la disposition des utilisateurs de satellites opérationnels fiables et en outre de développer en Europe la technologie dans ce domaine,

Ayant pris note de l'achèvement de la phase préparatoire dudit programme et rappelant l'approbation de l'exécution de la phase expérimentale suivante, donnée au cours de la 44e session du Conseil de l'Organisation en date du 20 décembre 1971 (ESRO/C/XLIII/Rés. 3 (final) chapitre 1.3),

Vu la déclaration en date 12 avril 1973 faite par les représentants au Conseil de l'Organisation des Gouvernements précités,

Vu la résolution du Conseil de l'Organisation prise à sa 56e session relative à l'acceptation de la demande concernant l'exécution de ce programme dans le cadre de l'Organisation,

Vu le mémorandum d'accord entre l'Organisation et le Ministère des communications du Canada concernant leur coopération dans le domaine de la technologie spatiale avancée, signé le 18 mai 1972,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Les Participants entreprennent un programme, structuré en phases, ayant pour but la conception, le développement, la construction et la mise en place d'un secteur spatial expérimental et préopérationnel de télécommunications répondant aux objectifs des utilisateurs ainsi que, à son achèvement, la mise à la disposition de ces derniers de satellites opérationnels fiables. Les éléments de ce secteur spatial sont décrits à l'annexe *A* au présent arrangement.

Article 2

1. Le programme mentionné à l'article premier ci-dessus s'échelonne en deux phases. Il a été précédé d'un phase préparatoire de définition du programme (phase 1), actuellement achevée. Ces deux phases, dont la description figure à l'annexe *A* au present arrangement, son les suivantes:

a) Une phase technologique et expérimentale, au cours de laquelle sont développées au sol et qualifiées a bord de satellites expérimentaux et préopérationnels, les techniques de communications et les technologies du véhicule requises pour le programme (phase 2). Cette phase pourra être revue à tout moment approprie au cours de son exécution en vue de l'inclusion d'une sous-phase (2-*bis*) comprenant des travaux additionnels sur les techniques de pointe et des études spécialisées.

b) Une phase de développement de deux unités de vol opérationnelles et, s'il y a lieu, lancement et évaluation en orbite d'un modèle prototype, ainsi que, à son achèvement, la mise à la disposition des utilisateurs potentiels des unités de vol opérationnelles, l'une en orbite, l'autre au sol, à des conditions à définir entre les Participants et ces utilisateurs (phase 3).

2. Les décisions de passage à la sous-phase 2-*bis* et à la phase 3 sont prises conformément aux dispositions de l'article 5 ci-après.

Article 3

1. L'Organisation, en application de l'article VIII de la convention, exécute le programme mentionné à l'article premier ci-dessus, conformément au calendrier et aux dispositions de l'annexe *A* au présent arrangement.

2. Sauf stipulation contraire du présent arrangement, l'Organisation exécute le programme en conformité avec les règles et procédures en vigueur à l'organisation.

Article 4

1. Un Conseil directeur de programme, composé des représentants des Participants assume la responsabilité du programme et prend toutes décisions le concernant, en conformité avec les dispositions du présent arrangement.

2. Pour les problèmes affectant ce programme et un autre programme de l'Organisation, le Conseil directeur de programme joue le rôle d'organe consultatif du Conseil de l'Organisation, auquel il présente toutes recommandations nécessaires.

3. Le Conseil directeur de programme est également chargé de maintenir des rapports étroits avec les organismes nationaux et internationaux de télécommunications afin d'être en mesure de répondre à une réorientation éventuelle des objectifs opérationnels du secteur spatial envisagé; il définit les règles d'utilisation du secteur spatial de la phase 2 à des fins expérimentales et préopérationnelles.

4. Le Conseil directeur de programme peut créer les organes consultatifs qui lui paraissent nécessaires pour assurer la bonne exécution du programme.

5. Les décisions du Conseil directeur de programme sont prises conformément aux dispositions du présent arrangement. A défaut de dispositions expresses, les règles de vote fixées par la convention ou par le règlement de procédure du Conseil de l'Organisation s'appliquent *mutatis mutandis.*

Article 5

Les décisions relatives au démarrage et au contenu précis de la sous-phase 2-*bis* et de la phase 3 du programme sont prises par le Conseil directeur de programme à la majorité des deux tiers représentant au moins les deux tiers des contributions au programme. Si la décision relative à la phase 3 ne peut pas être prise, les Participants qui désirent néanmoins poursuivre l'exécution du programme se consultent et fixent les modalités de sa continuation. Ils en informent le Conseil de l'Organisation qui prend, le cas échéant, toutes dispositions nécessaires.

Article 6

1. Les dépenses découlant de l'exécution du programme par l'Organisation aux termes du présent Arrangement sont supportées par les Participants conformément aux dispositions détaillées prévues à l'annexe *B* au présent arrangement et dans les limites des enveloppes financières fermes afférentes à chaque phase telles que déterminées en conformité avec les dispositions du présent article.

2. Les Participants conviennent de contribuer au financement de la phase 2 du programme sur la base d'une enveloppe financière ferme de 115,1 millions d'unités de compte (au niveau des prix de la mi-1972), à laquelle s'ajoute une part des frais communs et de soutien de l'Organisation actuellement estimée à 28 millions d'unités de compte.

3. Le plus tôt possible au cours de la phase 2 et une fois réunies les conditions mentionnées à l'article 5 ci-dessus les Participants détermineront, à la majorité mentionnée audit article 5, une enveloppe financière ferme afférente à l'exécution de la phase 3.

4. Les budgets annuels relatifs au programme sont approuvés à la majorité des deux tiers par le Conseil directeur de programme à l'intérieur de l'enveloppe financière ferme considérée.

Article 7

1. Les Participants conviennent, en vue de permettre la révision de l'enveloppe financière ferme de la phase considérée, d'appliquer la procédure en vigueur à l'Organisation en cas de variation du niveau des prix.

2. Si une enveloppe ferme doit être révisée pour des motifs autres qu'une variation du niveau des prix, les dispositions suivantes sont applicables:

a) Dans la mesure où il n'y a pas de dépassements cumulatifs de coûts supérieurs à 20% du montant de l'enveloppe financière ferme de la phase en

cours, nul Participant ne peut se retirer du programme et le Conseil directeur de programme fixe les dépenses additionnelles à la majorité des deux tiers.

b) En cas de dépassements cumulatifs de coûts supérieurs à 20% du montant de l'enveloppe ferme considérée, les Participants qui le désirent peuvent se retirer du programme sous réserve des dispositions de l'article 17. Ceux qui veulent en poursuivre l'exécution se consultent et fixent les modalités de sa continuation. Ils en informent le Conseil de l'Organisation qui prend, le cas échéant, toutes dispositions nécessaires.

Article 8

Les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux information techniques découlant de l'exécution du programme sont réservés aux Participants; toutefois, l'Organisation a le droit de les utiliser gratuitement pour l'ensemble de ses activités.

Article 9

Les Participants habilitent l'Organisation à conclure les contrats nécessaires à l'exécution du programme conformément aux règlements et procédures de l'Organisation. Toutefois, lors de la passation des contrats et sous-contrats pour l'exécution du programme, la préférence est donnée, dans la mesure du possible, à l'exécution des travaux sur le territoire des Participants, en prenant en considération les décisions du Conseil de l'Organisation en matière de politique industrielle et de répartition des travaux.

Article 10

L'Organisation, agissant pour le compte des Participants, est propriétaire des satellites réalisés dans le cadre du programme ainsi que des installations et équipements acquis jusqu'à la fin de la phase 3 pour son exécution. Toute cession des installations et équipements acquis est décidée par le Conseil directeur de programme en consultation avec le Conseil de l'Organisation.

Article 11

1. Les Participants indemnisent l'Organisation pour toute obligation qu'elle vient à encourir si sa responsabilité internationale est engagée du fait de l'exécution du programme.

2. Toute réparation pour dommage reçue par l'Organisation dans le cadre du programme est portée au crédit des budgets annuels du programme mentionnes au paragraphe 4 de l'article 6.

Article 12

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Participants ou entre un ou plusieurs Participants et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'Arrangement, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis, à la demande d'une des parties au différend, à un arbitre unique qui est nommé par le Président de la Cour internationale de justice. L'arbitre ne peut etre ressortissant d'un Etat partie au différend ni avoir dans cet Etat sa résidence permanente.

2. Les parties à l'arrangement qui ne sont pas parties au différend ont le droit de prendre part à l'instance, et la décision de l'arbitre est opposable à tous les Participants et à l'Organisation, qu'ils aient ou non pris part à l'instance.

Article 13

1. Le présent arrangement est ouvert à la signature des Participants du 1er juin 1973 jusqu'au 21 septembre 1973.

2. Les États deviennent parties à l'arrangement:

soit par la signature sans reserve de ratification ou d'approbation;

soit par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation auprès du Gouvernement de la République française, si l'arrangement à été signé sous réserve de ratification ou d'approbation;

3. Le présent arrangement entre en vigueur lorsqu'il a été signé par l'Organisation et que les États dont la participation, conformément au barème figurant à l'annexe *B*, s'élève aux deux tiers du total des contributions, sont devenus parties à l'arrangement aux termes du paragraphe 2 du présent article.

4. Aux fins du paragraphe 3 du présent article, le dépot auprés du Gouvernement dépositaire d'une déclaration notifiant l'intention d'appliquer l'arrangement à titre provisoire et de chercher à en obtenir, dès que possible, la ratification ou l'approbation est considéré comme le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation.

5. Le Gouvernement d'un État membre de l'Organisation qui n'a pas signé l'arrangement à la date du 21 septembre 1973 peut devenir partie à l'arrangement après son entrée en vigueur, à condition que les autres Gouvernements parties à l'arrangement donnent leur agrément. Le Gouvernement intéressé doit déposer un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République française.

6. Sauf si le Conseil directeur de programme en décide autrement à l'unanimité, un Gouvernement qui devient partie au présent arrangement après son entrée en vigueur verse une contribution égale à celle qu'il aurait versée s'il avait été partie à l'arrangement dès son entrée en vigueur et cette contribution est portée au crédit des autres Participants dans le budget du programme au prorata de leurs contributions respectives.

Article 14

Le Gouvernement d'un État non membre de l'Organisation peut présenter au Conseil de l'Organisation une demande d'adhésion au programme; le Conseil statue à l'unanimité sur cette demande en accord avec le Conseil directeur de programme qui détermine à l'unanimité les conditions d'adhésion.

Article 15

L'Organisation donne notification aux Participants, après avoir consulté de Conseil directeur de programme, de l'achèvement du programme conformément aux dispositions du présent arrangement qui expire dès réception de cette notification.

Article 16

Les Participants peuvent décider d'arrêter l'exécution du programme à la majorité des deux tiers représentant deux tiers au moins des contributions au programme.

Article 17

1. Si un Participant désire se retirer du programme en application des dispositions de l'article 5 et du paragraphe 2 (*b*) de l'article 7, il notifie son retrait à l'Organisation. Ce retrait prend effet à la date de notification sous réserve des dispositions ci-après:

a) Le Participant qui se retire est tenu d'acquitter de la manière convenue le montant de ses contributions au titre du budget annuel en cours ou des budgets antérieurs.

b) Le Participant qui se retire reste tenu de contribuer à sa part des crédits de paiement correspondant aux crédits d'engagement votés et utilisés au titre du budget de l'exercice en cours ou des exercices antérieurs et relatifs à toute phase du programme dont l'exécution est en cours.

c) Le Participant qui se retire reste membre du Conseil directeur de programme jusqu'à l'accomplissement de ses obligations visees en (*a*) et (*b*) ci-dessus. Il n'a un droit de vote que sur les questions qui sont directement liées à ces obligations.

2. Le Participant qui se retire conserve les droits acquis jusqu'à la date où son retrait prend effet. Pour les actions et réalisations décidées après son retrait, aucun droit ou obligation relatif au Participant qui se retire ne peut naître de la partie du programme à laquelle il ne contribue plus, à moins qu'il n'en soit autrement convenu entre lui et les autres Participants. Les dispositions de l'article XVII de la convention de l'Organisation s'appliquent *mutatis mutandis*.

3. Si un État non membre de l'Organisation qui a adhéré au programme en vertu des dispositions de l'article 14 se retire du programme, les dispositions du présent article s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 18

Les annexes *A* et *B* au présent arrangement en forment partie intégrante.

Article 19

1. Le présent arrangement peut être révisé à la demande d'un Participant ou de l'Organisation. Les amendements entrent en vigueur lorsque toutes les Parties en ont notifié leur acceptation au Gouvernement dépositaire.

2. Les annexes au présent arrangement peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme conformément aux dispositions des clauses de révision de ces annexes.

Article 20

Dès l'entrée en vigueur de l'arrangement, le Gouvernement de la République française, le fera enregistrer auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 21

Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent arrangement et notifie aux Participants et à l'Organisation la date d'entrée en vigueur de l'arrangement et des amendements à celui-ci, ainsi que le dépôts des instruments de ratification, de approbation, d'adhésion et d'application provisoire de l'arrangement.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement,

FAIT à Neuilly-sur-Seine, le douxe avril mil neuf cent soixante-treize dans les langues allemande, anglaise et française, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Participants et à l'Organisation.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

Sigismund FREIHERR VON BRAUN

F. R. GÜNTSCH

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

J. BOUHA (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:

Paul FISCHER

Pour le Gouvernement de la République française:

G. DE BOISGELIN

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Ugo MORABITO (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

J. R. STEELE

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Jan STIERNSTEDT (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pierre DUPONT (sous réserve de ratification)

Pour l'Organisation européenne de recherches spatiales:

A. HOCKER

ANNEXE *A*

à l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellites de télécommunications.

1. — OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SATELLITES EUROPÉENS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Le programme a pour but la préparation de l'établissement en Europe d'un système opérationnel de télécommunications spatiales. Il est attendu que ce système fournisse des liaisons par satellites permettant d'écouler une partie substantielle du trafic intra-européen de télécommunications prévu pour la décennie 1980 afin de répondre aux objectifs auxquels on peut s'attendre de la part des utilisateurs. Le satellite sera conçu de manière à ce que ses objectifs soient atteints au coût le plus

bas possible; la prise en compte d'autres objectifs ne sera possible que dans le cas où il n'en résulterait pas des coûts supplémentaires.

2. — DESCRIPTION DU PROGRAMME.

Le programme est structuré en deux phases qui sont les suivantes:

a) Une phase technologique et expérimentale, au cours de laquelle sont développées au sol et qualifiées à bord de satellites expérimentaux et préopérationnels, les tecniques de télécommunications et les technologies du véhicule requises pour le programme (phase 2).

b) Une phase de développement de deux unités de vol operationnelles et, s'il y a lieu, lancement et évaluation en orbite d'un modèle prototype, ainsi que, à son achèvement, la mise a la disposition des utilisateurs potentiels des unités de vol opérationnelles, l'une en orbite, l'autre au sol, à des conditions a définir entre les Participants et ces utilisateurs (phase 3).

Il a été précédé d'une phase préparatoire portant sur la définition du programme (phase 1) et qui s'est achevée en 1971.

2.1. — *Phase 2 du programme.*

La phase de développement et d'expériementation technologique (phase 2), qui doit s'étendre de 1972 à 1978, se concrétisera pour l'essentiel, fin 1976, par la satellisation d'un véhicule expérimental et préopérationnel, suivie de son évaluation en orbite. Les travaux à exécuter au cours de cette phase concernent les rubriques suivantes:

a) système de télécommunications;

b) technologie de soutien;

c) satellites expérimentaux;

d) etudes sur les configurations opérationnelles.

2.1.1. — Système de télécommunications.

Les travaux de la phase 2 concernant le sistème de télécommunications comprennent:

a) des études du système global portant notamment sur l'analyse des techniques de télécommunications telles que PCM/PSK/TDMA (modulation par impulsions codées/modulation par déplacement de phase/accès multiple par répartition dans le temps), réutilisation des fréquences par diversification de la polarisation, accès multiple par répartition dans l'espace, modulation de la puissance rayonnée par le satellite et commutation de bord;

b) des etudes des problèmes de transmission, tels que phénomènes de dégradation dans le répéteur du satellite, problèmes d'interface avec les stations terriennes;

c) des experiences de propagation comportant des mesures radiométriques pour l'obtention de statistiques sur l'atténuation atmosphérique, des mesures de propagation sur les liaisons terrestres pour l'étude des effets de dépolarisation et des mesures utilisant les balises du satellite pour permettre une analyse directe des phénomènes prévus;

d) des études sur le secteur terrien, menées en étroite collaboration avec les utilisateurs, visant à garantir le caractère optimal du système satellite/secteur terrien qui a été choisi.

2.1.2. — Technologie de soutien.

Cette partie de la phase 2 couvre le développement et la qualification de matériels critiques dans les secteurs suivants:

technologie des télécommunications;

structures et mécanismes;

regulation thermique;

regulation d'attitude et correction d'orbite;

conversion d'énergie.

Ces matériels critiques sont ceux nécessaires au développement des satellites expérimentaux et préopérationnels (CTS et OTS) de la phase 2 ainsi que ceux qui, en raison de leur long délai de développement, sont nécessaires à l'exécution ultérieure de la phase 3.

2.1.3. — Satellites expérimentaux et préopérationnels.

La phase 2 doit se terminer par les essais en orbite des composants développés au cours de la partie de technologie de soutien, ces essais étant destinés à assurer:

la qualification en orbite de l'équipement de télécommunications à 11/14 GHz;

la qualification en orbite du concept d'un véhicule stabilisé sur trois axes et équipé de panneaux solaires orientables ainsi que d'équipements développés dans le cadre du programme de technologie de soutien et considérés comme critiques;

l'évaluation des techniques de télécommunications envisagées pour le système opérationnel en coopération avec les utilisateurs.

Deux satellites seront utilisés pour cette phase expérimentale et préopérationnelle:

En application du mémorandum d'accord signé avec le Ministère des communications du Canada, des matériels développés par l'Organisation seront placés à bord du satellite technologique de télécommunications canadien qui doit être lancé au cours de l'année 1975.

Les équipements ainsi embarqués concernent la technologie des télécommunication (amplificateurs à tubes à ondes progressives et amplificateurs paramétriques) et la conversion d'énergie (réseau solaire souple).

Le second élément du programme expérimental et préopérationnel, et le plus important, sera la mise en orbite, fin 1976, d'un satellite expérimental et pré-opérationnel dénommé OTS (« Orbital test satellite »).

Ce satellite sera lancé par un lanceur de la classe du Delta 2914. L'O.T.S. se présentera, dans ses grandes lignes, comme un véhicule à stabilisation triaxiale, d'un durée de vie de trois ans, de conception modulaire et doté de panneaux solaires à orientation vers le soleil; la charge utile de télécommunications comportera des répéteurs de 20 W de puissance et de 40 à 120 MHz de largeur de bande, e avec couverture d'antennes à pinceau fin et à faisceau européen (Eurobeam).

2.1.4. — Etudes sur les configurations opérationnelles.

Au cours de la phase 2 du programme, les études sur les configurations opérationnelles possible seront poursuivies en liaison avec les futurs utilisateurs de manière à permettre le choix de la configuration optimale en 1975-1976.

2.1.5. — Sous-phase (2-*bis*).

Au cas où la révision de la phase 2 comme mentionnée à l'article 2, paragraphe 1, alinéa *a*) de l'arrangement, aboutirait à l'addition d'une sous-phase 2-*bis*, cette sous-phase aurait pour objectif de promouvoir des techniques de pointe et des études spécialisées eu égard aux configurations possibles du satellite opérationnel.

2.2. — *Phase 3 du programme.*

La phase suivante du programme, comportant le développement et la construction de deux unités de vol du véhicule opérationnel, est entreprise le plus tôt possible avant l'achèvement de la phase 2 du programme.

La décision d'entreprendre la phase 3 est prévue pour 1975; on s'attend que, compte tenu des résultats de l'expérimentation en orbite, 18 mois de données orbitales seront disponibles lors des examens critiques de la conception du véhicule opérationnel. L'achèvement de la phase 3 est prévu pour 1980.

3. — CALENDRIER.

Le calendrier actuellement envisagé est le suivant:

Phase 1 - achevée en 1971;

Phase 2 - développement des technologies, suivi d'évaluation en orbite: 1972-1978.

Le développement du véhicule expérimental et préopérationnel s'effectuera ainsi:

phase *A*: septembre 1972-décembre 1972;
phase *B*: avril 1973-décembre 1973;
phase *C*: janvier 1974-début 1975;
phase *D*: début 1975-décembre 1976

Le lancement de ce véhicule est prévu pour fin décembre 1976.

Phase 3 - développement du satellite opérationnel: 1975-1980 conduisant, en dehors de la phase 3, aux opérations orbitales en configuration opérationnelle à partir de 1980.

4. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme.

ANNEXE *B*

à l'arrangement entre certains états membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellites de télécommunications.

1. — COÛT DU PROGRAMME.

La phase préparatoire de définition du programme (phase 1) a été financée par les crédits votés par la conférence spatiale européenne.

1.1. — *Phase 2 du programme.*

L'enveloppe financière ferme fixée pour la phase 2 du programme, est de 115,1 MUC, aux prix de la mi-1972.

Ce montant correspond au total des dépenses directes pour la période 1972-1978, estimées comme suit:

	En millions d'unités de compte au niveau des prix de la mi-1972
a) Frais internes de l'Organisation . . .	12,9
b) Système de télécommunications . . .	7,1
c) Technologie de soutien	27,4
d) Dépenses directes concernant les satellites expérimentaux et pré-opérationnels (y compris opérations d'OTS)	64,4
e) Études sur les configurations opérationnelles	3,3
Total . . .	115,1

Les dépenses indirectes, c'est-à-dire la quote-part du programme aux frais communs et frais de soutien de l'Organisation, dépendent de l'ampleur du programme global de l'Organisation et de la méthode future de réaffectation. Elles sont actuellement estimées à 28 MUC au niveau des prix de la mi-1972, en supposant que les frais indirects sont répartis au prorata parmi tous les programmes.

1.2. — *Sous-phase* (2-*bis*).

Les dépensès et la marge d'aléas de la sous-phase 2-*bis* dans le cas où elle est entreprise, sont actuellement estimées à 11 MUC au niveau des prix de la mi-1972.

1.3. — *Phase 3 du programme.*

L'enveloppe financière indicative prévue pour la phase 3 du programme se compose de la manière suivante:

	En millions d'unités de compte au niveau des prix de la mi-1972 Min.	Max.
a) Dépenses directes relatives au développement et à la construction de deux unités de vol du véhicule opérationnel:		
dans le cas d'une configuration du satellite de 400 kg	121	
dans le cas d'une configuration du satellite de 800 kg (le lancement d'un modèle prototype (FO) étant exclu.)		203
éventuellement lancement d'un modèle prototype du satellite opérationnel . . .		18
b) Quote part des frais communs et des frais de soutien de l'Organisation:		
dans le cas d'une configuration du satellite opérationnel de 400 kg.	34	
dans le cas d'une configuration du satellite opérationnel de 800 kg (le lancement du modèle prototype étant exclu.)		55
c) Part de la marge d'aléas globale afférente aux programmes d'applications de l'Organisation:		
dans le cas d'une configuration du satellite opérationnel de 400 kg.	5	
dans le cas d'une configuration du satellite opérationnel de 800 kg.		7
Totaux . . .	160	283

2. — BARÈME DES CONTRIBUTIONS.

Chaque Participant contribue aux dépenses découlant de l'exécution du programme par l'Organisation au termes du présent arrangement:

a) conformément au barème ci-dessous, applicable pour la période 1972-1974:

États	Quote-part de contributions (%)
République fédérale d'Allemagne	25,01
Belgique	3,96
Danemark	2,35
France	23,11
Italie	14,69
Pays-Bas	2,50
Royaume-Uni	20,09
Suède	4,90
Suisse	3,39
Total . . .	100,00

b) par la suite, conformément à un barème qui sera fixé selon la procédure normale du Conseil (article XII, 1 (*b*) de la convention).

3. — RAPPORTS DE L'ORGANISATION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET CONTRACTUELLE.

Le directeur général de l'Organisation donne les instructions nécessaires pour la présentation des rapports sur l'état d'avancement, sur la répartition géographique des travaux, sur les appels de contributions, les dépenses encourues et les dernières évaluations des coûts pour l'achèvement du programme, conformément aux dispositions afférentes du réglement financier de l'Organisation et aux dispositions adoptées par le Conseil de l'Organisation en ce qui concerne les rapports périodiques à lui présenter (document ESRO/C/306, add. 2, rev. 1).

4. — REGLES FINANCIÈRES À OBSERVER.

Les dépenses directes découlant de l'exécution du programme par l'Organisation, aux termes du présent arrangement, sont imputées à un compte d'emplois programme qui est créé et géré par l'Organisation conformément aux dispositions pertinentes du règlement financier. La quote-part du programme aux frais communs et frais de soutien de l'Organisation est fixée et imputée au compte d'emplois programme conformément aux principes et procédures adoptés en la matière par l'Organisation.

5. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente annexe peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme à la majorité des deux tiers.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET CERTAINS GOUVERNEMENTS MEMBRES DE L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES CONCERNANT UN PROGRAMME COOPERATIF POUR LE DEVELOPPEMENT, L'ACQUISITION ET L'UTILISATION D'UN LABORATOIRE SPATIAL EN LIAISON AVEC LE SYSTEME DE NAVETTE SPATIALE.

PRÉAMBULE

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de l'Espagne, de la République française, de la République italienne, du Royaume des Pays-Bas, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Confédération suisse, parties à l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne

le recherches spatiales concernant l'exécution du programme Spacelab, ouvert à la signature le premier mars 1973 (lesdits Gouvernements européens et tous autres Gouvernements qui adhèrent au présent accord étant ci-après dénommés les « Partenaires européens »),

Conscients du défi que représente l'exploration spatiale et des possibilités qu'elle renferme, et convaincus que la coopération internationale pour la mise au point et l'utilisation de nouveaux mécanismes en vue de l'exploration spatiale renforcera encore les liens d'amitie entre les pays intéressés et, de façon générale, contribuera au maintien de la paix mondiale,

Rappelant avec satisfaction l'ampleur considérable de la coopération que les pays intéressés ont déjà pratiquée et pratiquent actuellement dans le domaine spatial,

Desireux de prolonger et d'élargir la coopération que ces pays mènent déjà dans le domaine spatial,

Convaincus également qu'une telle coopération procurera des avantages scientifiques, technologiques et économiques dont ils bénéficieront tous en même temps que l'humanité tout entière,

Rappelant l'offre faite par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique à l'Europe de coopérer au programme spatial post-Apollo des États-Unis,

Considerant que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a formulé une politique en vue de mettre à la disposition d'autres pays une aide pour le lancement de missions spatiales scientifiques et d'applications à des fins pacifiques,

Prenant acte de la décision de la conférence spatiale européenne de participer au programme post-Apollo, décision exprimée dans la résolution adoptée à Bruxelles le 20 décembre 1972,

Considerant que les Partenaires européens ont chargé l'Organisation européenne de recherches spatiales (ci-après dénommée le « CERS/ESRO ») d'entreprendre, sous forme de projet spécial, le développement d'un laboratoire spatial (ci-après dénommé le « SL »),

Considerant que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a confié à l'« Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace » (ci-après dénommée la « NASA ») le développement du programme de navette spatiale,

Considerant que le concept du SL est essentiel à l'exploitation complète de la capacité de la navette spatiale,

Ayant pris acte du mémorandum d'accord entre la NASA et le CERS/ESRO, établi aux fins de l'exécution d'un programme coopératif concernant le développement, l'acquisition et l'utilisation d'un SL en liaison avec le système de navette spatiale,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Objets et buts

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens entreprendront un programme coopératif concernant un système intégré de transport spatial et de véhicules orbitaux afin d'assurer: 1) la conception, le développement, la fabrication et la livraison de la première unité de vol du SL, élément destiné à fair partie intégrante de la navette spatiale; 2) l'utilisation des systèmes de navette spatiale et de SL à des fins pacifiques; 3) la fabrication et l'acquisition de SLs supplémentaires; 4) les échanges et concours voulus pour le développement et l'utilisation des systèmes de navette spatiale et de SL; et 5) la prise en considération, au moment opportun, des possibilités de prolongement et d'élargissement de cette coopération dans la mesure justifiée par leur intérêt commun.

Article 2

Description générale du programme de navette spatiale et du programme SL

A. Le programme de navette spatiale vise essentiellement à la définition, à la conception et au développement d'une navette spatiale qui: servira à mettre sur orbite terrestre des charges utiles complètes; restera à poste pour des missions dont la durée sera de l'ordre de sept jours ou plus; assurera la surveillance et le contrôle de sécurité des éléments de la charge utile pendant toute la mission; assurera à son équipage la disposition de sièges et une habitabilité complète, ainsi qu'une circulation aisée la navette et le SL.

B. Le programme SL vise à la définition, à la conception, au développement et à l'acquisition de modules de laboratoire habitables et de plates-formes non pressurisées (porte-instruments) fixées à la navette, faisant partie intégrante de celle-ci et permettant l'exécution de travaux de recherche et d'application lors des missions de sortie de la navette.

Article 3

Agences de cooperation et mise en oeuvre du programme

A. La NASA est désignée comme l'agence de coopération mandatée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour mettre en oeuvre sa partie du programme coopératif. Le CERS/ESRO, ou l'organisation qui lui succédera, est désigné comme l'agence de coopération mandatée par les Partenaires européens pour mettre en oeuvre leur partie dudit programme.

B. Les dispositions détaillées concernant la mise en oeuvre du programme coopératif sont énoncées dans le mémorandum d'accord entre la NASA et le CERS/ESRO, en date du 14 août 1973, et confirmé par le présent accord. Après la création de l'organisation qui succédera au CERS/ESRO, ledit mémorandum sera considéré comme ayant été conclu entre la NASA et cette organisation.

Article 4

Obligations des Partenaires européens

Les Partenaires européens exécuteront leur partie du programme coopératif en s'acquittant notamment des obligations suivantes:

1) concevoir, développer, fabriquer et livrer un SL et l'équipement connexe conformément à des spécifications et à un calendrier fixés d'un commun accord;

2) créer en Europe les moyens et l'infrastructure nécessaires pour assurer la possibilité d'acquisition par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, à des prix raissonnables, de tous SLs, éléments et pièces de rechange supplémentaires qui seront nécessaires audit Gouvernement;

3) assurer la disponibilité d'une capacité de soutien technologique qui permette au SL de satisfaire aux desiderata du Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernent l'exécution des missions; et

4) prendre les arrangements de circonstance nécessaires pour permettre la production de SLs, d'éléments et de pièces de rechange aux États-Unis dans l'éventualité où les Partenaires européens ne parviendraient pas à terminer le premier SL ou à produire les SLs ultérieurs destinés à être acquis par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique conformément à des spécifications et des calendriers convenus à des prix raisonnables.

Article 5

Obligations du Gouvernement des États-Unis d'Amérique

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique exécutera sa partie du programme coopératif en s'acquittant notamment des obligations suivantes: 1) fournir les informations et avis pertinents; 2) sous réserve de sa disponibilité et des lois et réglementations américaines applicables en la matière, fournir l'assistance voulue et prendre des mesures en vue d'assurer l'exportation des technologies, y compris le savoir-faire et les matériels, qui, d'un commun accord, seront reconnues nécessaires à la réalisation et à la fabrication du SL; 3) acquérir des seuls Partenaires européens tous SLs, eléments et pièces de rechange supplémentaires qui auront substantiellement la même conception et les mêmes capacités que le premier SL, qui seront nécessaires au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, notamment pour les besoins résultant de ses programmes internationaux, et qui seront disponibles conformement à des calendriers convenus et à des prix raisonnables; 4) s'abstenir de procéder au développement séparé et indépendant de tout SL ayant substantiellement la même conception et les mêmes capacités que le premier SL, à moins que les Partenaires européens ne parviennent pas à produire lesdits SLs, éléments et pièces de rechange conformément à des spécifications et calendriers convenus et à des prix raisonnables; 5) utiliser le premier SL développé en Europe en tant que partie intégrante du système de navette spatiale pour l'exploration et l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique; et 6) tenir les Partenaires européens informés de ses plans concernant l'utilisation future du système de navette spatiale et, en particulier, des concepts futurs qui pourraient conduire à des modifications du concept actuel du SL, en vue de prolonger et d'élargir au-delà du cadre du present accord la coopération établie par celui-ci.

Article 6

Accès à la technologie et a l'information

A. Les Partenaires européens auront accès à la technologie, y compris le savoir-faire, dont dispose le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et qui leur est nécessaire pour mener à bien les tâches qui leur incombent au titre du programme coopératif; aux mêmes fins, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aura accès à la technologie, y compris le savoir-faire, dont disposent les Parteinaires européens.

B. La technologie, y compris le savoir-faire, que les Parties auront besoin d'obtenir l'une de l'autre pour mener à bien les tâches qui leur incombent au titre du programme coopératif sera définie en commun. Toutefois, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens se réservent chaucun le droit, dans des cas exceptionnels, de faire en sorte que leur technologie respective ainsi définie soit mise à disposition sous forme de matériels au lieu de savoir-faire.

C. La technologie, y compris le savoir-faire, qui aura ainsi été identifiée et transférée au titre du programme coopératif et qui relève des règles de droit commun en matière de licences et de protection de la propriété industrielle, ne pourra pas être mise à la disposition des bénéficiaires autres que les Partenaires européens, leurs ressortissants et le CERS/ESRO agissant pour leur compte dans le cadre du programme coopératif sans l'approbation expresse prealable du Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Si les Partenaires européens, leurs ressortissants ou le CERS/ESRO souhaitent utiliser cette technologie, y compris le savoir-faire, à des fins autres que les tâches de développement et de production prévues dans le programme coopératif et autrement qu'en liaison avec l'emploi qu'ils feront de la navette spatiale et du SL, ces utilisations pourront être réglées cas par cas conformément aux pratiques commerciales normales ainsi qu'aux lois et réglementations américaines applicables.

D. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique examinera cas par cas les demandes d'accès à la technologie américaine, y compris le savoir-faire, allant au-delà de ce qui est directement nécessaire pour l'exécution du programme SL.

E. Toute technologie, y compris le savoir-faire, transférée par les Partenaires européens au Gouvernement des États-Unis d'Amérique ou à ses ressortissants au titre du programme coopératif sera soumise aux mêmes conditions en ce qui concerne sa mise à disposition et son utilisation.

F. L'accés susvisé a la technologie, y compris le savoir-faire, s'effectuera de manière à ne pas porter atteinte aux droits de propriété existants de toute personne ou de tout organisme aux États-Unis ou en Europe.

G. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique mettra à la disposition des Partenaires européens des informations générales concernant la conception, le développement et l'utilisation du système de navette spatiale et de véhicules orbitaux, en particulier celles qui sont nécessaires pour la compréhension de ce système.

H. Dans les cas où les informations demandées peuvent être librement communiquées par les agences du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, leur mise à disposition se fera à titre gratuit; dans les autres cas, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique s'efforcera aux maximum d'en faciliter la communication à des conditions favorables.

I. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens, tout en étant convaincus que le SL peut être réalisé dans le cadre des capacitée européennes existantes, reconnaissent que certains éléments et certains services seront probablement acquis aux États-Unis sur une base commerciale. En conséquence, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aura pour principe, en ce qui concerne l'acquisition des éléments et des services liés à la réalisation de la navette qu'il pourra se procurer dans le commerce, de tenir pleinement compte des avantages offerts par l'Europe sur le plan du coût de la qualité ou de la disponibilité.

J. Les dispositions du présent article s'entendent sous réserve des lois et réglementations applicables.

Article 7

Utilisation de la navette spatiale et du SL

A. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, conformément aux accords et arrangements internationaux, mettra la navette spatiale à la disposition des Partenaires européens et de leurs ressortissants pour leurs missions SL (expériences et applications), sur une base soit de coopération soit de remboursement de frais.

B. En ce qui concerne les missions spatiales des Partenaires européens, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique mettra lesdits Partenaires en mesure d'accéder aux SLs développés dans le cadre du programme cooperatif et de les utiliser pour les expériences ou applications proposées par eux sur une base de remboursement de frais, et ce de préférence à celles des pays tiers, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique considérant comme équitable, en raison de la participation des Partenaires européens au programme coopératif, de leur assurer la priorité en cas de limitation de la charge utile ou de conflits de calendriers. Les expériences ou applications proposées au titre de la coopération seront choisies en fonction de la valeur de chaque proposition conformément à la politique constante des États-Unis, les propositions des Partenaires européens bénéficiant d'une priorité sur celles des pays tiers à condition que leur valeur soit au moins egale à celle des propositions desdits pays. Les Partenaires européens auront la possibilité d'exprimer leurs vues en ce qui concerne le jugement porté sur la valeur de leurs propositions faites au titre de la coopération.

C. L'utilisation commerciale des navettes spatiales et des SLs aura lieu sur une base non discriminatoire.

L'établissement par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ou par les Partenaires européens de normes et conditions relatives à l'utilisation commerciale des exemplaires du SL donnera lieu à des échanges de vues préalables portant sur ces normes et conditions et visant à harmoniser au maximum les politiques respectives. Si, dans des cas exceptionnels, cet échange de vues se révélait impossible, il devrait avoir lieu par la suite à la première occasion.

D. Pour s'assurer l'intégralité de l'exploitation et de la gestion du système de navette spatiale, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aura la pleine et entière disposition du premier exemplaire du SL après sa livraison audit Govenement, y compris le droit d'en fixer définitivement l'utilisation à des fins pacifiques. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pourra apporter au premier exemplaire du SL toutes les modifications qu'il souhaitera. Toutefois, si les modifications envisagées sont importantes, les Partenaires europeens devront en être informés d'avance pour qu'ils aient la possibilité d'exprimer leurs vues et de fournir les prestations relatives à ces modifications.

E. En ce qui concerne le premier vol du premier exemplaire du SL, il appartiendra au Gouvernement des États-Unis d'Amérique de fixer les objectifs des essais du système. Pour ce qui est des expériences, les objectifs de ce premier vol seront déterminés en commun sur une base de coopération. Ensuite, les Partenaires européens et le CERS/ESRO seront encouragés à utiliser en coopération ce premier exemplaire du SL pendant toute sa vie utile, l'utilisation sur la base du remboursement de frais n'étant cependant pas exclue. Par ailleurs, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique utilisera le premier exemplaire du SL sans restriction et gratuitement.

F. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique offrira aux ressortissants des Partenaires européens des possibilités de participer aux équipages navigants du SL en liaison avec leurs missions spatiales comportant l'utilisation d'un SL. Il est envisagé de faire figurer un Européen parmi les membres de l'equipage navigant du premier vol opérationel du SL.

G. Les résultats des expériences de la NASA et du CERS/ESRO qui auront été effectuées au cours des missions du SL exécutées sur une base de coopération seront mises gratuitement à la disposition des Parties au présent accord, sous réserve de tous droits de propriété et des priorités habituellement accordées aux différents expérimentateurs pour l'exploitation et la publication anticipées des données obtenues.

H. Les démarches concernant l'utilisation de navettes spatiales ou de SLs par des ressortissants européens peuvent être accomplies par l'intermédiaire du CERS/ESRO ou par le Partenaire européen compétent.

Article 8

Financement

A. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens supporteront les frais de leur participation respective au programme coopératif visé dans le présent accord.

B. Ni le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ni les Partenaires européens ne chercheront à rentrer dans les dépenses publiques de recherche et de développement exposées pour la réalisation des éléments acquis de l'autre partie dans le cadre du programme coopératif.

C. En ce qui concerne les conditions financières relatives aux services de lancement remboursables fournis par des bases de lancement américaines, les prix demandés aux Partenaires européens, à leurs ressortissants et au CERS/ESRO seront calculés sur la même base que ceux demandés aux utilisateurs privés américains de caractère comparable.

D. Les obligations du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et celles des Partenaires européens s'entendent sous réserve de leurs procédures de financement respectives.

Article 9

Consultations et établissement des plans

A. Les Parties conviennent de se consulter en vue de facilitier la poursuite et l'élargissement de la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique.

B. Pour donner aux Partenaires européens de meilleurs possibilités de déterminer et d'exprimer l'intérêt que présente pour eux la préparation et l'utilisation du système de navette spatiale, et en particulier du SL, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique associera des représentants des Partenaires européens, en les consultant et en les invitant comme observateurs, à la préparation de la définition des missions aux fins d'utilisation du système ainsi qu'à la préparation et à la gestion du développement général du système.

C. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique consultera les Partenaires européens sur les mesures appropriées qui devront être prises en cas d'arrêt du programme de navette spatiale et, conformément à la politique américaine et aux objectifs définis dans les articles 7 et 8, il mettra à la disposition des Partenaires européens ou du CERS/ESRO d'autres lanceurs existants pour l'exécution des missions que les Partenaires européens étudient en vue des vols du SL.

Article 10

Circulation des personnes et des matériels

A. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens faciliteront l'entrée et la sortie de leurs territoires pour les personnes et les matériels nécessaires à la réalisation du programme coopératif prévu dans le présent accord.

B. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens s'efforceront d'admettre en franchise de droits de douane et autres taxes les matériels qui sont propriété gouvernementale.

C. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens s'efforceront d'accorder pour les matériels qui ne sont pas propriété gouvernementale: 1) l'entrée en franchise de droits de douane et autres taxes; et 2) à l'achat, l'exonération des taxes nationales et autres.

Article 11

Responsabilité

A. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique assume la pleine responsabilité des dommages causés à ses ressortissants et à ses biens du fait de l'application du present accord. Les Partenaires europeens assument la pleine responsabilité des dommages causés à leurs ressortissants, à leurs biens et, à travers le CERS/ESRO, aux agents et aux biens de cette Organisation du fait de l'application du présent accord.

B. En cas de dommages subis à la suite du lancement, du vol ou de la descente de la navette porteuse du SL par des ressortissants de Pays qui ne sont pas parties au présent accord, dommages mettant en jeu la responsabilité commune du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et des Partenaires européens en vertu des principes du droit international ou de la Convention sur la responsabilité internationale pour dommages causés par des objets spatiaux, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens conviennent de se consulter promptement en vue d'un partage équitable des réparations demandées. Si un accord n'intervient pas dans un délai de 180 jours, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens feront diligence pour que le partage de ces réparations soit réglé sans retard par voie d'arbitrage, conformément au modèle de règles sur la procédure arbitrale élaboré en 1958 par la Commission de droit international.

C. Si des dommages resultant de l'application du présent accord et non couverts par les dispositions du paragraphe *B* ci-dessus sont causés à des ressortissants de pays qui ne sont pas parties audit accord, la responsabilité de ces dommages sera assumée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et/ou les Partenaires européens, selon la ou les parties auxquelles elle incombera en vertu de la législation applicable.

D. En ce qui concerne le premier SL à fournir par les Partenaires européens, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, nonobstant les dispositions du paragraphe *A* ci-dessus, assumera la responsabilité des dommages causés à ce premier SL après sa réception par ledit Gouvernement, mais il ne sera pas responsable des dommages survenant à l'occasion du lancement, du vol ou de la descente d'une navette spatiale.

Article 12

Différends

Le règlement de tout différend relatif à la mise en oeuvre du programme coopératif est de la compétence des agences visées à l'article 3 du présent accord. Un différent ne peut être soumis pour règlement à un représentant du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et à un représentant des Partenaires européens que si, de l'avis du Gouvernement des États-Unis d'Amérique ou des Partenaires européens, il compromet gravement et substantiellement l'exécution du programme coopératif Si ces représentants ne parviennent pas à régler le différend, celui-ci pourra être soumis à un arbitrage dont la forme sera fixée d'un commun accord.

Article 13

Amendements

Le présent accord peut, à l'initiative du Gouvernement des États-Unis d'Amérique ou des Partenaires européens, être amendé d'un commun accord. Un amendement entre en vigueur lorsque le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens ont notifié leur acceptation au Gouvernement dépositaire.

Article 14

Entrée en vigueur et depositaire

A. Le présent accord sera signé le 14 août 1973 par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et les Partenaires européens. Il entrera en vigueur à cette date pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et pour ceux des Partenaires européens qui le signeront sans réserve de ratification ou d'approbation.

B. Pour les Partenaires européens qui ne l'auront pas signé le 14 août 1973, le présent Accord restera ouvert à la signature pendant la période du 15 août 1973 au 24 septembre 1973. In entrera en vigueur, pour les Partenaires européens qui le signeront pendant cette période sans réserve de ratification ou d'approbation, à la date de sa signature.

C. Pour les Partenaires européens qui signeront le présent accord sous réserve de ratification ou d'approbation et conformément aux dispositions du paragraphe *A* ou du paragraphe *B* ci-dessus, l'accord entrera provisoirement en application à la date de la signature. Il entrera en vigueur pour ces Partenaires européens à la date du dépôt de leur instrument de ratification ou d'approvation auprès du Gouvernement dépositaire.

D. Après le 24 septembre 1973, toute nouvelle participation au programme coopératif sera régie par les dispositions de l'article 15.

E. Le Gouvernement dépositaire sera le Gouvernement de la République française.

Article 15

Adhésion d'autres Gouvernements

A. Avec l'assentiment des Parties, et sous réserve des conditions qui pourront être fixées par elles d'un commun accord, d'autres Gouvernements pourront adhérer au présent accord à titre de Partenaires européens. Toutefois, l'assentiment du Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'est pas nécessaire pour l'adhésion d'un Gouvernement actuellement membre du CERS/ESRO.

B. Un Gouvernement peut déposer son instrument d'adhésion après que les Parties visées au paragraphe *A* ci-dessus ont notifiée leur assentiment au Gouvernement dépositaire, et l'adhésion prend effet à la date du dépôt dudit instrument.

Article 16

Durée

Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1985 et pendant cinq ans au moins à compter de la date du premier vol du SL. Il pourra être reconduit pour trois ans, à moins que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ou les Partenaires européens ne notifient leur intention d'y mettre fin avant le 1er janvier 1985 ou avant l'expiration des cinq ans, selon le cas. Par la suite, il pourra être reconduit par périodes successives fixées d'un commun accord entre les Parties.

Article 17

Enregistrement

A. Le Gouvernement dépositaire notifiera aux signataires et aux Governements adhérents, les signatures, ratifications ou approbations et adhésions.

B. Le présent accord sera enregistré par le Gouvernement dépositaire conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

FAIT à Neuilly-sur-Seine, le quatorze août mil neuf cent soixante treize, dans les langues allemande, anglaise et francaise, chaque version faisant également foi, en un seul original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel en délivrera des copies certifiées conformes aux Gouvernements des États signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

H. BLOMEYER

V. KNOERICH

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

J. BOUHA (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:

Paul FISCHER (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de l'Espagne:

P. CORTINA

Pour le Gouvernement de la République française:

G. DE BOISGELIN (sous réserve d'approbation)

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Ugo MORABITO (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

J. A. DE RANITZ (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

Christopher EWART-BIGGS

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

E. BAUERMEISTER

Pour le Gouvernement des États-Unis d'Amérique:

Galen L. STONE

ARRANGEMENT ENTRE CERTAINS GOUVERNEMENTS EUROPEENS ET L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES CONCERNANT L'EXECUTION DU PROGRAMME DE LANCEUR ARIANE.

PRÉAMBULE

Les Gouvernements des États membres de la conférence spatiale européenne signataires du présent arrangement (ci-après dénommés « les Participants »), et l'Organisation européenne de recherches spatiales établie par la Convention ouverte à la signature le 14 juin 1962 (ci-après dénommées respectivement « l'Organisation » et « la convention »),

Rappelant la résolution prise par la conférence spatiale européenne (CSE) le 20 décembre 1972 aux termes de laquelle la CSE donne son accord de principe pour que soit entrepris, poursuivi et géré dans un cadre européen commun le projet de réalisation d'un lanceur proposé par le Gouvernement français à la suite de l'abandon du projet Europa III et prenant en considération les décisions prises par la conférence spatiale européenne lors de sa réunion du 31 juillet 1973,

Considerant que l'agence spatiale européenne visée à ladite résolution (ci-après dénommée « l'Agence ») est destinée à fournir le cadre européen commun de ce programme confié, à titre transitoire, à l'Organisation,

Considerant l'intérêt que représente pour l'Europe la disponibilité, au début des années 1980, d'une capacité propre et èconomiquement compétitive de mise en orbite de satellites et notamment de satellites d'applications,

Considerant l'avantage pour les États européens de maintenir la compétence acquise dans le domaine des lanceurs et d'utiliser la technologie spatiale existant dans ces États,

Vu le dossier de synthèse en date du 15 avril 1973, soumis par le Gouvernement français aux Ministres de la CSE,

Vu la déclaration en date du 1er août 1973 faite par les raprésentants au Conseil de l'Organisation des Gouvernements précités (ESRO/C/LIX/Dec. 1),

Vu la résolution du Conseil de l'Organisation prise à sa 59e session relative à l'acceptation de la demande concernant l'exécution de ce programme dans le cadre de l'Organisation, dans l'attente de l'établissement de l'Agence spatiale européenne (ESRO/C/LIX/Rés. 1),

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Les Participants s'engagent à entreprendre, dans les conditions prévues au présent arrangement, la première phase d'un programme, ayant pour objet le développement, incluant la qualification d'un lanceur de satellites dénommé Ariane; ce lanceur est destiné à placer sur orbite de transfert des charges utiles de l'ordre de 1.500 kg et permet, par l'utilisation d'un moteur d'apogée adapté, la mise en orbite géostationnaire de satellites de l'ordre de 750 kg. Ce programme comporte une deuxième phase qui aura pour objet la production de ce lanceur, et qui sera décidée ultérieurement.

Article II

1. La phase de développement de ce programme mentionné à l'article premier sera executée dans le cadre de l'Agence visée par la Résolution de la CSE du 20 décembre 1972. Dans l'attente de la constitution de ladite Agence, cette phase est entreprise dans le cadre de l'Organisation, conformément aux dispositions contenues dans les annexes au présent arrangement.

2. Sauf stipulation contraire du présent arrangement, ou de l'accord visé au paragraphe 3 ci-dessous, cette phase du programme est exécutée en conformité avec les regles et procédures en vigueur à l'Organisation.

3. Les Participants confient, par l'intermédiaire de l'Organisation, au Centre national d'études spatiales (CNES), Etablissement public français, et désigné par le Gouvernement français, l'exécution de la première phase du programme mentionné à l'article premier et confient le contrôle de son exécution, pour leur compte, à l'Organisation. L'Organisation et le CNES concluent un accord définissant les modalités détailées de leur coopération en vue de l'accomplissement des objectifs du présent arrangement.

Article III

1. Les objectifs du programme mentionné à l'article premier, la description du lanceur et la description de la phase de développement du programme figurent à l'annexe *A* au présent arrangement. La décision de passer à la phase de production du programme sera prise conformément aux dispositions de l'article V ci-après.

2. L'étape de définition de la phase de développement du programme a pour objet d'établir les spécification détaillées du lanceur sur les bases techniques de l'annexe *A* au présent arrangement, d'établir un plan de développement détaillé, de répartir les travaux dans l'industrie et d'ajuster la contribution financière de chaque Participant au programme conformément à la procédure décrite à l'article X du présent arrangement.

3. Les éléments de l'analyse détaillée mentionnée au paragraphe 2 du présent article permettront de conduire la phase de développement. Celle-ci s'achèvera lorsque sera prononcée la qualification du lanceur à l'issue des essais en vol.

Article IV

1. Un Conseil directeur de programme, composé des représentants des Participants, assume la responsabilité du programme et prend toutes décisions le concernant, en conformité avec les dispositions du présent arrangement.

2. Pour les problèmes affectant ce programme et un autre programme de l'Organisation, le Conseil directeur de programme joue le rôle d'organe consultatif du Conseil de l'Organisation auquel il présente toutes les recommandations nécessaires.

3. Le Conseil directeur de programme prend toutes décisions concernant le programme en conformité avec les dispositions du présent arrangement et notamment:

a) il contrôle le déroulement du programme et notamment de la phase de développement définie par le plan de développement, sur la base des rapports qui sont préparés par le CNES et qui lui sont présentés par le directeur général de l'Organisation;

b) il contrôle la performance globale du lanceur et les dispositions d'assurance de qualité mises en place par le CNES et spécifiques au programme, sur la base des rapports qui sont préparés par le CNES et lui sont présentés par le directeur général de l'Organisation;

c) il est tenu informé de la répartition des travaux entre les divers Participants et constitue, le cas échéant, au cours de l'exécution de la phase de développement du programme, l'organe de recours d'un Participant vis-à-vis du choix des industriels effectué par le CNES;

d) il approuve le rapport de qualification du lanceur en vol présenté par le CNES;

e) il décide des conditions de participation à cette phase du programme d'États non membres de l'Organisation, conformément aux disposition de l'article XVII, paragraphé 2 du présent arrangement;

f) il veille à ce que l'Organisation établisse une coordination efficace avec les utilisateurs potentiels du lanceur et définisse les spécifications d'interface entre le lanceur et les charges utiles.

4. Le Conseil directeur de programme peut créer les organes consultatifs qui lui paraissent nécessaires pour accomplir sa mission.

5. Sauf dispositions contraires du présent arrangement, les décisions du Conseil directeur de programme sont prises à la majorité simple des Participants.

Article V

1. Le Conseil directeur de programme établit les éléments nécessaires à la décision des Participants de procéder à la phase de production du programme. Ceux des Participants qui se sont déclarés intéressés à participer à la phase de production concluent un nouvel arrangement définissant le contenu de cette phase, les modalités financières de son exécution ainsi que l'attribution des travaux qu'ils maintiendront dans toute la mesure du possible identique à celle définie pour la phase de développement.

2. Les Participants s'efforceront de maintenir disponsibles, au cours de la phase de production, les moyens industriels mis en place au cours de la phase de développement et, qu'ils participent ou non au nouvel arrangement, ne feront pas obstacle à l'utilisation de ces moyens.

Article VI

1. Les dépenses découlant de l'exécution de la phase de développement du programme aux termes du présent arrangement sont supportées par les Participants conformément aux dispositions prévues à l'annexe *B* au présent arrangement.

2. Les Participants conviennent de contribuer, sur la base d'une enveloppe financière ferme de 380.391.165 unités de compte:

a) aux dépenses directes telles que définies à l'annexe *B*, paragraphe 1-*a*) du présent arrangement relatives à la phase de développement du programme, sur la base d'un montant de 2.060 millions de francs français et représentant 370.891.165 unités de compte, selon le taux de conversion en vigueur au 1er janvier 1973 (une unités de compte représentant 5,55419 francs français);

b) aux dépenses internes de l'Organisation visées à l'annexe *B*, paragraphe 1-*b*) du présent arrangement s'élevant à 2.500.000 unités de compte; et

c) aux dépenses résultant de l'entretien d'installations spécifiques qui seraient créées ou mises à la disposition de l'Organisation opur l'exécution du programme dans les conditions mentionnées à l'article XII, paragraphe 2 du présent arrangement, sur la base d'un montant de 7.000.000 unités de compte.

Les frais de l'équipe de projet et du personnel de support technique du CNES sont pris en charge par le Gouvernement français.

3. Les Participants contribuent aux dépenses mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus, selon les barèmes de contributions fixés à l'annexe *B* au présent arrangement et sous réserve des dispositions contenues à l'article VII. En conséquence, au cas d'application des dispositions de l'article VII, paragraphe 2, vis-à-vis des dépenses visées au paragraphe 2-*a*) ci-dessus, l'engagement total des Participants s'élèverait à 454.569.398 unités de compte, nonobstant les dispositions de l'article VII, paragraphes 1 et 2-*b*) ci-dessous.

4. Les budgets annuels relatifs à la phase de développement du programme sont approuvés à la majorité des deux tiers des Participants, représentant au moins les deux tiers des poids de vote mentionnés au paragraphe 2.3 de l'annexe *B*, par le Conseil directeur de programme à l'intérieur de l'enveloppe financière ferme visée au paragraphe 2 du présent article. Les Participants s'engagent à mettre les fonds nécessaires à l'exécution du programme à la disposition de l'Organisation selon les procédures et l'échéancier figurant à l'annexe *B* du présent arrangement; une mise à jour de cet échéancier sera présentée annuellement au Conseil directeur de programme en même temps que le budget.

Article VII

1. Sauf dispositions particulières prévues à l'annexe *B*, paragraphe 2.4 du présent arrangement, les Participants conviennent, en vue de permettre la révision des montants mentionnés à l'article VI, paragraphe 2, dans le cas de variations du niveau des prix:

a) d'appliquer à la contribution de chaque Participant aux dépenses directes visées à l'article VI, paragraphe 2-*a*), des formules de révision utilisant ses indices nationaux appropriés retenus par l'Organisation; et

b) d'appliquer à la contribution de chaque Participant aux dépenses visées à l'article VI, paragraphes 2-*b*) et *c*) les règles normales en vigueur à l'Organisation.

2. Si, de l'avis du Conseil directeur de programme, le montant des dépenses directes visé à l'article VI, paragraphe 1-*a*) doit être révisé pour des motifs autres qu'une variation du niveau des prix, les dispositions suivantes sont applicables:

a) dans la mesure où il n'y a pas de dépenses additionnelles supérieures à 20% de ce montant, éventuellement révisé selon les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les Participants sont tenus d'y contribuer dans une mesure proportionnelle à leur contribution établie à l'annexe *B* au présent arrangement;

b) les dépenses additionnelles supérieures à 20% dudit montant sont supportées par le Gouvernement français dans la mesure où elles n'excèdent pas 35%;

c) nul Participant ne peut se retirer du programme tant que jouent les dispositions de l'alinéa *a*) et de l'alinéa *b*) du présent paragraphe;

d) lorsque les dépenses additionnelles excèdent 35% du montant des dépenses directes visées à l'article VI, paragraphe 2-*a*), éventuellement révisées conformément aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, soit de fait, soit selon les prévisions acceptées par le Conseil directeur de programme, les obligations du Gouvernement français mentionnées ci-dessus cessent et les Participants se concertent sur la suite à donner au programme;

e) le Gouvernement français réexaminera le maintien de l'engagement visé à l'alinéa *b*) ci-dessus dans le cas où les fonds nécessaires à l'exécution du programme ne pourraient plus être mis à sa disposition par l'Organisation du fait de la défaillance d'un ou de plusieurs Participants.

Article VIII

Les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux informations techniques découlant de l'exécution de la phase de développement du programme sont réservés aux Participants; toutefois, l'Organisation a le droit de les utiliser gratuitement pour l'ensemble de ses programmes.

Article IX

1. Les Participants, par l'intermédiaire de l'Organisation, mettent à la disposition du CNES les crédits d'engagement et de paiement nécessaires à l'exécution de la phase de développement du programme, conformément au budget approuvé par le Conseil directeur de programme et aux dispositions du paragraphe 2.4 de l'annexe *B* au présent arrangement.

2. Les contributions des Participants seront appelées par l'Organisation sur la base de ses règles en vigueur et conformément aux dispositions figurant à l'annexe *B* au présent arrangement.

Article X

1. Le CNES conclut les contrats nécessaires à l'exécution de la phase de développement du programme. Lors de la passation des contrats et sous-contrats pour l'exécution de ladite phase, la préférence est donnée à l'exécution des travaux en premier lieu sur le

territoire des Participants et en second lieu sur les territoires des autres États membres de l'Organisation ou par la suite membres de l'Agence.

2. Le CNES soumet au Conseil directeur de programme, avant l'achèvement de l'étape de définition, la répartition des travaux correspondant aux contributions figurant au paragraphe 2.1 de l'annexe *B*. Cette répartition vise les travaux offrant un intérêt technologique certain, selon la définition acceptée par le Conseil directeur de programme, et qui représentent quatrevingt pour cent du montant des dépenses directes mentionné à l'article VI, paragraphe 2-*a*) ci-dessus.

3. Le CNES confie aux industries des Participants des contrats d'une valeur proportionnelle à la contribution des Participants au montant des travaux défini ci-dessus. Si cet objectif ne pouvait être atteint à l'égard de l'un ou de plusieurs Participants, il serait procédé, avant l'achèvement de l'étape de définition, à une réduction proportionnelle des contributions du (ou des) Participant(s) concerné(s). S'il en résulte un défaut de financement de la phase de développement, le Gouvernement français est responsable de ce financement.

Vis-à-vis des dépenses additionnelles mentionnées à l'article VII, paragraphe 2-*a*), le CNES s'efforcera, lors de la passation des contrats, considérant la nature spécifique du travail, la difficulté d'appliquer les mêmes règles de répartition géographique et la nécessité d'assurer un bon déroulement de la phase de développement, de ne pas porter atteinte au juste retour ces Participants et de parvenir à une répartition des travaux aussi équitable que possible.

4. Les contrats correspondant à des travaux présentant un intérêt technologique moindre, tels que les travaux d'infrastructure ou les fournitures de matière consommables, sont passés sur une base compétitive. A cette fin le CNES adresse les appels d'offres aux firmes dont les noms lui auront été indiqués par les Participants.

5. Les contrats correspondant à des travaux effectués sur le territoire d'un États non membre de l'Organisation n'entrent pas en compte dans le calcul de la répartition géographique des contrats entre les Participants.

6. Les dispositions contractuelles sont basées sur les règlements et procédures en vigueur au CNES. Toutefois, l'Organisation définit le contenu des clauses garantissant le respect de l'application des articles VIII et XII du présent arrangement.

7. Les Participants prennent, conformément aux dispositions du protocole sur les privilèges et les immunités de l'Organisation, toutes mesures en vue de l'exemption des contrats passés au titre du présent arrangement des redevances fiscales et douanières, ou le cas échéant, du remboursement des redevances perçues.

Article XI

Le Gouvernement français se porte garant du paiement des sommes:

a) qui seraient versées au bénéfice du programme sous le titre « Autres recettes » par un État membre de l'Organisation non signataire du présent arrangement et avec lequel il aurait conclu un accord bilatéral, compatible avec les dispositions du présent arrangement, aux fins de l'exécution de certains travaux de la phase de développement du programme;

b) qui figurent sous la rubrique « Autres États » dans le tableau de l'annexe *B*, paragraphe 2, aussi longtemps que ces sommes ne sont pas couvertes par ailleurs.

Un accord bilatéral tel que mentionné au paragraphe *a*) ci-dessus ne saurait en aucun cas créer des obligations à l'encontre des autres Participants au programme.

Toutefois, pour l'application des dispositions du paragraphe 1 de l'article X du présent arrangement un tel État membre de l'Organisation est assimilé à un Participant à la phase de développement du programme.

Article XII

1. L'Organisation, agissant pour le compte des Participants, est propriétaire des éléments du lanceur Ariane, des installations et équipements acquis pour sa réalisation, et des installations de lancement réalisées dans le cadre du programme.

2. Les Participants propriétaires d'installations susceptibles d'être utilisées aux fins du programme Ariane s'engagent à les mettre à la disposition dudit programme à des conditions financières limitées aux frais exposés de ce fait.

3. Les éléments, installations et équipements visés au paragraphe 1 du présent article, sont mis à disposition des Participants agissant dans le cadre de leur propre programme ou d'un programme de l'Organisation, dans la mesure où leur utilisation aux fins du programme Ariane le permet. Dans ces conditions les redevances demandées pour cette utilisation ne comprennent pas l'amortissement de ces biens. Le Conseil directeur de programme fixe les conditions y relatives.

4. L'Organisation peut mettre ces biens à la disposition de tiers non visés au paragraphe 3 du présent article, dans la mesure où leur utilisation aux fins du programme Ariane et pour les besoins des Participants le permet, et dans des conditions financières qui seront fixées par le Conseil directeur de programme.

5. Toute cession des éléments, installations et équipements acquis est décidée par le Conseil directeur de programme en consultation avec le Conseil de l'Organisation.

Article XIII

1. Le lanceur Ariane, lorsqu'il sera déclaré opérationnel, sera mis à la disposition de l'Organisation et des Participants pour leurs propres besoins, selon une décision des Participants prise par l'intermédiaire, soit du Conseil directeur de programme, soit d'un tel organe qui serait établi dans le cadre de l'Agence mentionnée à l'article II, et selon les dispositions du nouvel arrangement mentionné à l'article V, paragraphe 1. Les installations appartenant au Gouvernement français et nécessaires à la réalisation des lancements seront de même mises à la disposition de l'Organisation et des Participants, conformément aux conditions mentionnées à l'article XII, paragraphe 2 ci-dessus.

2. La décision relative aux conditions selon lesquelles des modèles de vol du lanceur Ariane pourront être mis à la disposition d'États tiers ou d'organisa-

tions internationales, à des fins pacifiques, ainsi qu'à celles selon lesquelles des lancements pourront être effectués pour le compte de ces États et organisations sera prise à la majorité des deux tiers des Participants, sous réserve des dispositions du nouvel arrangement mentionné à l'article V, paragraphe 1.

3. Les dispositions figurant aux paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent également à la fourniture d'éléments, de sous-ensembles et de composants réalisés au titre de la phase de développement du programme.

Article XIV

1. Les Participants indemnisent l'Organisation pour toute obligation qu'elle vient à encourir si sa responsabilité internationale est engagée du fait de l'exécution de la phase de développement du programme.

2. Toute réparation pour dommage reçue par l'Organisation dans le cadre de la phase de développement du programme est portée en recette aux budgets annuels du programme mentionnés au paragraphe 4 de l'article VI.

Article XV

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Participants ou entre un ou plusieurs Participants et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'arrangement, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis, à la demande d'une des parties au différend, à un arbitre unique qui est nommé par le Président de la Cour internationale de justice. L'arbitre ne peut être ressortissant d'un État partie au différend ni avoir dans cet État sa résidence permanente.

2. Les parties à l'arrangement qui ne sont pas parties au différend ont le droit de prendre part à l'instance, et la décision de l'arbitre est opposable à tous les Participants et à l'Organisation, qu'ils aient ou non pris part à l'instance.

Article XVI

1. Le présent arrangement est ouvert à la signature des États membres de la conférence spatiale européenne à partir du 15 octobre 1973 jusqu'au 30 novembre 1973.

2. Les États deviennent parties à l'arrangement:

soit par la signature sans réserve de ratification ou d'approbation;

soit par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation, auprès du Gouvernement de la République française, si l'arrangement a été signé sous réserve de ratification ou d'approbation.

3. Le présent arrangement entre en vigueur lorsqu'il a été signé par l'Organisation et que les États dont la participation s'élève à 75 % du total des poids de vote mentionnés au paragraphe 2.3 de l'annexe *B*, sont devenus parties à l'arrangement aux termes du paragraphe 2 du présent article.

4. Aux fins du paragraphe 3 du présent article, le dépôt auprès du Gouvernement dépositaire d'une déclaration notifiant l'intention d'appliquer l'arrangement à titre provisoire et de chercher à en obtenir, dès que possible, la ratification ou l'approbation, est considéré comme le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation.

5. Le Gouvernement d'un État membre de l'Organisation qui n'a pas signé l'arrangement à la date du 30 novembre 1973 peut après cette date devenir partie à l'arrangement, à condition que les autres Gouvernements parties à l'arrangement donnent leur agrément. Dans ce cas le Gouvernement intéressé doit déposer un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République française; il peut aussi faire application des dispositions mentionnées au paragraphe 4 du présent article, aux fins de devenir partie au présent arrangement. Le Conseil directeur de programme détermine à l'unanimité des conditions de participation de l'État adhérent.

Article XVII

1. Le Gouvernement d'un État non membre de l'Organisation peut présenter au Conseil de l'Organisation une demande d'adhésion au programme.

2. Le Conseil directeur de programme statue à l'unanimité sur la recevabilité de la demande qui est ensuite, le cas échéant, soumise au Conseil, lequel décide à l'unanimité. Le Conseil directeur de programme détermine à l'unanimité les conditions de participation de l'État adhérent.

Article XVIII

Les Participants peuvent décider à l'unanimité de mettre fin au programme. Dans ce cas une priorité d'acquisition des éléments, installations et équipements acquis au titre de l'exécution de la phase de développement de ce programme serait donnée au Participant qui s'engagerait à poursuivre pour son propre compte ce programme ou un programme voisin.

Article XIX

L'Organisation informe le Gouvernement dépositaire de l'achèvement du présent arrangement. Celui-ci en donne notification aux Participants.

Article XX

1. Si un Participant désire se retirer de la phase de développement du programme en application de l'article VII, paragraphe 2-*c*), il le notifie à l'Organisation. Ce retrait prend effet à la date de la notification sous réserve des dispositions ci-après:

a) le Participant qui se retire est tenu d'acquitter de la manière convenue le montant de ses contributions au titre du budget annuel en cours ou des budgets antérieurs;

b) le Participant qui se retire reste tenu de contribuer à sa part des crédits de paiement correspondant aux crédits d'engagement votés et utilisés au titre du budget de l'exercice en cours ou des exercices antérieurs et relatifs à la phase de développement;

c) le Participant qui se retire reste membre du Conseil directeur de programme jusqu'à l'accomplissement de ses obligations visées en *a*) et *b*) ci-dessus. Il n'a un droit de vote que sur les questions qui sont directement liées à ces obligations.

2. Le Participant qui se retire conserve les droits acquis jusqu'à la date où son retrait prend effet. Pour les actions et réalisations décidées après son retrait, aucun droit ou obligation relatif au Participant ne peut naître de la partie du programme à laquelle il ne contribue plus, à moins qu'il n'en soit autrement convenu

entre lui et les autres Participants. Les dispositions de l'article XVII de la convention de l'Organisation s'appliquent *mutatis mutandis*.

3. Si un État non membre de l'Organisation qui a adhéré au programme en vertu des dispositions de l'article XVII du présent arrangement se retire du programme, les dispositions du présent article s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article XXI

Les annexes *A* et *B* au présent arrangement en forment partie intégrante.

Article XXII

1. Le présent arrangement peut être révisé à la demande d'un Participant ou de l'Organisation. Les amendements entrent en vigueur lorsque toutes les parties en ont notifié leur acceptation au Gouvernement dépositaire.

2. Les annexes au présent arrangement peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme conformément aux dispositions particulières des clauses de revision de ces annexes.

Article XXIII

Dès l'entrée en vigueur de l'arrangement, le Gouvernement de la République française le fera enregistrer auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XXIV

Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent arrangement et notifie aux Participants et à l'Organisation la date d'entrée en vigueur de l'arrangement et des amendements à celui-ci, ainsi que des dépôts des instruments de ratification, d'approbation, d'adhésion et d'application provisoire de l'arrangement.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement.

FAIT à Neuilly-sur-Seine, le vingt et un septembre mil neuf cent soixante treize, dans les langues allemande, anglaise et française, les trois textes faisant également fois, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Participants et à l'Organisation.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:
Sigismund FRHR VON BRAUN
Reinhard LOOSCH

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
J. BOUHA (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:
Paul FISCHER (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de l'Espagne:

Pour le Gouvernement de la République française:
P. LAURENT (sous réserve d'approbation)

Pour le Gouvernement de la République italienne:
Luciano CONTI (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:
J. A. DE RANITZ (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:
Ingemar HÄGGLÖF (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:
Pierre DUPONT (sous réserve de ratification)

Pour l'Organisation européenne de recherches spatiales:
A. HOCKER

ANNEXE *A*

à l'arrangement entre certains Gouvernements européens et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution du programme de lanceur Ariane.

1. — OBJECTIFS DU PROGRAMME. Le programme Ariane poursuit deux objectifs principaux:

1.1. — *Le premier objectif consiste à permettre de disposer en Europe au début des années* 1980 *d'une capacité propre de mise en orbite des satellites géostationnaires développés dans le cadre des programmes de l'Organisation ou des États européens.*

Le lanceur Ariane sera capable de placer en orbite de transfert des charges utiles de l'ordre de 1.500 kg, permettant, par l'utilisation d'un moteur d'apogée adapté, la mise en orbite géostationnaire de satellites de l'ordre de 750 kg.

Il vise un marché potentiel principalement représenté par les 35 à 50 satellites géostationnaires de 400 à 700-800 kg que les études européennes prévoient pour la prochaine décennie: satellites européens, satellites européens parties d'un systéme mondial, satellites pour besoins des tiers.

Le lanceur Ariane est destiné à lancer, si l'objectif mentionné au paragraphe 1.2 cidessous est atteint, les satellites développés dans le cadre des programmes de l'Organisation ou des États membres et dont le lancement interviendra après le 1er novembre 1980.

1.2. — *Le deuxième objectif consiste à définir le lanceur et à organiser sa production de façon à obtenir un coût de production économiquement compétitif.*

Le coût de production d'un lanceur est estimé à 51 millions de francs français (hors taxes aux conditions économiques du 1er janvier 1973) dans le cas d'une cadence de lancement de deux lanceurs par an et d'un groupement raisonnable des commandes.

A ce prix doivent être ajoutés les frais de transport en Guyane, des ergols et de l'équipe de lancement pour un montant total estimé à 12 millions de francs français aux mêmes conditions que ci-dessus.

La part des frais d'entretien du Centre spatial guyanais imputée au coût d'un lancement du lanceur, qui pourrait venir s'ajouter aux coûts précédents, fera l'objet d'un arrangement séparé.

2. — DESCRIPTION DU LANCEUR.

Le lanceur Ariane est un véhicule composé de trois étages. Il mesure 47,60 mètres de hauteur et pèse 202 tonnes au décollage.

Le premier étage « *L* 140 », d'un diamètre de 3,80 mètres, contient 140 tonnes d'ergols (N_2O_4 et UDMH) stockés dans deux réservoirs identiques, séparés et pressurisés par des gaz chauds prélevés sur les moteurs. Ils sont en acier alors que les structures de liaison sont en alliage léger. Il est propulsé par un groupement de quatre moteurs « Viking 2 » à turbopompe et à divergent à simple paroi refroidie par film. La poussée totale au décollage est de 240 tonnes et la durée de combustion de 150 secondes.

Le second étage « *L* 33 », d'un diamètre de 2,60 mètres, emporte 33 tonnes des mêmes ergols dans deux réservoirs à fond intermédiaire commun en alliage léger. Les ergols sont pres-

surisés par de l'hélium stocké sous haute pression. Il est equipé d'un moteur « Viking 4 » dérivé du « Viking 2 » par adaptation de la tuyère au fonctionnement dans le vide.

Le troisième étage « *H* 8 », d'un diamètre identique au « L 33», emporte 8 tonnes d'hydrogène liquide et d'oxygène liquide dans deux réservoirs à fond intermédiaire commun, protégés thermiquement par une isolation externe. Ces réservoirs sont faits d'un alliage léger spécialement choisi pour sa tenue aux basses températures. Le même matériau a été choisi pour le « L 33 » dont les réservoirs sont d'une géométrie très voisine.

Ces réservoirs sont pressurisés. L'étage est propulsé par un moteur « H M 7 » de 6 tonnes de poussée.

Les séparations des étages sont effectuées par cordeau de découpe et l'éloignement est obtenu par des fusées de freinage (étage inférieur) et d'accélération (étage supérieur).

La case d'équipements, située au-dessus du troisième étage, centralise avec l'aide d'un calculateur, les fonctions de navigation, de guidage et de séquences.

Elle emporte également des équipements de télémesure, de télécommande, de trajectographie, de destruction, ainsi que la centrale inertielle.

La coiffe a une forme en bulbe pour permettre de loger les satellites prévisibles. Elle garantit à la charge utile un diamètre utile de 3 mètres sur une hauteur de 4 mètres.

La mise en orbite s'effectue par injection directe, sans phase balistique intermédiaire, à 200 km d'altitude.

3. — PHASE DE DÉVELOPPEMENT.

La phase de développement comprend une étape de définition et le développement proprement dit.

3.1 — *Etape de définition.*

Elle a commencé le 1er juillet 1973 et s'achèver le 31 décembre 1973. Le premier trimestre de cette étape est consacré aux etudes détaillées du système et de ses sous-ensembles ainsi qu'à la mise au point des procédures détaillées de gestion du programme.

L'ensemble de la documentation correspondante comprend pour l'essentiel:

un document fixant l'organisation industrielle;

un document fixant la procédure de contrôle de projet pour les contrats et les sous-contrats (règles d'établissement des clauses techniques, de l'organigramme technique, procédures de contrôle des coûts et des délais);

un document fixant la procédure de gestion de la configuration du lanceur (règles d'établissement et de tenue à jour des spécifications techniques détaillées du lanceur et de ses eléments);

un document fixant la procédure d'établissement et de contrôle de la documentation technique et fixant les étapes du développement ainsi que les revues de définition du lanceur;

un document fixant la procédure d'assurance produit (contrôle de la qualité et de la fiabilité du lanceur);

les spécifications techniques elles-mêmes.

Cette partie des travaux est revue et approuvée par le CNES le 1er octobre 1973. Le deuxième trimestre de l'étape de définition est essentiellement consacré à la négociation des contrats de développement et au choix final des contractants.

En parallèle à cette activité se poursuivent un certain nombre de travaux de prédéveloppement ou d'investissement sur les éléments critiques de la phase de développement.

3.2. — *Développement.*

Le développement se déroule sur sept ans et comprend trois périodes:

une période durant environ trois ans et comprenant le développement et la qualification des éléments des étages (moteurs, structure, equipements); cette période comprend égalcment la realisation des investissements importants (bancs d'essais d'étages, bâtiments d'intégration du lanceur et site de lancement) ainsi que l'exécution des essais dynamiques du lanceur;

une periode durant environ un an et demi correspondant à la mise au point et à la qualification des étages ainsi qu'à la reception des installations d'intégration du lanceur et de lancement;

une periode d'essais en vol durant deux ans et demi comportant la préparation et l'exécution de quatre essais en vol du lanceur dont deux essais de mise au point et deux de qualification.

Les périodes précédentes supposent que le présent arrangement entre en vigueur au plus tard le 30 novembre 1973 et que le financement est conforme aux conditions indiquées dans l'annexe *B*.

3.3. — *Charge utile.*

Les Participants bénéficient d'une option pour le financement des travaux de développement de la charge utile destinée aux vols d'essais du lanceur.

4. — PHASE DE PRODUCTION.

La phase de production du lanceur doit être lancée deux ans et demi avant le début de la phase d'utilisation opérationnelle du véhicule, soit vers le milieu de l'année 1978. Le groupement des commandes, ainsi que la cadence de lancement seront des éléments déterminants du coût et de la qualité du lanceur. Le détail de la phase de production sera défini dans le nouvel arrangement mentionné à l'article V, paragraphe 1 du présent arrangement.

5. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme.

ANNEXE *B*

à l'arrangement entre certains Gouvernements européens et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution du programme de lanceur Ariane.

1. — COÛT DU PROGRAMME.

Le coût total du programme Ariane couvert par le présent arrangement, conformément à l'article VI, paragraphe 2, comprend les éléments suivants exprimés hors taxes aux conditions économiques en vigueur le 1er janvier 1973:

		En unités de compte
a) les dépenses directes relatives à la phase de développement du programme pour lesquelles les estimations suivantes ont été établies (en millions de francs français):		
étages et intégration du véhicule complet	1.585	
essais au sol et en vol . . .	334	
aménagement du site de lancement	140	
	2.060 MF	
représentant en unités de compte au taux de conversion en vigueur le 1er janvier 1973 (soit une unité de compte équivalant à 5,55419 FF)		370.891.165
b) les dépenses internes de l'Organisation qui sont estimées à:		2.500.000
c) les dépenses relatives aux installations spécifiques qui seraient créés ou mises à la disposition de l'Organisation pour l'exécution du programme, et qui sont estimées à:		7.000.000
Total . . .		380.391.165
d) marge d'aléas établie pour le poste *a*) ci-dessus, conformément à l'article VII, paragraphe 2-*a*) de l'arrangement:		74.178.233
Total constituant l'engagement global des Participants tel que mentionné aux articles VI et VII de l'arrangement . .		454.569.398

2. — CONTRIBUTIONS.

2.1. — *Barèmes de contributions exprimés en monnaies nationales relatives à l'enveloppe financière ferme mentionnée au paragraphe 2 de l'article VI de l'arrangement.* (Voir tableau ci-après).

ÉTATS PARTICIPANTS	Contributions aux dépenses directes de la phase de développement (par. 1-*a*)		Contributions aux dépenses internes de l'Organisation (par. 1-*b*)	
	UC	Monnaie nationale	UC	Monnaie nationale
1	2		3	
République fédérale d'Allemagne	74.626.222	261.095.509	503.000	1.759.851
Belgique	18.544.558	902.327.195	125.000	6.082.156
Danemark	1.854.456	14.053.587	12.500	94.729
Espagne	7.417.823	519.247.610	50.000	3.500.000
France	231.806.878	1.287.499.999	1.562.500	8.678.422
Italie	6.463.972	4.080.804.277	43.500	27.462.216
Pays-Bas	283·7.417	26.131.284	50.000	176.139
Suède	3.708.912	19.380.623	25.000	130.636
Suisse	4.450.694	18.177.524	30.000	122.526
Autres-États	5.416.579	—	36.750	—
Autre recette (1)	9.183.148	—	61.750	—
Total	370.891.165	—	2.500.000	—

(1) Autre recette reçue par l'Organisation en application de l'article XI-*a*) de l'arrangement.
(2) Nonobstant l'application des dispositions de l'article VII, paragraphe 1 de l'arrangement.
(3) Sous réserve des dispositions de l'article VII, paragraphe 2-*b*) de l'arrangement.

Contributions aux dépenses relatives aux installations (par. 1-*c*)		Sous-Total des contributions		Dépenses additionnelles susceptibles d'être encourues, notamment en vertu de l'article VII, paragraphe 2-*a*)		Engagements plafonds (2) en application de l'article VII, paragraphe 2-*a*)	
UC	Monnaie nationale	UC	Monnaie nationale	UC	Monnaie nationale	UC	Monnaie nationale
4		5 = 2 + 3 + 4		6		7 = 5 + 6	
1.408.400	4.927.583	76.537.622	267.782.943	14.924.660	52.217.057	91.462.282	320.000.000
350.000	17.030.038	19.019.558	925.439.389	3.708.912	180.465.458	22.728.470	1.105.904.847
35.000	265.240	1.901.956	14.413.556	370.891	2.810.716	2.272.847	17.224.272
140.000	9.800.000	7.607.823	532.547.610	1.483.565	103.849.550	9.091.388	636.397.160
4.375.000	24.299.581	237.744.478	1.320.478.002	46.361.396	257.500.002	284.105.874	(3) 1.577.978.004
121.800	76.894.205	6.629.272	4.185.160.698	1.290.701	814.839.302	7.919.973	5.000.000.000
140.000	493.188	7.607.823	26.800.611	1.483.565	5.226.258	9.091.388	32.026.869
70.000	365.779	3.803.912	19.877.038	741.782	3.876.122	4.545.694	23.753.160
84.000	343.073	4.564.694	18.643.123	890.139	3.635.506	5.454.833	22.278.629
102.900	—	5.556.229		1.090.420	—	6.646.649	—
172.900	—	9.417.798	—	1.832.202	—	11.250.000	—
7.000.000	—	380.391.165	—	74.178.233	—	454.569.398	—

Chaque Participant contribue dans sa monnaie nationale aux dépenses directes de la phase de développement du programme pour les montants mentionnés dans la colonne 2 du tableau, cidessus. Dans le cas de l'application de l'article VII, paragraphe 2-*a*), les dépenses additionnelles auxquelles les Participants sont tenus de contribuer en monnaies nationales figurent à la colonne 6 du tableau ci-dessus.

Chaque Participant contribue aux dépenses internes de l'Organisation et aux dépenses relatives aux installation, pour les montants exprimés en unités de compte mentionnés au tableau ci-dessus au taux et suivant les procédures en vigueur à l'Organisation.

2.2. — *Echéancier des dépenses directes de la phase de développement du programme.*

L'échéancier des engagements et paiements, fondé sur un démarrage de la phase de développement du programme au 1er juillet 1973 est le suivant.

	Engagements	Paiements
	—	—
1973	100	30
1974	300	180
1975	360	280
1976	360	330
1977	350	330
1978	330	330
1979	200	320
1980	60	260
Total	2.060	2.060

Les chiffres sont exprimés en millions de francs français au niveau des prix du 1er janvier 1973.

2.3. — *Poids de vote.*

Pour l'application des dispositions des articles VI, paragraphe 4 et XVI, paragraphe 3 de l'arrangement et du paragraphe 5 de la présente annexe les poids de vote suivants sont pris en considération:

États participants	Poids de vote
—	—
République fédérale d'Allemagne	20,12
Belgique	5,00
Danemark	0,50
Espagne	2,00
France	62,50
Italie	1,74
Pays-Bas	2,00
Suède	1,10
Suisse	1,20
Autres États	1,37 (1)
Autres recettes au titre de l'article XI de l'arrangement	2,47 (2)

2.4. — *Actualisation des contributions.*

Pour tenir compte des variations du niveau des prix, les contributions nationales aux dépenses directes sont révisées annuellement par application au montant restant appelable, du pourcentage des variations de prix intervenues au cours des douze mois antérieurs dans le pays considéré. La première révision du montant des dépenses directes sera établie au niveau des prix en vigueur au 30 juin 1973. Les contributions aux dépenses internes de l'Organisation et aux frais d'entretien des installations sont révisées conformément aux règles en vigueur à l'Organisation.

Par dérogation à la règle ci-dessus, la contribution à la phase de développement du programme:

a) de la République fedérale d'Allemagne fera l'objet d'une seule révision, par application au montant restant dû, à compter du 1er janvier 1978, du pourcentage des variations intervenues en République féderale d'Allemagne pendant quatre années précedentes, conformément aux règles de l'Organisation.

(1) Poids de vote à attribuer à la France tant que jouent les dispositions de l'article XI, paragraphe *b*) de l'arrangement.
(2) Poids de vote attribué à la France.

b) de la République italienne fera l'objet d'une seule révision par application au montant restant dû, à compter du 1er janvier 1978, du pourcentage des variations intervenues en Italie depuis le 1er janvier 1973, conformément aux règles de l'Organisation.

2.5. — *Modes de paiement des contributions.*

Sous réserve des dispositions mentionnées ci-après, chaque Participant contribue annuellement aux dépenses découlant de l'exécution de la phase de développement du programme aux termes du présent arrangement, sur la base de son engagement exprimé dans les tableaux ci-dessus. Le volume de l'engagement pris par chacun des Participants au regard des dépenses directes de la phase de développement et exprimé dans sa monnaie nationale n'est pas affecté par les changements de parité éventuels qui pourraient intervenir dans le cours du programme. Chaque Participant peut être appelé à verser des contributions par anticipation aux dépenses effectivement prévues. Les sommes ainsi versées sont inscrites à un compte portant intérêt au bénéfice du programme.

Le volume de l'engagement pris par chacun des Participants au regard des dépenses mentionnées au paragraphe 1-*b*) et *c*) de la présente annexe, et exprimé en unités de compte, suit les règles de l'Organisation en matière de modification éventuelle de la parité des monnaies des Participants.

La République fédérale d'Allemagne s'engage à verser durant huit ans, au 10 janvier de chaque année, et ce à compter du 10 janvier 1974, une contribution fixe de 40 millions de DM. Cette contribution est révisable une seule fois selon les dispositions du paragraphe 2.4 ci-dessus.

Dans le cas où les montants mentionnées au paragraphe 1-*d*) de la présente annexe ne seraient pas totalement nécessaires pour le programme, un montant proportionnel à sa contribution du solde non dépensé serait, soit remboursé à la République fédérale d'Allemagne, sot déduit de sa contribution due pour 1981.

La Republique italienne s'engage à verser, au 10 janvier de chaque année, et ce à compter du 10 janvier 1975, pour la durée du programme, un montant forfaitaire de 5 milliards de lires non révisable sous réserve des dispositions du paragraphe 2.4 ci-dessus. Cette somme sera versée selon le modalités suivantes:

1975	833.000.000
1976	833.000.000
1977	834.000.000
(au niveau des prix du 1er janvier 1973).	
1978	625.000.000
1979	625.000.000
1980	625.000.000
1981	625.000.000
(montants réévalués au 1er janvier 1978).	

Dans le cas où les montants mentionnés au paragraphe 1-*d*) de la présente annexe ne seraient pas totalement nécessaires pour le programme, un montant proportionnel à sa contribution du solde non dépensé serait, soit remboursé à la République italienne, soit déduit de sa contribution due pour 1981.

Les contributions sont recueillies par l'Organisation selon ses règles habituelles. Cette dernière définit avec le CNES les procédures de transfert de fonds qui sont nécessaires à l'esécution du programme.

Si les fonds ne sont pas mis à la disposition du CNES dans les conditions visées au présent paragraphe, du fait de la défaillance d'un Participant, ce dernier supportera, conformément aux règles de l'Organisation, les charges financières en découlant.

3. — RAPPORTS DE L'ORGANISATION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET CONTRACTUELLE.

Le directeur général de l'Organisation prend les mesures nécessaires, en liaison avec le CNES, pour la présentation des rapports sur l'état d'avancement, sur la répartition géographique des travaux, sur les appels de contribution, les comptes trimestriels et annuels et les dernières évaluations de coûts pour l'achèvement du programme.

4. — RÈGLES FINANCIÈRES À OBSERVER.

Le directeur général de l'Organisation soumet au Conseil directeur de programme un budget annuel, établi notamment d'après les éléments fournis par le CNES en ce qui concerne

les dépenses directes. Le projet de budget comporte les montants globaux des crédits d'engagement et des crédits de paiement qui devront être approuvés par le Conseil directeur de programme avant l'ouverture de l'exercice financier. Les informations budgétaires détaillées seront fournies dans un plan financier distinct.

5. — CLAUSE DE RÉVISION.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente annexe peuvent être par le Conseil directeur de programme a la majorité des deux tiers raprésentant au moins les deux tiers des poids de vote mentionnés au paragraphe 2.3 ci-dessus.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

Sigismund FRHR V. BRAUN
Reinhard LOOSCH

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

J. BOUHA (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:

Paul FISCHER (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de l'Espagne:

Pour le Gouvernement de la République française:

P. LAURENT (sous réserve d'approbation)

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Luciano CONTI (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

J. A. DE RANITZ (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Ingemar HÄGGLÖF (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pierre DUPONT (sous réserve de ratification)

Pour l'Organisation européenne de recherches spatiales:

A. HOCKER

ARRANGEMENT ENTRE CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES ET L'ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES CONCERNANT L'EXECUTION D'UN PROGRAMME DE SATELLITE MARITIME.

PRÉAMBULE

Les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, de l'Espagne, de la République française, de la République italienne, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommés « les Participants »), Gouvernements d'États parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales, ouverte à la signature, à Paris 14 juin 1962 (ci-après dénommée « la convention »), et l'Organisation européenne de recherches spatiales (ci-après dénommée « l'Organisation »),

Considerant que l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) a reconnu que l'utilisation des techniques spatiales pouvait améliorer considérablement les communications maritimes et ainsi la sécurité et la navigation des navires et autres unités opérant en mer ainsi que l'efficacité et l'économie de la navigation maritime qui assure quatre-vingt pour cent du commerce mondial international,

Estimant que l'accomplissement de ces objectifs demande des efforts de développement technique importants qui assureront le progrès de l'industrie européenne et la mettront en mesure de participer, de façon plus compétitive, à la réalisation d'autres systèmes spatiaux, en particulier pour des applications maritimes,

Considerant les conclusions de la conférence spatial européenne qui s'est tenue à Bruxelles le 31 juillet 1973,

Considerant les incertitudes qui existent encore à propos des caractéristiques d'un système pleinement opérationnel ainsi que le besoin urgent d'acquérir, le plus tôt possible, une expérience expérimentale et préopérationnelle,

Considerant que la plate-forme qui est actuellement en cours de développement par l'Organisation pour son programme de satellite de télécommunications est disponible pour les buts d'un satellite expérimental et préopérationnel, conformément au souhait exprimé dans le préambule de l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellite de télécommunications,

Vu la déclaration faite par les représentants au Conseil de l'Organisation des Gouvernements précités au cours de la 59e session du Conseil (ESRO/C/LIX/Doc. 2),

Vu la résolution du Conseil de l'Organisation prise à sa 59e session relative à l'acceptation de la demande concernant l'exécution de ce programme dans le cadre de l'Organisation (ESRO/C/LIX/Rés. 2),

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Les Participants entreprennent un programme, ci-après appelé le programme « Marots », ayant pour but la conception, le développement, la construction, le lancement et le fonctionnement en orbite d'un système de satellite maritime expérimental et préopérationnel. Les éléments de ce programme, qui prend due considération des directives de l'OMCI, sont décrits à l'annexe *A* au présent arrangement.

Article 2

1. Le Programme « Marots » fournira un secteur spatial pour l'acquisition à la fois de données expérimentales et d'une expérience préopérationnelle. La configuration du satellite dénommé OTS (orbital test satellite) qui est développé séparément dans le cadre du programme de satellite de télécommunications sera utilisée comme configuration de base du satellite.

2. Les Participants conviennent qu'ils s'efforceront d'établir, séparément ou en commun, en dehors du présent arrangement, les installations du secteur ter-

rien, à terre et à bord de navires, nécessaires pour l'utilisation expérimentale et préopérationnelle du secteur spatial établi aux termes du présent arrangement.

Article 3

1. L'Organisation, en application de l'article VIII de la convention, exécute le programme « Marots » mentionné à l'article premier ci-dessus, conformément au calendrier et aux dispositions de l'annexe *A* au présent arrangement.

2. Sauf stipulation contraire du présent arrangement, l'Organisation exécute ce programme en conformité avec les règles procédures en vigueur à l'Organisation.

3. Le programme « Marots » sera exécuté en coopération étroite avec les organismes utilisateurs des Participants.

Article 4

1. Un Conseil directeur de programme, composé des représentants des Participants, assume la responsabilité du programme « Marots » et prend toutes décisions le concernant, en conformité avec les dispositions du présent arrangement.

2. Pour les problèmes affectant ce programme et tout autre programme de l'Organisation, le Conseil directeur de programme joue le rôle d'organe consultatif du Conseil de l'Organisation, auquel il présente toute recommandations nécessaires.

3. Le Conseil directeur de programme est également chargé de maintenir des rapports étroits avec les organismes nationaux et internationaux compétents dans le domaine maritime et plus particulièrement dans le domaine des télécommunications maritimes.

Il définit les règles d'utilisation du secteur spatial qui résultera du programme « Marots », en prenant en considération les règlements nationaux et internationaux appropriés.

4. Le Conseil directeur de programme peut créer les organes consultatifs qui lui paraissent nécessaires pour assurer la bonne exécution du programme.

5. Les décisions du Conseil directeur de programme sont prises conformément aux dispositions du présent arrangement. A défaut de dispositions expresses, les règles de vote fixées par la Convention et par le règlement de procédure du Conseil de l'Organisation s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 5

1. Les dépenses découlant de l'exécution du programme « Marots » par l'Organisation aux termes du présent arrangement sont supportées par les Participants conformément aux dispositions détaillées prévues à l'annexe *B* au présent arrangement et dans les limites de l'enveloppe financière ferme mentionnée au paragraphe 2 du présent article.

2. Les Participants conviennent de contribuer au financement du programme « Marots » sur la base d'une enveloppe financière ferme de 75 millions d'unités de compte (au niveau des prix de la mi-1973), qui comprend une part des frais communs et de soutien de l'Organisation actuellement estimée à 12,1 millions d'unités de compte.

3. Les budgets annuels relatifs au programme « Marots » sont approuvés à la majorité des deux tiers des Participants par le Conseil directeur de programme à l'intérieur de l'enveloppe financière ferme.

4. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord se porte garant du paiement des sommes qui figurent sous la rubrique « Autres États » du tableau de l'annexe *B*, paragraphe 2, aussi longtemps que ces sommes ne sont pas couvertes par ailleurs.

Article 6

1. Les Participants conviennent, en vue de permettra la révision de l'enveloppe financière ferme, d'appliquer la procédure en vigueur à l'Organisation en cas de variation du niveau des prix.

2. Si l'enveloppe doit être révisée pour des motifs autres qu'une variation du niveau des prix les dispositions suivantes sont applicables:

a) dans la mesure où il n'y a pas de dépassements cumulatifs de coûts supérieurs à 20 % du montant de l'enveloppe financière, nul Participant ne peut se retirer du programme et le Conseil directeur de programme fixe les dépenses additionnelles à la majorité des deux tiers;

b) en cas de dépassements cumulatifs de coûts supérieurs à 20 % du montant de l'enveloppe, les Participants qui le désirent peuvent se retirer du programme « Marots » sous réserve des dispositions de l'article 16. Ceux qui veulent en poursuivre l'exécution se consultent et fixent les modalités de sa continuation. Ils en informent le Conseil de l'Organisation qui prend, le cas échéant, toutes dispositions nécessaires.

Article 7

Les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux informations techniques découlant de l'exécution du programme « Marots » sont réservés aux Participants; toutefois, l'Organisation a le droit de les utiliser gratuitement pour l'ensemble de ses activités.

Article 8

1. Les Participants habilitent l'Organisation à conclure les contrats nécessaires à l'exécution du programme « Marots », conformément aux règlements et procédures de l'Organisation. Toutefois, lors de la passation des contrats et sous-contrats pour l'exécution du programme, la préférence est donnée, dans la mesure du possible, à l'exécution des travaux sur le territoire des Participants, en prenant en considération les décisions du Conseil de l'Organisation en matière de politique industrielle et de répartition des travaux.

2. La répartition des contrats reflète d'aussi près que possible les pourcentages de contributions des Participants, sans majorer indûment le coût de ce programme, étant entendu que tout manque inévitable sera compensé dans l'attribution des contrats au titre des autres programmes de l'Organisation.

Article 9

L'Organisation, agissant pour le compte des Participants, est propriétaire du secteur spatial réalisé ainsi que des installations et équipements acquis dans le

cadre du programme « Marots ». Toute cession des installations ou équipements acquis est décidée par le Conseil directeur de programme en consultation avec le Conseil de l'Organisation.

Article 10

1. Les Participants indemnisent l'Organisation pour toute obligation qu'elle vient à encourir si sa responsabilité internationale est engagée du fait de l'exécution du programme « Marots ».

2. Toute réparation pour dommage reçue par l'Organisation dans le cadre du programme est portée au crédit des budgets annuels du programme mentionnés au paragraphe 3 de l'article 5.

Article 11

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Participants ou entre un ou plusieurs Participants et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'arrangement, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis, à la demande d'une des parties au différend, à un arbitre unique qui est nommé par le Président de la Cour internationale de justice. L'arbitre ne peut être ressortissant d'un État partie au différend ni avoir dans cet État sa résidence permanente.

2. Les parties à l'arrangement qui ne sont pas parties au différend ont le droit de prendre part à l'instance, et la décision de l'arbitre est opposable à tous les Participants et à l'Organisation, qu'ils aient ou non pris part à l'instance.

Article 12

1. Le présent arrangement est ouvert à la signature des Participants du 15 octobre 1973 jusqu'au 30 novembre 1973.

2. Les États deviennent parties à l'arrangement:

soit par la signature sans réserve de ratification ou d'approbation;

soit par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation auprès du Gouvernement de la République française, si l'arrangement a été signé sous réserve de ratification ou d'approbation.

3. Le présent arrangement entre en vigueur lorsqu'il a été signé par l'Organisation et que les États dont la participation, conformément au barème figurant à l'annexe *B*, s'élève aux deux tiers du total des contributions, sont devenus parties à l'arrangement aux termes du paragraphe 2 du présent article.

4. Aux fins du paragraphe 3 du présent article, le dépôt auprès du Gouvernement dépositaire d'une déclaration notifiant l'intention d'appliquer l'arrangement à titre provisoire et de chercher à en obtenir, dès que possible, la ratification ou l'approbation est considérée comme le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation.

5. Le Gouvernement d'un État membre de l'Organisation qui n'a pas signé l'arrangement à la date du 30 novembre 1973 peut devenir partie à l'arrangement après son entrée en vigueur, à condition que les autres Gouvernements parties à l'arrangement donnent leur agrément. Le Gouvernement intéressé doit déposer un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire mentionné à l'article 19.

6. Sauf si le Conseil directeur de programme en décide autrement à l'unanimité, un Gouvernement qui devient partie au présent arrangement après son entrée en vigueur verse une contribution égale a celle qu'il aurait versée s'il avait été partie à l'arrangement dès son entrée en vigueur et cette contribution est portée au crédit des autres Participants dans le budget du programme au prorata de leurs contributions respectives.

Article 13

Le Gouvernement d'un État non membre de l'Organisation peut présenter au Conseil de l'Organisation une demande d'adhésion au programme « Marots »; le Conseil statue à l'unanimité sur cette demande en accord avec le Conseil directeur de programme qui détermine à l'unanimité les conditions d'adhésion.

Article 14

L'Organisation donne notification aux Participants, après avoir consulté le Conseil directeur de programme, de l'achèvement du programme « Marots » conformément aux dispositions du présent arrangement qui expire dès réception de cette notification.

Article 15

Les Participants peuvent décider d'arrêter l'exécution du programme « Marots » à la majorité des deux tiers représentant deux tiers au moins des contributions à ce programme.

Article 16

1. Si un Participant désire se retirer de ce programme en application des dispositions du paragraphe 2-*b*) de l'article 6 de cet arrangement, il notifie son retrait à l'Organisation. Ce retrait prend effet à la date de notification sous réserve des dispositions ci-après:

a) le Participant qui se retire est tenu d'acquitter de la manière convenue le montant de ses contributions au titre du budget annuel en cours ou des budgets antérieurs;

b) le Participant qui se retire reste tenu de contribuer à sa part des crédits de paiement correspondant aux crédits d'engagement votés et utilisés au titre du budget de l'exercice en cours ou des exercices antérieurs;

c) le Participant qui se retire reste membre du Conseil directeur de programme jusqu'à l'accomplissement de ses obligations visées en *a*) et *b*) ci-dessus. Il n'a un droit de vote que sur les questions qui sont directement liées à ces obligations.

2. Le Participant qui se retire conserve les droits acquis jusqu'à la date où son retrait prend effet. Pour les actions et réalisations décidées après son retrait, aucun droit ou obligation relatif au Participant qui se retire ne peut maître de la partie du programme à laquelle il ne contribue plus, à moins qu'il n'en soit autrement convenu entre lui et les autres Participants. Les dispositions de l'article XVII de la convention de l'Organisation s'appliquent *mutatis mutandis*.

3. Si un État non membre de l'Organisation qui a adhéré au Programme « Marots » en vertu des dispositions de l'article 13 se retire de ce programme, les dispositions du présent article s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 17

Les annexes *A* et *B* au présent arrangement en forment partie intégrante.

Article 18

1. Le présent arrangement peut être révisé à la demande d'un Participant ou de l'Organisation. Les amendements entrent en vigueur lorsque toutes les parties en ont notifié leur acceptation al Gouvernement dépositaire.

2. Les annexes au présent arrangement peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme conformément aux dispositions des clauses de révision de ces annexes.

Article 19

Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent arrangement et notifie aux Participants et à l'Organisation la date d'entrée en vigueur de l'arrengement et des amendements à celui-ci, ainsi que les dépôts des instruments de ratification, d'approbation, d'adhésion et d'application provisoire de l'arrangement.

Article 20

Dès l'entrée en vigueur de l'arrangement, le Gouvernement dépositaire le fera enregistrer auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement.

FAIT à Neuilly-sur-Seine, le vingt et un septembre mil neuf cent soixante-treize, dans les langues allemande, anglaise et française, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement dépositaire, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Participants et à l'Organisation.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

Sigismund FRHR V. BRAUN
Reinhard LOOSCH

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

J. BOUHA (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement de l'Espagne:

Pour le Gouvernement de la République française:

G. DE BOISGELIN (sous réserve d'approbation)

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Luciano CONTI (sous réserve de ratification)

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

J. R. STEELE

Pour l'Organisation européenne de recherches spatiales:

A. HOCKER

ANNEXE A

à l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellite maritime.

1. — OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SATELLITE MARITIME D'ESSAIS ORBITAUX.

Le programme « Marots » fournira un secteur spatial pour l'acquisition à la fois de données expérimentales et d'une expérience préopérationnelle dans le domaine des applications spatiales aux fins maritimes.

2. — DESCRIPTION DU PROGRAMME.

Le programme « Marots » a pour but la mise en orbite géostationnaire, au-dessus de l'océan Atlantique, en 1977, ainsi que son évaluation en orbite, d'un satellite fournissant une capacité et une qualité adéquates de communications pour assurer un potentiel préopérationnel satisfaisant entre les navires et les stations côtières afin de satisfaire les besoins suivants:

a) *Communications générales*:

Le satellite permettra:

l'évaluation de configurations variées de terminaux à bord de navires;

l'évaluation des liaisons entre navires et stations côtières aux fins de communications téléphoniques, télégraphiques et de transmissions de données et de fac-similé utilisant des fréquences en bande *L* entre satellite et navire, diverses techniques de modulation et de traitement du signal et une gamme de rapports signal bruit;

la démonstration de la compatibilité avec les réseaux téléphoniques et télégraphiques publics;

la démonstration de l'accès de nombreux navires et stations côtières aux communications par satellites.

b) *Détresse, recherche et sauvetage et sécurité*:

Le satellite permettra:

une évaluation de techniques d'accès immédiat en priorité pour les communications de détresse;

une évaluation d'équipements spéciaux de détresse, comprenant des balises de secours donnant la position;

la démonstration de la diffusion d'informations « à tous les navires » et de la trasmission de données météorologiques de route à des mobiles individuels, par l'intermediaire de satellites.

c) *Radiolocalisation*:

Le satellite permettra l'évaluation de techniques de mesures de distances pour déterminer les lignes de position.

3. — DESCRIPTION SOMMAIRE DU SATELLITE.

Le satellite sera fondé sur le satellite d'essais orbitaux (OTS) en cours de développement dans le cadre du programme de satellite de télécommunications du CERS/ESRO, la conception modulaire de ce véhicule étant mise à profit pour loger un bloc de communications aux fins maritimes sur la plateforme OTS de base.

Le satellite « Marots » sera en conséquence un véhicule stabilisé sur trois axes, de conception modulaire, portant des panneaux solaires orientés vers le soleil et compatible avec un lancement par un véhicule de la classe Delta. Sa durée de vie ne sera pas inférieure à trois ans.

Le bloc de communications permettra les communications entre le satellite et les navires utilisant les fréquences en bande *L* (1535-1542,5 MHz pour les liaisons satellite vers navire, et 1636,5-1644 MHz pour les liaisons navire vers satellite). Les liaisons entre le satellite et les stations côtières utiliseront les fréquences allouées pour les services par satellites (soit à 11 à 14 GHz, soit à 4 et 6 GHz).

Le transpondeur de communication sera capable de fournir les quatre types de canaux suivants:

a) canaux de communications pour les liaisons en phonie et de données entre stations côtières et navires (canaux aller);

b) canaux de communications pour les liaisons en phonie et de données entre navires et stations côtières (canaux retour);

c) canal d'accès pour les messages d'accès entre station côtière et navire (canal aller);

d) canaux de communications de station côtière à station côtière pour relayer les messages en phonie et de données aux fins de la coordination du réseau.

Quelques-uns des canaux visés en *a*) et *b*) seront d'une linéarité suffisante pour relayer des signaux télex et de téléimprimeurs multiplexés en fréquence, des signaux de mesure de distance et des signaux de détresse.

La zone de couverture comprendra la totalité du secteur terrestre visible de la position du satellite en orbite géostationnaire.

4. — Installations au sol comprises dans le secteur spatial « Marots ».

Le secteur spatial « Marots » comprend les éléments au sol suivants:

a) *Installation de contrôle des satellites (SCF - Satellite control facility)*:

Un ensemble d'installations de contrôle des satellites (SCF) consistant en un centre de contrôle des satellites (SCC - Satellite control centre) relié à une station terrienne de contrôle des satellites (SCET - Satellite control earth terminal) qui sera chargée de la télémesure, de la poursuite et de tous les services de télécommande ainsi que des fonctions d'étalonnage des liaisons.

b) *Ensemble d'essais électroniques (ETS - Electronic Test Set)*:

Quelques ensembles d'essais électroniques (ETS) en soutien de l'évaluation et de l'étalonnage des performances du système qui seront capables de transmettre aux satellites et d'en recevoir tous les signaux en bande *L*.

5. — Calendrier.

Le calendrier projeté du développement du véhicule « Marots » est le suivant:

phase A: octobre 1973 - décembre 1973;
phase B: janvier 1974 - mi-1974;
phase C/D: mi-1974 - mi-1977.

Le lancement du satellite est prévu pour la mi-1977.

6. — Clause de révision.

Les dispositions de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme.

Annexe *B*

à l'arrangement entre certains États membres de l'Organisation européenne de recherches spatiales et l'Organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellite maritime.

1. — Coût du programme.

L'enveloppe financière ferme du programme « Marots » est de 75 MUC au niveau des prix de la mi-1973. Ce montant comprend:

le total des dépenses directes pour la période 1973-1979 couvrant:

les frais internes de l'Organisation,
le développement et la réalisation du satellite,
les investissements et le fonctionnement concernant le SCF/ETS,
les lanceur et
les études;

et la quote-part du programme aux frais communs et de soutien de l'Organisation. Cette quote-part dépendra de l'ampleur du programme global de l'Organisation et de la méthode future de réaffectation.

2. — Barème des contributions.

Chaque Participant contribue aux dépenses découlant de l'exécution du programme « Marots » par l'Organisation aux termes du présent arrangement conformément au barème suivant:

États	Barème des contributions (%)
République fédérale d'Allemagne	20,00
Belgique	1,00
Espagne	1,00
France	12,50
Italie	2,30
Royaume-Uni	58,50
Autres États (*)	4,70
Total	100,00

Le premier versement de la contribution de l'Italie interviendra au cours du mois de janvier 1975.

3. — Rapports de l'Organisation sur la situation financière et contractuelle.

Les directeur général de l'Organisation donne les instructions nécessaires pour la présentation des rapports sur l'état d'avancement, sur la répartition géographique des travaux, sur les appels de contributions, les dépenses encourues et les dernières évaluations des coûts pour l'achèvement du programme « Marots », conformément aux dispositions afférentes du Règlement financier de l'Organisation et aux dispositions adoptées par le Conseil de l'Organisation en ce qui concerne les rapports périodiques à lui présenter (documents ESRO/C/306, add. 2, rev. 1).

4. Règles financières à observer.

Les dépenses directes découlant de l'exécution du programme « Marots » par l'Organisation, aux termes du présent arrangement, sont imputées au budget de programme qui est créé et géré par l'Organisation conformément aux dispositions pertinentes du règlement financier. La quote-part du programme aux frais communs et frais de soutien de l'Organisation est fixée et imputée au budget de programme conformément aux principes et procédures adoptées en la matière par l'Organisation.

5. — Clause de révision.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente annexe peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme à la majorité des deux tiers.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
Rumor

Traduzioni non ufficiali

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati negli accordi.

ACCORDO TRA ALCUNI STATI MEMBRI DELL'ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI E LA ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI RIGUARDANTE L'ESECUZIONE DI UN PROGRAMMA DI SATELLITI AERONAUTICI.

I Governi della Repubblica federale di Germania, del Regno del Belgio, della Spagna, della Repubblica francese, della Repubblica italiana, del Regno dei Paesi Bassi, del Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord, del Regno di Svezia e della Confederazione svizzera (in seguito denominati « i Partecipanti ») e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali (in seguito denominata « l'Organizzazione »).

(*) Poids de vote à attribuer au Royaume-Uni tant que jouent les dispositions de l'article 5, paragraphe 4, de l'arrangement.

Considerato che vi sono buone ragioni per attendersi che un aumento del traffico aereo, da cui risulta il bisogno di un miglioramento dei servizi della circolazione aerea e in particolare delle comunicazioni ariaterra, renda necessario, da oggi al 1980, un potenziale operazionale di satelliti aeronautici al di sopra delle zone dell'oceano Atlantico e dell'oceano Pacifico e che, per raggiungere l'obiettivo desiderato, la messa in opera di un potenziale preoperazionale s'impone al più presto e, in ogni caso, all'inizio del 1975 al più tardi;

Considerando la proposta di memorandum di accordo tra l'Organizzazione, l'Amministrazione federale dell'aviazione (FAA) del Dipartimento dei trasporti degli Stati Uniti d'America, il Commonwealth dell'Australia, il Canada e il Giappone (in seguito denominato come « memorandum di accordo »);

Considerando anche la risoluzione della conferenza spaziale europea, tenuta a Bruxelles nel luglio del 1970, riguardante un programma aeronautico;

Vista la dichiarazione, del 9 dicembre 1971, fatta dai rappresentanti al consiglio dell'Organizzazione dei Governi suindicati;

Vista la risoluzione del Consiglio dell'Organizzazione, del 9 dicembre 1971, relativa all'accettazione della domanda concernente l'aiuto dell'Organizzazione per l'esecuzione del programma integrato nel suo quadro;

Considerando la necessità di definire da una parte i diritti e i doveri tra i partecipanti e, dall'altra, quelli tra i partecipanti e l'Organizzazione,

Hanno convenuto quanto segue:

Art.1.

1. I partecipanti intraprendono, in cooperazione con degli Stati non membri dell'Organizzazione, un programma avente per scopo il progetto, lo sviluppo, la messa in opera e il funzionamento di un sistema preoperazionale di controllo del traffico aereo mediante satelliti, al fine di apportare un contributo significativo alla realizzazione di un tale sistema operante nell'oceano Atlantico e nell'oceano Pacifico e di acquisire l'esperienza necessaria per la messa a punto di un sistema operazionale.

2. L'Organizzazione, in applicazione dell'articolo VIII della Convenzione, apporta il suo aiuto e permette l'uso delle sue installazioni per la realizzazione del programma menzionato al paragrafo 1 di questo articolo.

Articolo 2

1. Il programma preoperazionale menzionato al paragrafo 1 dell'articolo 1 (in seguito denominato « Programma comune d'Aerosat ») si compone di un programma integrato e di un programma coordinato, che sono definiti e descritti all'allegato *A* del presente accordo.

2. Il principale obiettivo del programma comune d'Aerosat è di fornire un servizio preoperazionale di controllo del traffico aereo a tutti coloro che ne usufruiscono. Con riserva del raggiungimento di questo obiettivo, la capacità del programma comune di Aerosat può essere utilizzata, per scopi sperimentali, al di fuori di questo obiettivo principale.

Articolo 3

1. I partecipanti istituiscono un Consiglio direttivo di programma composto dai loro rappresentanti, che assicuri la responsabilità di tutte le questione europee relative al programma comune di Aerosat e che prenda tutte le decisioni riguardanti queste questioni.

2. Per problemi comuni a parecchi programmi dell'Organizzazione, il Consiglio direttivo di programma ha il ruolo d'organo consultivo del Consiglio dell'Organizzazione al quale presenta ogni raccomandazione necessaria per permettere al Consiglio dell'Organizzazione di pronunciarsi su eventuali conflitti con la maggioranza di due terzi degli Stati membri.

3. Il Consiglio direttivo del programma ha per funzioni, in particolare, di:

a) definire le posizioni comuni e stabilire ogni necessaria istruzione per la delegazione europea del Consiglio di Aerosat, istituito in conformità della proposta del memorandum di accordo;

b) determinare come devono essere rappresentati i Partecipanti al Consiglio di Aerosat;

c) stabilire stretti legami con le autorità aeronautiche europee e contribuire ad armonizzare e coordinare la loro partecipazione al programma coordinato;

d) dare le necessarie direttive al direttore generale dell'Organizzazione concernenti l'esecuzione di progetti europei che rientrano nel quadro del programma integrato;

e) votare il bilancio annuale del programma;

f) fare applicare il memorandum di accordo, per quanto riguarda i diritti e i doveri dei Partecipanti europei;

g) emettere un parere, destinato ad essere trasmessa al Consiglio di Aerosat, su ogni domanda presentata da un Partecipante concernente l'utilizzazione della capacità del sistema di satelliti aeronautici menzionato al paragrafo 2 dell'articolo 2;

h) in conformità con i regolamenti dell'Organizzazione, consigliare il direttore generale sull'attribuzione dei posti per l'ufficio del programma comune affinchè sia tenuto debito conto, in particolare, degli aspetti aeronautici del programma.

Articolo 4

Le decisioni del Consiglio direttivo del programma sono prese secondo il regolamento di procedura del Consiglio dell'Organizzazione che s'applica *mutatis mutandis*, salvo che non sia diversamente stabilito nel presente accordo.

Articolo 5

1. Il programma integrato è eseguito sotto la responsabilità del direttore generale, in conformità con le disposizioni del presente accordo.

2. A meno che non sia diversamente convenuto nel presente accordo, l'Organizzazione esegue questo programma in conformità con le regole e le procedure in vigore nell'Organizzazione.

3. In particolare, il direttore generale dell'Organizzazione:

a) fornisce il personale necessario per la partecipazione ai lavori dell'Ufficio del programma comune di Aerosat, di cui al paragrafo 1 dell'articolo 6 del memorandum di accordo;

b) assicura, per conto dei Partecipanti, la registrazione e la gestione tecnica e amministrativa dei contratti o « sub-contratti », in conformità con i regolamenti e le procedure dell'Organizzazione; tuttavia, la preferenza è data, nella misura del possibile, all'esecuzione del lavoro sui territori dei Partecipanti, prendendo in considerazione le raccomandazioni del Consiglio dell'Organizzazione in materia di politica industriale e di ripartizione dei lavori.

Articolo 6

1. Le spese che risultano dall'esecuzione del programma integrato da parte dell'Organizzazione, ai sensi del presente accordo, sono sostenute dai partecipanti, in conformità con le disposizioni previste dall'allegato *B* del presente accordo.

2. I Partecipanti contribuiscono al finanziamento del detto programma, in conformità ai principi e alla tabella definiti nell'allegato *B* del presente accordo, e nei limiti di un quadro finanziario globale di 100 MUC, comprendente le percentuali indicate ai comma *a*) e *b*) del paragrafo 1 dell'allegato *B*.

3. Il Consiglio direttivo del programma approva i bilanci annuali del programma integrato con la maggioranza dei due terzi.

Articolo 7

Con riserva delle disposizioni del memorandum di accordo:

a) i diritti di proprietà intellettuale e l'accesso alle informazioni tecniche derivanti dall'esecuzione del programma integrato sono riservati ai Partecipanti; tuttavia, l'Organizzazione ha il diritto di utilizzarli gratuitamente per l'insieme delle sue attività;

b) la pubblicazione delle informazioni scientifiche derivanti dall'esecuzione del programma integrato e l'accesso a queste informazioni sono regolati dalle pertinenti disposizioni dell'Organizzazione.

Articolo 8

L'Organizzazione prenderà tutte le misure contrattuali necessarie per diventare, per conto dei Partecipanti, coproprietaria dei satelliti realizzati nel quadro del Programma integrato, come pure degli impianti ed equipaggiamenti acquistati per la sua esecuzione, fino alla fase preoperazionale compresa. Ogni cessione degli impianti o equipaggiamenti destinati all'Organizzazione dopo il termine del programma comune di Aerosat è decisa dai Partecipanti d'intesa con il Consiglio della Organizzazione.

Articolo 9

1. I Partecipanti convengono, in vista della revisione del quadro finanziario globale accennato all'articolo 6, nel caso di variazione del livello dei prezzi, di applicare la procedura che allora sarà in vigore nell'Organizzazione.

2. Nel caso in cui l'importo previsto al paragrafo 2 dell'articolo 6 dovesse essere rivisto per motivi diversi da una variazione del livello dei prezzi, il Consiglio direttivo del programma deciderà circa le spese aggiuntive a carico dell'Organizzazione con la maggioranza dei due terzi dei Partecipanti qualora il costo cumulativo totale non superi i 155 milioni di dollari, indicati al paragrafo 2 dell'articolo 13 del memorandum di accordo.

3. Nel caso in cui questo costo cumulativo totale superasse i 155 milioni di dollari USA, indicati al paragrafo 2 dell'articolo 13 del memorandum di accordo, i Partecipanti che desiderassero nondimeno proseguire l'esecuzione del programma integrato si consulteranno e fisseranno le modalità del suo proseguimento. Essi ne informeranno il Consiglio dell'Organizzazione, che prenderà, all'uopo, ogni decisione necessaria. Gli altri Partecipanti si ritireranno dal programma, fatte salve le disposizioni dell'articolo 15.

Articolo 10

1. I Partecipanti indennizzeranno l'Organizzazione per ogni responsabilità nella quale potesse incorrere se la sua responsabilità internazionale fosse coinvolta in conseguenza dell'esecuzione del programma integrato.

2. Ogni riparazione per danno ricevuto dall'Organizzazione nel quadro di questo programma sarà accreditata sui bilanci annuali del programma integrato.

Articolo 11

Le modalità di esecuzione e di funzionamento del programma coordinato sono studiate dal Consiglio direttivo del programma in collegamento con le autorità aeronautiche dei Partecipanti al citato programma. Nel caso in cui cariche relative al programma coordinato fossero affidate all'Organizzazione, le norme menzionate nel presente accordo sarebbero applicabili con riserva di eventuali disposizioni che dovranno essere stabilite dal Consiglio direttivo del programma.

Articolo 12

I Partecipanti prendono atto delle disposizioni del memorandum di accordo proposto e dei diritti e doveri che ne derivano per loro, ed esprimono il loro accordo perché il Consiglio dell'Organizzazione autorizzi il direttore generale a firmarlo.

Articolo 13

1) Ogni controversia tra due o più partecipanti o tra alcuni partecipanti e l'Organizzazione riguardante la interpretazione o l'applicazione dell'accordo, che non possa essere risolta amichevolmente, sarà sottoposta, su richiesta di una delle parti della controversia, a un unico arbitro che sarà nominato dal Presidente della Corte internazionale di giustizia. L'arbitro non può essere cittadino di uno Stato che è Parte della controversia.

2) Le Parti all'accordo che non sono Parti nella controversia avranno il diritto di prendere parte al procedimento e la decisione dell'arbitro sarà vincolante per tutti i Partecipanti e per l'Organizzazione, abbiano essi preso parte o no al procedimento.

Articolo 14

1. Il presente accordo è aperto alla firma dei Partecipanti fino al 31 dicembre 1971.

2. Gli Stati diventano parti dell'accordo:

mediante firma senza riserva di ratifica o d'approvazione;

mediante il deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione, presso il Governo della Francia, se l'accordo è stato firmato con riserva di ratifica o di approvazione.

3. Il presente accordo entrerà in vigore quando sarà stato firmato dall'Organizzazione e quando gli Stati, la cui partecipazione, sulla base della tabella di cui all'allegato *B*, raggiunge i due terzi del totale dei contributi, sono diventati Parti all'accordo secondo i termini del paragrafo 2 del presente articolo.

4. Ai fini del paragrafo 3 del presente articolo, il deposito di una dichiarazione notificante l'intenzione di applicare l'accordo a titolo provvisorio e di cercare di ottenere, appena possibile, la ratifica o l'approvazione sarà considerata come il deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione.

5. Il Governo di uno Stato membro dell'Organizzazione che non ha firmato l'accordo al 31 dicembre 1971 può divenire parte fin alla sua entrata in vigore a condizione che:

a) gli altri Governi parti dell'accordo diano il loro consenso;

b) il Governo interessato depositi uno strumento di adesione presso il Governo della Francia.

6. A meno che il Consiglio direttivo del programma decida altrimenti all'unanimità, un Governo che diventa parte del presente accordo dopo la sua entrata in vigore verserà un contributo uguale a quello che esso avrebbe versato se fosse stato parte dell'accordo al momento della sua entrata in vigore, e questo contributo sarà accreditato pro rata ai contributi dei partecipanti.

7. Il Governo di uno Stato non membro può presentare al Consiglio dell'Organizzazione una domanda di adesione al programma; il Consiglio statuirà all'unanimità su tale domanda d'intesa con il Consiglio direttivo del programma che deciderà all'unanimità le condizioni per l'adesione.

Articolo 15

1. Se un Partecipante si ritira dal programma integrato, in virtù delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 9, egli è tenuto a contribuire alle spese relative agli impegni il cui finanziamento è stato precedentemente deciso.

2. Il ritiro dal programma prende effetto dalla data in cui il Partecipante che si ritira cessa di finanziare gli impegni di spesa relativi al programma, che sono decisi dal Consiglio direttivo del programma.

3. Il Partecipante che si ritira beneficia dei diritti conferiti ai Partecipanti il giorno della data effettiva del ritiro. A partire da questa data, non può scaturire per lui alcun diritto o dovere che risulti dalla parte del programma al quale egli non partecipa più.

Articolo 16

Gli allegati *A* e *B* del presente accordo ne costituiscono parte integrante.

Articolo 17

1. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni pertinenti del memorandum di accordo, il presente accordo può essere emendato su domanda di uno o più Partecipanti. L'Organizzazione dispone ugualmente del diritto d'iniziativa in materia di emendamenti per le disposizioni che creano nei suoi confronti dei diritti e dei doveri. Gli emendamenti entrano in vigore quando tutte le Parti ne hanno notificato la loro accettazione al Governo depositario.

2. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni pertinenti del memorandum di accordo, gli allegati al presente accordo possono essere riveduti dal Consiglio direttivo del programma secondo le disposizioni particolari contenute nelle clausole di revisione di detti allegati.

Articolo 18

Alla sua entrata in vigore, il Governo della Repubblica francese farà registrare l'accordo presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo 19

Il Governo della Repubblica francese è depositario del presente accordo e notifica ai Governi degli Stati membri dell'Organizzazione tutte le firme, ratifiche, adesioni e la data di entrata in vigore dell'accordo e tutti i suoi emendamenti

IN FEDE DI CHE i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati a questo scopo, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Neuilly-sur-Seine, il 9 dicembre 1971, nelle due lingue inglese e francese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese, il quale trasmetterà copie certificate conformi a ciascun Governo e all'Organizzazione.

(*Seguono le firme*)

ALLEGATO A

all'accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satelliti aeronautici

1. — OBIETTIVI DEL PROGRAMMA COMUNE DI SATELLITI AERONAUTICI (AEROSAT).

Il programma comune di Aerosat provvede allo sviluppo e all'utilizzazione di un potenziale aeronautico preoperazionale al di sopra degli oceani Atlantico e Pacifico con gli scopi descritti ai punti (a-f) del paragrafo 2 dell'articolo 1 del memorandum di accordo menzionato nel preambolo del presente accordo.

2. — DESCRIZIONE DEL PROGRAMMA COMUNE D'AEROSAT.

Il programma comune d'Aerosat si compone di un programma integrato e di un programma coordinato.

Il programma integrato, che è contemplato dal presente accordo tra i Partecipanti e l'Organizzazione, comprende gli elementi fondamentali menzionati ai punti (a-d) dell'articolo 2 del memorandum d'accordo, che sono:

lo sviluppo e la produzione dei satelliti;
i lanci;
gli impianti di controllo dei satelliti;
la gestione del programma.

Il programma coordinato comprende gli elementi fondamentali menzionati ai punti *a*) e *b*) dell'articolo 3 del memorandum d'accordo, cioè:

gli impianti degli utilizzatori al suolo;
l'equipaggiamento di volo.

3. — CALENDARIO.

Partendo dall'ipotesi che il memorandum d'accordo possa essere firmato dall'Organizzazione e dall'Amministrazione federale dell'aviazione degli Stati Uniti fine 1971/inizio 1972, il calendario indicativo per il programma integrato viene stabilito nel modo seguente:

attribuzione del contratto d'Aerosat: secondo semestre del 1972;

date di lancio dei satelliti (vedere anche articolo 9 del memorandum d'accordo):

lancio del satellite n. 1: sopra l'oceano Atlantico appena possibile e in ogni caso non più tardi dell'aprile 1975;

lancio del satellite n. 2: sopra l'oceano Pacifico ad una data da fissarsi dal Consiglio d'Aerosat;

lancio del satellite n. 3: sopra l'oceano Atlantico prima della fine del 1976;

lancio del satellite n. 4: sopra l'oceano Pacifico prima della fine del 1977;

completamento del programma comune d'Aerosat: come indicato nell'articolo 13 del memorandum d'accordo.

4. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni del presente annesso possono essere rivedute mediante decisione unanime del Consiglio direttivo del programma.

ALLEGATO *B*

all'accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satelliti aeronautici

1. — COSTO DEL PROGRAMMA INTEGRATO.

Il quadro finanziario globale di 100 milioni di unità di conto (U.C.) fissato al paragrafo 2 dell'articolo 6 del presente accordo e basato sui seguenti preventivi:

a) le spese dirette per il programma integrato per il periodo 1972-1979 sono valutate a:

	In milioni di U.C. al livello dei prezzi del 1971	
1. Personale:		
Organizzazione e ufficio del programma comune	4,850	
2. Funzionamento:		
Spese di trasferimento dell'Organizzazione e contributi al funzionamento dell'ufficio del programma comune	2,225	
3. Immobilizzazione:		
Installazione di un terminale a terra di controllo dei satelliti (TTCS) e di un centro di controllo di satelliti (CCS)	2,750	
4. Gestione e mantenimento delle installazioni:		
Gestione e mantenimento di un terminale a terra di controllo dei satelliti (TTCS) e di un centro di controllo di satelliti (CCS)	3,150	
5. Sviluppo:		
Sviluppo di satellite e produzione di sei unità di volo	37,000	
5 dispositivi di lancio a 7,5 MUC (*)	18,750	
Studi ed esperimenti	1,000	56,750
Totale . . .		69,725

b) le spese indirette, cioè la quota parte del programma integrato sulle spese comuni e le spese di sostegno dell'Organizzazione, che dipenderà dall'ampiezza del programma globale dell'Organizzazione; questa quota parte è attualmente valutata in 19,3 MUC.

(*) Benché le stime del costo fatte nel memorandum d'accordo si applichino a sei dispositivi di lancio per quattro satelliti, i crediti che figurano espressamente nelle previsioni di bilancio della Organizzazione corrispondono a cinque dispositivi di lancio soltanto.

2. — TABELLA DEI CONTRIBUTI.

Ogni Partecipante contribuisce alle spese derivanti dall'esecuzione del programma integrato dall'Organizzazione, alle condizioni del presente accordo, in conformità con la tabella qui di seguito riportata:

Stati	Quote-parti di contributi %
Germania	23,67
Belgio	3,75
Spagna	5,24
Francia	13,90
Italia	21,87
Paesi Bassi	4,71
Regno Unito	19,01
Svezia	4,64
Svizzera	3,21
Totale . . .	100,00

3. — RAPPORTI DELL'ORGANIZZAZIONE SULLA SITUAZIONE FINANZIARIA E CONTRATTUALE.

Il direttore generale dell'Organizzazione dà le istruzioni necessarie per la presentazione dei rapporti sullo stato di progresso sulla ripartizione geografica dei lavori, sulle richieste di contributi, sulle spese incorse e sulle ultime valutazioni dei costi per il compimento del programma integrato, conformemente alle relative disposizioni del regolamento finanziario dell'Organizzazione inerenti ai conti (capitolo III, sezione VI del regolamento finanziario) e alle disposizioni adottate dal Consiglio dell'Organizzazione per quanto concerne i rapporti periodici da presentare ad esso (documento ESRO/C/306, add. 2, rev. 1).

4. — REGOLE FINANZIARIE DA OSSERVARE.

Le spese dirette derivanti dall'esecuzione del programma integrato dall'Organizzazione, alle condizioni del presente accordo, sono imputate a un conto gestione « programma » che è stabilito ed amministrato dall'Organizzazione conformemente alle relative disposizioni del regolamento finanziario. La quota parte del programma integrato sulle spese comuni e le spese di sostegno dell'Organizzazione è fissata e attribuita al conto gestione « programma » conformemente ai principi e alle procedure adottati in materia dall'Organizzazione.

5. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente annesso possono essere rivedute con decisione unanime del Consiglio direttivo del programma. Le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente annesso possono essere rivedute dal Consiglio direttivo del programma a maggioranza di due terzi.

ACCORDO TRA ALCUNI STATI MEMBRI DELL'ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI E LA ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI SULL'ESECUZIONE DI UN PROGRAMMA DI SATELLITE METEOROLOGICO.

PREAMBOLO

I Governi della Repubblica federale tedesca, del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, della Repubblica francese, della Repubblica italiana, del Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord, del Regno di Svezia e della Confederazione svizzera (denominati qui di seguito « i Partecipanti »), Governi di Stati parti alla convenzione per la creazione di un'Organizzazione europea di ricerche spaziali, aperta alla firma a Parigi il 14 giugno 1962 (denominata qui di seguito « la convenzione ») e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali (denominata qui di seguito « l'Organizzazione »),

Considerati gli obiettivi elaborati dall'Organizzazione meteorologica mondiale come pure dal Consiglio internazionale delle unioni scientifiche riguardanti lo

sviluppo della meteorologia nel quadro del programma della Veglia meteorologica mondiale e del programma di ricerca sull'atmosfera globale (GARP), che hanno per scopo il miglioramento dei servizi degli organismi meteorologici grazie alla coordinazione internazionale e all'impiego di tecniche avanzate, come pure l'interesse manifestato dagli organismi europei di meteorologia per una partecipazione dell'Europa alla realizzazione di questi obiettivi,

Desiderosi a questo fine di eseguire un programma europeo comprendente il progetto, lo sviluppo, la costruzione, la messa in orbita, la gestione e il controllo di un satellite preoperazionale di meteorologia, lo sviluppo e la messa in opera di installazioni al suolo associate, e inoltre di sviluppare in Europa la tecnologia in questo campo,

Riconoscendo l'interesse di utilizzare con il massimo di efficacia tutte le risorse disponibili e in particolare l'esperienza già acquisita in Europa nel campo dei satelliti meteorologici e tenendo conto specialmente della offerta fatta dal Governo francese all'Organizzazione alla 39ª sessione del Consiglio dell'Organizzazione,

Considerata la dichiarazione del 9 maggio 1972 fatta dai rappresentanti al Consiglio dell'Organizzazione dei Governi succitati,

Considerata la risoluzione del Consiglio dell'Organizzazione adottata alla sua 47ª sessione relativa all'accettazione della domanda concernente l'esecuzione di questo programma nel quadro dell'Organizzazione,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

I Partecipanti intraprendono un programma avente per scopo il progetto, lo sviluppo, la costruzione, la messa in orbita, la gestione e il controllo di un satellite preoperazionale meteorologico (Meteosat), nonché lo sviluppo e la messa a punto di impianti al suolo associati, come definiti all'allegato *A* del presente accordo.

Articolo 2

1. L'Organizzazione, in applicazione dell'articolo VIII della convenzione, esegue il programma menzionato all'articolo 1 del presente accordo, in conformità del calendario e delle disposizioni dell'allegato *A* del presente accordo.

2. Ai fini dell'esecuzione di questo programma, l'Organizzazione fa uso dei risultati degli studi intrapresi anteriormente nel quadro del programma nazionale francese, di alcuni mezzi e del personale forniti dal Centro nazionale di studi spaziali (qui di seguito denominati il « CNES ») di Francia. Le condizioni e le modalità secondo cui il CNES fornisce la sua assistenza, e secondo cui l'Organizzazione ne fa uso, sono determinate da un accordo che dovrà essere concluso tra l'Organizzazione e il CNES.

Articolo 3

1. Un Consiglio direttivo del programma, composto dai rappresentanti dei Partecipanti assume la responsabilità del programma e prende tutte le decisioni relative, in conformità delle disposizioni del presente accordo.

2. Per i problemi che si riferiscono a più di un programma dell'Organizzazione, il Consiglio direttivo del programma ha il ruolo di organo consultivo del Consiglio dell'Organizzazione, al quale presenta tutte le raccomandazioni necessarie.

3. Il Consiglio direttivo del programma è anche incaricato di mantenere stretti legami con gli organismi meteorologici nazionali e internazionali, e di definire le norme di utilizzazione del sistema.

4. Il Consiglio direttivo del programma può creare gli organi consultivi che crede necessari per assicurare la buona esecuzione del programma.

Articolo 4

Salvo disposizioni contrarie del presente accordo, le decisioni del Consiglio direttivo del programma di cui all'articolo 3 sono prese in conformità del regolamento di procedura del Consiglio dell'Organizzazione che si applica *mutatis mutandis.*

Articolo 5

Salvo pattuizione contraria del presente accordo, la Organizzazione esegue il programma in conformità delle norme e delle procedure in vigore nell'Organizzazione. Essa consulta il CNES, ove necessario, nei settori dove una cooperazione è prevista dall'accordo di cui al paragrafo 2 dell'articolo 2 del presente accordo.

Articolo 6

1. Le spese derivanti dall'esecuzione del programma dall'Organizzazione ai termini del presente accordo sono sopportate dai Partecipanti, conformemente alle disposizioni dettagliate previste all'allegato *B* del presente accordo. e nei limiti di un quadro finanziario globale di 115 milioni di U.C. (al livello dei prezzi a metà del 1971).

2. I bilanci annuali relativi al programma sono approvati con la maggioranza dei due terzi dal Consiglio direttivo del programma all'interno del quadro menzionato al paragrafo 1 del presente articolo o riveduto conformemente all'articolo 7.

Articolo 7

1. I Partecipanti convengono, in vista di consentire la revisione del quadro di cui all'articolo precedente in caso di variazione del livello dei prezzi, di applicare la procedura in vigore nell'Organizzazione all'epoca considerata.

2. Se il quadro deve essere rivisto per dei motivi che non siano una variazione del livello dei prezzi, le disposizioni seguenti sono applicabili:

a) se le eccedenze cumulative dei preventivi del costo al compimento del programma non oltrepassano il 20% dell'ammontare del quadro menzionato al paragrafo 1 dell'articolo 6, il Consiglio direttivo di programma fissa le spese addizionali con la maggioranza di due terzi dei Partecipanti;

b) se le eccedenze cumulative dei preventivi del costo al compimento del programma sono superiori al 20% dell'ammontare di questo quadro, i Partecipanti che lo desiderano si possono ritirare dal programma con riserva delle disposizioni dell'articolo 17. Gli altri

Partecipanti che desiderano proseguirne l'esecuzione si consultano e fissano le modalità della sua continuazione. Essi ne informano il Consiglio dell'Organizzazione che prende, se del caso, ogni necessaria decisione.

Articolo 8

I diritti di proprietà intellettuale e l'accesso alle informazioni tecniche derivanti dall'esecuzione del programma sono riservati ai Partecipanti; tuttavia, l'Organizzazione ha il diritto di utilizzarli gratuitamente per l'insieme delle sue attività.

Articolo 9

1. I Partecipanti autorizzano l'Organizzazione a concludere i contratti necessari all'esecuzione del programma conformemente ai regolamenti e alle procedure dell'Organizzazione. Tuttavia, nella registrazione dei contratti e « sub-contratti » per l'esecuzione del programma, la preferenza è data, per quanto possibile, all'esecuzione dei lavori sul territorio del Partecipanti, prendendo in considerazione le decisioni del Consiglio dell'Organizzazione in materia di politica industriale e di ripartizione dei lavori.

2. Le somme versate dall'Organizzazione al CNES a titolo di spese relative al personale da esso messo a disposizione dell'Organizzazione e agli esperimenti dietro fattura che esso esegue, sono considerate ai fini del calcolo, come assegnate alla Francia per quanto concerne la ripartizione geografica dei contratti dell'Organizzazione.

Articolo 10

L'Organizzazione, agendo per conto dei Partecipanti, è proprietaria del satellite realizzato nel quadro del programma, come pure degli impianti ed equipaggiamenti acquistati per la sua esecuzione, fino alla fase preoperazionale inclusa.

Articolo 11

1. I Partecipanti indennizzano l'Organizzazione per ogni obbligazione cui essa andrà incontro se la sua responsabilità internazionale è impegnata come conseguenza dell'esecuzione del programma.

2. Ogni indennizzo per danni ricevuti dall'Organizzazione nel quadro del programma è accreditata ai bilanci annuali del programma menzionato al paragrafo 2 dell'articolo 6.

Articolo 12

1. Ogni controversia tra due o più Partecipanti o tra uno o più Partecipanti e l'Organizzazione, concernente l'interpretazione o l'applicazione dell'accordo, che non può essere regolata in via amichevole, è sottoposta, su richiesta di una delle parti in lite, ad un unico arbitro che è nominato dal Presidente della Corte internazionale di giustizia. L'arbitro non può essere cittadino di uno Stato parte della controversia.

2. Le parti dell'accordo che non sono parti alla controversia hanno il diritto di partecipare al procedimento e la decisione dell'arbitro è vincolante per tutti i Partecipanti e per l'Organizzazione, abbiano essi o no preso parte al procedimento.

Articolo 13

1. Il presente accordo è aperto alla firma dei Partecipanti fino al 30 settembre 1972.

2. Gli Stati divengono parti dell'accordo:

mediante firma senza riserva di ratifica o d'approvazione,

mediante il deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione presso il Governo della Repubblica francese, se l'accordo è stato firmato con riserva di ratifica o d'approvazione.

3. Il presente accordo entra in vigore quando è stato firmato dall'Organizzazione e quando gli Stati la cui partecipazione, conformemente alla tabella di cui all'allegato *B*, ammonta ai due terzi del totale dei contributi, sono diventati parti dell'accordo a termini del paragrafo 2 del presente articolo.

4. Ai fini del paragrafo 3 del presente articolo, il deposito presso il Governo depositario di una dichiarazione che notifichi l'intenzione di applicare l'accordo a titolo provvisorio e di cercare di ottenere, appena possibile, la ratifica o l'approvazione è considerato come il deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione.

5. Il Governo di uno Stato membro dell'Organizzazione che non ha firmato l'accordo alla data del 30 settembre 1972 può divenire parte dell'accordo dopo la sua entrata in vigore, a condizione che gli altri Governi parti dell'accordo diano il loro assenso. Il Governo interessato deve depositare uno strumento d'adesione presso il Governo della Repubblica francese.

6. A meno che il Consiglio direttivo del programma non decida diversamente all'unanimità, un Governo che diviene parte del presente accordo dopo la sua entrata in vigore versa un contributo uguale a quello che avrebbe versato se fosse stato parte dell'accordo fin dalla sua entrata in vigore e questo contributo è accreditato *pro rata* ai contributi dei partecipanti.

Articolo 14

Il Governo di uno Stato non membro dell'Organizzazione può presentare al Consiglio dell'Organizzazione una domanda di adesione al programma; il Consiglio decide all'unanimità su questa domanda d'intesa con il Consiglio direttivo di programma che stabilisce alla unanimità le condizioni di adesione.

Articolo 15

L'Organizzazione notifica ai Partecipanti, dopo aver consultato il Consiglio direttivo del programma, il completamento del programma conformemente alle disposizioni del presente accordo, che decade alla ricezione di detta notifica.

Articolo 16

I Partecipanti possono decidere di sospendere l'esecuzione del programma a maggioranza di due terzi che rappresenti almeno due terzi dei contributi del programma.

Articolo 17

1. Se un Partecipante desidera ritirarsi dal programma in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 *b*) dell'articolo 7, notifica il suo ritiro all'Organizza-

zione. Questo ritiro prende effetto alla data della notifica, su riserva delle disposizioni seguenti:

a) il Partecipante che si ritira è tenuto a quietanzare nel modo convenuto l'ammontare dei suoi contributi al titolo del bilancio annuale in corso;

b) il Partecipante che si ritira è tenuto ad onorare i crediti di pagamento corrispondenti ai crediti di impegno approvati e utilizzati alla data di notifica del suo ritiro;

c) il Partecipante che si ritira resta membro del Consiglio direttivo di programma fino all'adempimento dei suoi obblighi indicati qui sopra sub *a*) e *b*). Egli non ha diritto di voto se non sulle questioni che sono direttamente connesse a detti obblighi.

2. Il Partecipante che si ritira conserva i diritti acquisiti fino alla data in cui il suo ritiro prende effetto. Per le azioni e realizzazioni decise dopo il suo ritiro, nessun diritto o dovere può nascere, per il Partecipante che si ritira, dalla parte del programma cui esso non contribuisce più, a meno che non si sia convenuto altrimenti tra esso e gli altri Partecipanti. Le disposizioni dell'articolo XVII della convenzione dell'Organizzazione si applicano *mutatis mutandis*.

3. Se uno Stato non membro dell'Organizzazione, che ha aderito al programma in virtù delle disposizioni dell'articolo 14, si ritira dal programma, le disposizioni del presente articolo si applicano *mutatis mutandis*.

Articolo 18

Gli allegati *A* e *B* del presente accordo ne costituiscono parte integrante.

Articolo 19

1. Il presente accordo può essere riveduto a domanda di un Partecipante o dell'Organizzazione. Gli emendamenti entrano in vigore quando tutte le parti ne hanno notificato la loro accettazione al Governo depositario.

2. Gli allegati al presente accordo possono essere riveduti dal Consiglio direttivo del programma conformemente alle disposizioni delle clausole di revisione di detti annessi.

Articolo 20

Alla sua entrata in vigore, il Governo della Repubblica francese farà registrare l'accordo, presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo 21

Il Governo della Repubblica francese è depositario del presente accordo e notifica ai partecipanti e alla Organizzazione la data dell'entrata in vigore dell'accordo e degli emendamenti ad esso apportati, nonchè di tutti gli strumenti di ratifica, di approvazione, di adesione e di applicazione provvisoria dell'accordo.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Neuilly-sur-Seine il 12 luglio 1972, nelle lingue inglese e francese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese, il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a ciascuno dei partecipanti e all'Organizzazione.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO *A*

all'accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satellite meteorologico.

1. — OBIETTIVI DEL PROGRAMMA DEL SATELLITE METEOROLOGICO EUROPEO.

Il programma provvede al progetto, allo sviluppo, alla costruzione, alla messa in orbita, alla gestione e al controllo di un satellite meteorologico geostazionario (METEOSAT), così come allo sviluppo e alla messa in opera di impianti a terra associati. Questo sistema deve costituire un contributo dell'Europa al programma di ricerca globale sull'atmosfera (GARP) e alla 'Veglia meteorologica mondiale; esso deve soddisfare ai bisogni propri della comunità meteorologica europea in materia di mezzi spaziali.

2. — DESCRIZIONE DEL PROGRAMMA.

Il programma che è contemplato dal presente accordo si divide in due parti corrispondenti al settore spaziale e al settore terrestre.

2.1. — *Settore spaziale.*

Questa parte del programma comprende i seguenti elementi fondamentali:

(*a*) lo sviluppo di un satellite geostazionario destinato a:

una missione di osservazione per presa di immagini nelle bande infrarosse e visibili dello spettro elettromagnetico;

una missione di diffusione di queste immagini verso gli utenti;

una missione di raccolta dati emessi da stazioni automatiche, ivi compresa, quando ciò si giustifica, l'interrogazione di queste stazioni;

(*b*) la realizzazione di due unità di volo di questo satellite e di una serie di pezzi di ricambio;

(*c*) il lancio di una unità di volo la cui posizione sull'orbita geostazionaria sarà determinata dal Consiglio direttivo del programma.

2.2. — *Settore terrestre.*

Questa parte del programma è costituita da (*):

(*a*) la realizzazione di equipaggiamenti al suolo associati comprendente:

(*i*) una stazione di acquisizione di dati, di telecomandi e di ricerca (DATTS),

(*ii*) un centro di controllo delle operazioni (OCC),

(*iii*) un centro di informazioni e di collocazione dei dati (DRCC),

(*iv*) un centro di estrazione d'informazioni meteorologiche (MIEC),

(*v*) un terminale meteorologico (MT),

(*vi*) la realizzazione di un prototipo e di un dossier di fabbricazione di una stazione primaria di utilizzazione dei dati (PDUS)e di una stazione secondaria di utilizzazione dei dati (SDUS),

(*vii*) la realizzazione di equipaggiamenti prototipi di collegamento di piattaforme di raccolta di dati (DCP) con il sistema spaziale e la preparazione di un dossier di fabbricazione di questi equipaggiamenti.

L'insieme degli equipaggiamenti definiti ai punti (*i*) - (*iv*) saranno designati sotto il nome di installazioni al suolo Meteosat (GFM);

(*b*) la preparazione del software per lo sfruttamento delle installazioni al suolo, escluso il software del MIEC;

(*c*) l'integrazione delle differenti installazioni del settore a terra (DATTS, OCC, DRCC, MIEC, terminale meteorologico (MT), PDS e SDUS) e il rodaggio del sistema corrispondente. La parte relativa al settore a terra non comprende:

il collegamento del terminale meteorologico (MT) con i centri meteorologici nazionali (MC),

il software del centro di estrazione di informazioni meteorologiche (MIEC) e tutte le modifiche che dovrebbero esservi apportate,

le spese di funzionamento del settore a terra (personale, spese di affitto, beni di consumo) per la fase operazionale dopo il lancio del satellite e la verifica del buon funzionamento dell'insieme del sistema.

(*) La terminologia utilizzata è spiegata nella tabella qui unita.

3. — CALENDARIO.

Il calendario indicativo per il programma è stabilito come segue:

avviamento della fase competitiva di definizione del progetto (PDP): dicembre 1972;
lancio del satellite: fine 1976.

4. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni del presente annesso possono essere rivedute con decisione unanime del Consiglio direttivo del programma.

Terminologia applicabile agli equipaggiamenti a terra

Denominazione	Sigla	Funzioni principali
1) Installazioni al suolo Meteosat.	GFM	Congloba le funzioni da 2 a 5.
2) Stazione di acquisizione di dati, di telecomando e di ricerca.	DATTS	Acquisizione di dati (di meteorologia e di conservazione). Telecomando. Ricerca.
3) Centro di controllo delle operazioni.	OCC	Controllo del veicolo spaziale e delle operazioni.
4) Centro di informazione e di collocazione dei dati.	DRCC	Aggiustaggio di fase dei dati radiometrici. Reticolo e annotazioni. Calcoli d'orbita e di attitudine. Collocazione definitiva. Dati-immagine: rettifica; cambiamento di proiezione; trasformazione in informazione.
5) Centro di estrazione di informazioni meteorologiche.	MIEC	Estrazione di informazioni meteorologiche: temperatura di superficie degli oceani; campo dei venti; analisi delle nubi (copertura e altitudine delle sommità); equilibrio delle radiazioni; collocazione definitiva; gestione dei dati emessi dalle piattaforme di raccolta.
6) Terminale meteorologico.	MT	Equipaggiamento necessario al GFM per assicurare l'interface con il collegamento al sistema globale di telecomunicazioni (GTS) della Veglia meteorologica mondiale (VMM).
7) Centro meteorologico.	MC	Analisi meteorologica da parte degli utilizzatori.
8) Stazione primaria di utilizzazione dei dati.	PDUS	Ricezione e visualizzazione dei dati-immagine a piena risoluzione sotto forma digitale. Ricezione delle trasmissioni del tipo APT (sotto forma analogica).
9) Stazione secondaria di utilizzazione dei dati.	SDUS	Ricezione e visualizzazione delle trasmissioni del tipo APT (sotto forma analogica).
10) Piattaforma di raccolta dei dati.	DCP	Raccolta di dati meteorologici e di dati connessi.

ALLEGATO *B*

all'accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satellite meteorologico.

1. — COSTO DEL PROGRAMMA.

Il pacchetto finanziario globale di 115 milioni di unità di conto fissato al paragrafo 1 dell'articolo 6 dell'accordo si basa sui seguenti preventivi:

(*a*) le spese dirette per il programma per il periodo 1972-79 sono valutate come segue e riferite indicativamente ai seguenti elementi:

	In milioni di unità di conto al livello dei prezzi a metà 1971
	—
(*i*) Fase di definizione (PDP)	3
(*ii*) Sviluppo del satellite e realizzazione di due unità di volo e di una serie di pezzi di ricambio	53
(*iii*) Lancio di un satellite (avviatore Thor Delta)	8
(*iv*) Equipaggiamenti a terra comprendenti: la realizzazione e la messa in opera di istallazioni a terra Meteosat (GFM) comprendente una stazione d'acquisizione di dati, di raccolta e di telecomando, un centro di controllo delle operazioni, un centro di informazioni e di collocazione dei dati e un centro di estrazione di informazioni meteorologiche, nonché di un terminale meteorologico, la realizzazione di un prototipo e di un dossier di fabbricazione di una stazione primaria di utilizzazione dei dati e di una stazione secondaria di utilizzazione dei dati, la realizzazione di equipaggiamenti prototipi di collegamento delle piattaforme di raccolta di dati (DCP) con il sistema spaziale e la preparazione di un dossier di fabbricazione di questi equipaggiamenti, la preparazione del software per l'espletamento delle istallazioni a terra (ad esclusione del Centro di estrazione di informazioni meteorologiche)	14
(*v*) Margine di alea tecnico	6
(*vi*) Spese dirette interne dell'Organizzazione (personale, funzionamento, istallazione) . .	6
Totale . . .	90 (*)

(*b*) le spese indirette, cioè la quota parte del programma alle spese comuni e alle spese di sostegno dell'Organizzazione, dipendente dall'ampiezza del programma globale dell'Organizzazione; questa quota parte è attualmente valutata in 22,8 MUC.

2. — QUOTE DI CONTRIBUTI.

Ogni Partecipante contribuisce alle spese derivanti dall'esecuzione del programma dell'Organizzazione, a termini del presente accordo, conformemente nelle proporzioni seguenti:

Stati	Quota-parte di contributi %
—	—
Repubblica federale di Germania	21,66
Belgio	4,06
Danimarca	2,41
Francia	23,70
Italia	15,07
Regno Unito	20,60
Svezia	5,02
Svizzera	3,48
Totale . . .	100,00

(*) Queste spese non includono le spese di funzionamento del settore a terra (personale, spese di affitto, beni di consumo) per la fase operazionale dopo il lancio.

3. — RAPPORTI DELL'ORGANIZZAZIONE SULLA SITUAZIONE FINANZIARIA E CONTRATTUALE.

Il direttore generale dell'Organizzazione dà le istruzioni necessarie per la presentazione dei rapporti sullo stato di avanzamento, sulla ripartizione geografica dei lavori, sulla attribuzione dei contributi, sulle spese incorse e sulle ultime valutazioni dei costi per il compimento del programma conformemente alle disposizioni afferenti il regolamento finanziario della Organizzazione relative ai conti (titolo III, sezione VI del regolamento finanziario) ed alle disposizioni adottate dal Consiglio dell'Organizzazione per quanto concerne i rapporti periodici da presentarsi (documento ESRO/C/306, add. 2, rev. I).

4. — REGOLE FINANZIARIE DA OSSERVARE.

Le spese dirette derivanti dall'esecuzione del programma da parte dell'Organizzazione, a termini del presente accordo, sono imputate ad un conto gestione « Programma » che è creato e amministrato dall'Organizzazione conformemente alle disposizioni afferenti il regolamento finanziario. La quota parte del programma delle spese comuni e delle spese di sostegno della Organizzazione viene stabilita e imputata al conto gestione « Programma » conformemente ai principi e alle procedure adottati in materia dalla Organizzazione.

5. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 di questo allegato possono essere rivedute con decisione unanime del Consiglio direttivo del programma. Le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 di questo allegato possono essere rivedute dal Consiglio direttivo del programma a maggioranza di due terzi.

ACCORDO TRA ALCUNI STATI MEMBRI DELL'ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI E LA ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI CONCERNENTE L'ESECUZIONE DI UN PROGRAMMA SPACELAB.

PREAMBOLO

I Governi firmatari del presente accordo (di seguito chiamati « i Partecipanti ») che sono i Governi degli Stati contraenti della Convenzione firmata il 14 giugno 1972 relativa alla fondazione di un'Organizzazione europea di ricerche spaziali (di seguito chiamata « La Convenzione »), e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali (di seguito chiamata « l'Organizzazione »),

Vista l'offerta fatta dalle autorità degli Stati Uniti all'Europa di partecipare al programma post-Apollo sviluppando uno o più moduli di ricerca e d'applicazione e facendo uso del sistema di navette spaziali orbitali,

Ricordando la risoluzione n. 3 della conferenza spaziale europea del 24 luglio 1970 relativa alla partecipazione al programma post-Apollo, nonchè all'accordo raggiunto dalla conferenza spaziale europea nella riunione di Bruxelles del 20 dicembre 1972 riguardante la realizzazione del programma Spacelab, che è stato notificato alle autorità degli Stati Uniti e in base al quale questo programma dovrà essere attuato in un primo momento dall'Organizzazione e successivamente dovrà essere portato avanti dalla costituenda Agenzia spaziale europea,

Considerando i vantaggi derivanti alla cooperazione internazionale da un attivo contributo dell'Europa alla realizzazione del più importante programma spaziale attualmente esistente, ed i vantaggi che deriveranno all'Europa dallo sviluppo della sua tecnologia spaziale grazie alla sua partecipazione a questo programma,

Facendo riferimento all'autorizzazione già data dal Consiglio dell'Organizzazione nel corso della sua 50ª sessione (ESRO/C/MIN/50), in base alla quale il direttore generale ha avviato la fase di definizione del progetto relativo al programma Spacelab,

Considerando il progetto di un memorandum di accordo (ESRO/C(73)2, rev. 1, allegato III) tra l'Organizzazione e la « National Aeronautics and Space Administration, (NASA) del Governo degli Stati Uniti (di seguito chiamato « il memorandum d'intesa »),

Tenuto conto della risoluzione relativa all'approvazione dell'attuazione del programma Spacelab nell'ambito dell'Organizzazione (ESRO/C/LIII/Ris. 1 - Finale),

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

1. I Partecipanti avviano ai sensi del presente accordo, ed in particolare dell'art. 5 di esso, in stretta collaborazione con gli Stati Uniti, un programma il cui oggetto è la definizione, la progettazione, lo sviluppo e la costruzione dello Spacelab considerato come parte tecnicamente integrante del sistema di navette spaziali orbitali degli Stati Uniti e come contributo dell'Europa al programma post-Apollo assieme al quale esso dev'essere utilizzato.

2. I fini e gli elementi del programma Spacelab sono descritti nell'allegato *A* del presente accordo.

Articolo 2

Il programma menzionato all'art. 1 viene suddiviso in due fasi e precisamente in una fase di definizione, già iniziata, ed una fase di progettazione, sviluppo e costruzione.

1. Scopo della fase di definizione (sottofasi *B1*-*B3*) dello Spacelab è di fissare la configurazione dello Spacelab secondo le esigenze degli utilizzatori e definire i sottosistemi corrispondenti. Sulla base dei risultati ottenuti alla conclusione della sottofase *B2* verranno elaborati una proposta tecnica ed un piano di sviluppo nonché un'analisi dettagliata dei costi ed un preventivo dei costi per la fase di progettazione, sviluppo e costruzione.

2. Gli elementi per l'analisi dettagliata dei costi ai sensi del comma primo dovranno essere a disposizione dei partecipanti il 1° agosto 1973 e verranno inviati anche agli altri Stati membri dell'Organizzazione.

3. La decisione di passare alla fase di progettazione, sviluppo e costruzione verrà presa in conformità con le disposizioni dell'art. 5.

Articolo 3

1. L'Organizzazione attua il programma Spacelab, in applicazione delle disposizioni dell'art. VIII dell'accordo, conformemente al calendario ed alle disposizioni dell'allegato *A* del presente accordo.

2. Ove il presente accordo non stabilisca diversamente l'Organizzazione realizzerà il programma secondo le disposizioni e le procedure vigenti nell'Organizzazione.

3. Ai fini della collaborazione con la NASA di cui all'art. 1 e per assicurare una perfetta integrazione dello Spacelab con gli altri elementi del sistema orbitale di navette spaziali, l'Organizzazione metterà a punto sulla base del memorandum d'intesa una struttura per la collaborazione ed il coordinamento con la NASA. Gli utilizzatori europei scientifici e tecnici saranno associati ai lavori dell'Organizzazione e della NASA.

Articolo 4

1. Un Direttorio di programmazione composto da rappresentanti dei Partecipanti è responsabile per il programma e prende tutte le decisioni concernenti il programma stesso in conformità con le disposizioni del presente accordo.

2. Per le questioni riguardanti più di un programma dell'Organizzazione il Direttorio di programmazione si consulterà con il Consiglio dell'Organizzazione, al quale presenterà tutte le raccomandazioni necessarie.

3. Il Direttorio di programmazione ha in particolare il compito:

a) di impartire al direttore generale dell'Organizzazione tutte le direttive necessarie per l'attuazione del programma ed in particolare per quanto concerne l'interfacie del programma con altre parti del sistema orbitale di navette spaziali degli Stati Uniti;

b) di fare in modo che l'Organizzazione allacci stretti rapporti con i futuri utilizzatori europei del sistema Spacelab;

c) di assicurare l'applicazione del memorandum d'accordo e di ogni altro documento giuridico pertinente per quanto concerne diritti e doveri dei partecipanti;

d) ove possibile, di prendere in esame almeno tre anni prima della conclusione dello Spacelab la regola di procedura per la realizzazione dei principi di cui all'art. 10 del presente accordo.

4. Il Direttorio di programmazione può creare gli organi consultivi che gli sembrino necessari per una buona attuazione del programma.

5. Ove il presente accordo non stabilisca diversamente, il Direttorio di programmazione prende le sue decisioni in conformità con il Regolamento di procedura del Consiglio dell'Organizzazione che si applica *mutatis mutandis*.

Articolo 5

1. Il massimale finanziario del programma verrà stimato alla data della presentazione alla firma del presente accordo, sulla base degli elementi descritti all'allegato *B* di esso, a 308 milioni di unità di conto (prezzi alla metà del 1973). Questa somma verrà riesaminata alla fine della sottofase *B2* della fase di definizione. I Partecipanti convengono che se nel corso di questo riesame le ipotesi finanziarie globali vengono confermate, essi proseguiranno il programma e daranno inizio alla sottofase *B3* della fase di definizione nonchè alla fase di progettazione, sviluppo e costruzione. Se i preventivi di spesa vengono invece superati in maniera notevole, i Partecipanti che lo desiderano possono ritirarsi dal programma; invece quei Partecipanti che desiderano continuare il programma, si consulteranno tra loro e fisseranno le condizioni per il proseguimento del programma stesso.

2. I Partecipanti fissano per gli studi della fase di definizione che si conclude alla fine del 1973 un massimale finanziario di 10 milioni di unità di conto. I Partecipanti concordano per il finanziamento di tali studi contributi conformi alla tavola contenuta nell'allegato *B* del presente accordo, tuttavia solo entro l'ammontare necessario per la realizzazione delle sottofasi *B1* e *B2* che si concludono alla fine del luglio 1973, al momento del riesame di cui al comma primo i Partecipanti decideranno se sbloccare l'ammontare del massimale finanziario corrispondente alla sottofase *B3*.

3. Nel fissare il massimale globale di questo programma ai sensi del comma primo i Partecipanti stabiliscono di comune accordo l'ammontare dei loro contributi.

4. I bilanci annuali relativi al programma vengono approvati con la maggioranza dei due terzi dal Direttorio di programmazione nell'ambito del massimale finanziario considerato.

Articolo 6

1. Per l'eventuale revisione del massimale globale del programma di cui all'art. 5, comma terzo, in caso di variazione dei prezzi i Partecipanti concordano di applicare la procedura vigente nell'Organizzazione in quel momento.

2. Se il massimale globale dev'essere rettificato per motivi diversi dalla variazione del livello dei prezzi, si applicano le disposizioni seguenti:

a) se l'aumento non supera il 70% del massimale globale del programma, nessun Partecipante ha il diritto di ritirarsi dal programma; in tal caso il Direttorio di programmazione fissa le spese supplementari con la maggioranza dei due terzi,

b) se il massimale finanziario globale viene superato di più del 20% complessivamente i Partecipanti, se lo desiderano, possono non ritirarsi dal programma, fatte salve le disposizioni dell'art. 17. Quei Partecipanti che desiderano proseguire nella realizzazione del programma, si consulteranno e fisseranno le modalità per il proseguimento del programma stesso. Essi ne riferiranno al Consiglio dell'Organizzazione che deciderà le disposizioni necessarie.

Articolo 7

I diritti della proprietà intellettuale che derivano dall'attuazione del programma nonché l'accesso alle informazioni tecniche da essa derivanti e la loro utilizzazione sono riservate ai Partecipanti, ove questo non sia in contrasto con le disposizioni del memorandum d'intesa; l'Organizzazione ha tuttavia il diritto di utilizzarle a titolo gratuito per l'insieme della sua attività.

Articolo 8

1. I Partecipanti autorizzano l'Organizzazione a stipulare i contratti necessari per la realizzazione del programma in conformità con le disposizioni e con le procedure dell'Organizzazione. Nei limiti del possibile, tuttavia, nell'assegnazione dei contratti e sottocontratti per la realizzazione del programma si dovrà dare la precedenza in primo luogo alla realizzazione dei lavori nel territorio dei Partecipanti ed in secondo luogo ai lavori da attuarsi nel territorio degli altri Stati membri dell'Organizzazione, tenendo presente le decisioni del Consiglio in materia di politica contrattuale e di ripartizione dei lavori.

2. A tal fine la ripartizione geografica tra i Partecipanti dei contratti relativi al programma Spacelab deve corrispondere alle percentuali di contribuizione dei Partecipanti. Poiché la parte dei lavori che devono essere realizzati sul territorio degli Stati non membri,

sia nell'ambito di accordi diretti dell'Organizzazione che nel quadro di sottocontratti piazzati dal contrattante industriale principale, sarà presumibilmente per questo programma notevolmente grande, l'Organizzazione dovrà seguire il volume di questi accordi e sottoaccordi e garantire che essi siano esclusi dalla elaborazione di statistiche relative alla distribuzione geografica dei contratti tra i Partecipanti.

Articolo 9

1. L'Organizzazione, che agisce in nome dei Partecipanti, è proprietaria degli elementi dello Spacelab realizzati nell'ambito del programma nonché degli impianti e dell'equipaggiamento acquistati per la sua realizzazione.

2. Le modalità in base alle quali gli elementi dello Spacelab realizzati in attuazione del presente accordo e descritti nell'allegato *A* possono essere messi a disposizione della NASA, verranno regolate nel memorandum d'intesa tra l'Organizzazione e la NASA e, se del caso, nell'accordo internazionale di cui all'art. 10 tra i Partecipanti ed il Governo degli Stati Uniti.

La decisione relativa ad una cessione degli impianti ed equipaggiamenti acquisiti spetta al Direttorio di programmazione di comune accordo con il Consiglio dell'Organizzazione.

Articolo 10

I Partecipanti intendono definire, previa consultazione con il Consiglio dell'Organizzazione, in un accordo con il Governo degli Stati Uniti le modalità relative all'utilizzazione dello Spacelab e delle altre parti del sistema orbitale di navette spaziali nonché in particolare delle navette spaziali, all'accesso alla tecnologia degli Stati Uniti nonché ad ogni altra questione riguardante il presente accordo.

Articolo 11

1. I Partecipanti indennizzeranno l'Organizzazione per ogni obbligo che le può derivare se a seguito della realizzazione del programma verrà impegnata la sua responsabilità di Organizzazione internazionale.

2. Ogni indennizzo per danni avvenuto dall'Organizzazione verrà accreditato sul bilancio annuale del programma di cui all'art. 5, comma quarto.

Articolo 12

I Partecipanti hanno preso atto delle disposizioni del previsto memorandum d'intesa con la NASA nonché dei diritti e doveri che ne derivano e si dichiarano d'accordo sul fatto che il Consiglio dell'Organizzazione autorizzi il direttore generale a firmare il memorandum d'intesa nella stesura approvata dal Direttorio di programmazione e dal Consiglio. Ove questo memorandum d'intesa non entri in vigore ed a esso vengano apportate modifiche di rilievo, i Partecipanti si consulteranno sulle misure da prendersi.

Articolo 13

1. Ogni controversia tra due o più Partecipanti oppure tra uno o più Partecipanti e l'Organizzazione, relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente accordo che non possa essere risolta amichevolmente sarà sottoposto, su richiesta di una delle Parti in causa ad un unico arbitro che verrà designato dal Presidente della Corte internazionale di giustizia. L'arbitro non può appartenere ad uno degli Stati parti della controversia, né avervi la residenza stabile.

2. Le Parti contraenti del presente accordo non interessate alla controversia possono prendere parte alla procedura; la decisione dell'arbitro è vincolante per tutti i Partecipanti e l'Organizzazione sia che abbiano preso parte o meno alla procedura.

Articolo 14

1. Il presente accordo è aperto alla firma da parte degli Stati membri dell'Organizzazione dal 1° marzo 1973 al 10 agosto 1973. Se a quella data il presente accordo, in conformità con il comma terzo, sarà entrato in vigore, il termine per la firma si proroga al 23 settembre 1973.

2. Gli Stati diventano Parti contraenti del presente accordo:

mediante la firma senza riserve di ratifica o di approvazione oppure

mediante deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione presso il Governo della Repubblica francese nel caso che l'accordo sia stato firmato con riserva di ratifica o d'approvazione.

3. Il presente accordo entra in vigore non appena sarà stato firmato dall'Organizzazione e non appena gli Stati, che secondo la tabella dell'allegato *B* corrispondono i due terzi dei contributi per la sottofase *B2*, sono diventati, in conformità con il paragrafo 2, Parti contraenti del presente accordo.

4. Ai fini del paragrafo 3 del presente articolo il deposito presso il Governo depositario di una dichiarazione che notifichi l'intenzione di applicare l'accordo a titolo provvisorio e di cercare di ottenere appena possibile la ratifica o l'approvazione, equivale al deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione.

5. I Governi degli Stati membri dell'Organizzazione che non avranno firmato l'accordo entro il 10 agosto 1973, possono aderire all'accordo anche dopo questa data, ove gli altri Governi contraenti diano la loro approvazione. In tal caso i Governi interessati dovranno depositare presso il Governo della Repubblica francese uno strumento di adesione; essi possono anche divenire Parti contraenti del presente accordo applicando il paragrafo 4 del presente articolo.

6. Ove il Direttorio di programmazione non disponga diversamente all'unanimità, i Governi che entrano a far parte del presente accordo in applicazione del paragrafo 5 pagano lo stesso contributo che se fossero state Parti contraenti all'entrata in vigore dell'accordo, i loro contributi, che devono comprendere anche un contributo alle spese della fase di definizione, verranno accreditati agli altri partecipanti prorata ai loro contributi al bilancio del programma.

Articolo 15

Il Governo di Stati non membri dell'Organizzazione può chiedere al Consiglio dell'Organizzazione l'adesione al programma; il Consiglio decide su queste domande all'unanimità e d'accordo col Direttorio di programmazione che stabilisce all'unanimità le modalità d'adesione.

Articolo 16

Dopo aver consultato il Direttorio di programmazione l'Organizzazione notifica ai Partecipanti la conclusione del programma in conformità col presente accordo la cui validità ha fine al ricevimento di tale notifica.

Articolo 17

1. Se un Partecipante desidera ritirarsi dal programma in conformità all'art. 6, paragrafo 2, egli notifica il suo ritiro all'Organizzazione. Il ritiro diviene effettivo il giorno della notifica fatte salve le disposizioni seguenti:

a) il partecipante che intende ritirarsi è tenuto a versare nella maniera convenuta i suoi contributi al bilancio annuale corrente o anteriore;

b) il Partecipante che intende ritirarsi è tenuto a pagare la sua parte nel bilancio dell'esercizio corrente o antecedente di crediti di pagamento corrispondenti agli impegni autorizzati ed utilizzati, relativamente alla fase di progettazione, sviluppo e costruzione;

c) il Partecipante che intende ritirarsi resta membro del Direttorio di programmazione fintantoché non ha assolto ai suoi impegni di cui ai paragrafi *a*) e *b*). Egli ha diritto di voto solo relativamente alle questioni che sono in stretto rapporto con tali impegni.

2. Il Partecipante che si ritira conserva i diritti acquisiti fino al momento in cui ha effetto il suo ritiro. Per quanto concerne disposizioni e sviluppi decisi dopo il suo ritiro, nessun diritto o dovere gli possono derivare da quella parte del programma al quale egli non contribuisce più, ove non sia stato concordato diversamente tra lui e gli altri Partecipanti. L'art. XVII della convenzione dell'Organizzazione si applica *mutatis mutandis*.

3. Se uno Stato non membro dell'Organizzazione, che ha aderito al Programma in applicazione dell'articolo 15, intende ritirarsi da esso, il presente articolo si applica *mutatis mutandis*.

Articolo 18

Gli allegati *A* e *B* costituiscono parte integrante del presente accordo.

Articolo 19

1. Fatte salve le disposizioni pertinenti del memorandum d'intesa il presente accordo può essere modificato su richiesta di un Partecipante o dell'Organizzazione. Le modifiche entrano in vigore non appena tutte le Parti hanno notificato la loro approvazione al Governo depositario.

2. Fatte salve le disposizioni pertinenti del memorandum d'intesa gli allegati del presente accordo possono essere modificati dal Direttorio di programmazione conformemente alle clausole di revisione contenute in tali allegati.

Articolo 20

Non appena il presente accordo è entrato in vigore, il Governo della Repubblica francese lo registra presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite in conformità con l'art. 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo 21

Il Governo della Repubblica francese è depositario del presente accordo e notifica ai Partecipanti ed alla Organizzazione la data della sua entrata in vigore e dei suoi emendamenti nonché il deposito degli strumenti di ratifica, di approvazione e di adesione e delle dichiarazioni d'intenzione riguardo all'applicazione provvisoria dell'accordo.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti sottoscritti opportunamente autorizzati, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Neuilly-sur-Seine il 15 febbraio millenovecentosettantatre, in lingue francese, inglese e tedesca, i tre testi facenti ugualmente fede, in un esemplare unico che verrà depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese, il quale ne trasmetterà copie certificate a tutti i Partecipanti ed all'Organizzazione.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO *A*

all'accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali relativo all'attuazione di un programma Spacelab.

1. — OBIETTIVI DEL PROGRAMMA SPACELAB.

Il programma Spacelab comprende la definizione, la progettazione, lo sviluppo e la costruzione di moduli di laboratorio abitabili pressurizzati e di porta-strumenti non pressurizzati in vista dell'esecuzione di lavori di ricerca e d'applicazione nel quadro delle missioni della navetta. Il modulo di laboratorio ed il porta-strumenti saranno trasportati, insieme o separatamente, nel compartimento di carico utile della navetta fino ad una orbita terrestre e ritorno; essi sono fissati sui piani orbitali e vengono manovrati da esso per tutta la durata della missione. Il modulo di laboratorio è caratterizzato da una atmosfera pressurizzata che non rende necessario l'uso di uno scaffandro, da grande adattabilità per il ricevimento del materiale di laboratorio e d'osservazione a costi minimi per gli utilizzatori, da un accesso rapido per gli utilizzatori ed un disturbo minimo per le operazioni al suolo dell'orbiter della navetta.

Il porta-strumenti che accoglie i telescopi, le antenne ed altri strumenti ed apparecchi, destinati ad essere direttamente esposti nello spazio sarà di norma fissato al modulo di laboratorio e gli esperimenti saranno telecomandati dal modulo di laboratorio; tuttavia esso potrà anche essere fissato direttamente all'orbiter e comandato dalla cabina dell'orbiter stesso.

Una descrizione più dettagliata del progetto sarà inclusa nel piano di progetto preliminare elaborato congiuntamente alla NASA.

2 — DESCRIZIONE DEL PROGRAMMA.

2.1. — *Fase di definizione* (fase *B*).

Sottofase *B1*:

continuazione dell'analisi del progetto scelto;

identificazione dei sotto-sistemi critici dal punto di vista dei costi;

eventuale adattamento delle strutture industriali.

Sottofase *B2*:

elaborazione di una proposta tecnica relativa alla scelta di un sistema ed alla creazione di un opportuno piano di sviluppo con una analisi dettagliata dei costi, ed una stima dei costi da farsi da parte dell'Organizzazione per la fase di progettazione, sviluppo e costruzione.

Sottofase *B3*:

Sulla base del sistema scelto alla fine della sottofase *B2* si realizzeranno i lavori seguenti:

studio di progetto preliminare relativo ai sotto-sistemi corrispondenti;

analisi delle operazioni;

elaborazione di una proposta fissa per la fase di progettazione, sviluppo e costruzione. Questa sottofase termina con la scelta del contrattante principale per la fase seguente.

2.2. — *Fase di progettazione, sviluppo e costruzione.*

Preparazione delle specificazioni di dettaglio e dei progetti di fabbricazione per i singoli elementi dello Spacelab.

Sviluppo degli elementi dello Spacelab.

Sperimentazione, montaggio e verifica dello Spacelab completo.

Sono previsti per la consegna alla NASA: un'unità di volo dello Spacelab, un modello funzionale dello Spacelab, due serie d'equipaggiamento al suolo dello Spacelab, nonché gli eventuali pezzi di ricambio e l'opportuna documentazione.

3. — CALENDARIO.

Attualmente si prevede il seguente calendario:

Fase di definizione (fase *B*).

Sottofase *B1*:

metà novembre 1972-fine gennaio 1973;

Sottofase *B2*:

inizio febbraio 1973-fine luglio 1973;

Sottofase *B3*:

inizio agosto 1973-fine 1973.

Fase di progettazione, sviluppo e costruzione.

Il primo volo dello Spacelab è previsto per il 1979.

4. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni del presente allegato possono essere riviste per decisione unanime del Direttorio di programmazione.

ALLEGATO *B*

all'accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali relativo all'attuazione del programma Spacelab.

1. — COSTI DEL PROGRAMMA.

Il volume finanziario globale viene stimato a 308 milioni di unità di conto (MUC) sulla base dei prezzi della metà del 1973 e comprende gli elementi seguenti:

Fase di definizione; il massimale finanziario per questa fase è stato fissato a 10 MUC e si suddivide come segue:

sottofase *B2*: 7 MUC;
sottofase *B3*: 3 MUC.

Fase di progettazione, sviluppo e costruzione: il massimale finanziario verrà fissato in conformità coll'articolo 5 paragrafo 1 dell'accordo. I costi del contratto principale di realizzazione sono stimati a 175 MUC.

Spese interne (stimate a 30 MUC) ed una parte delle spese comuni e di mantenimento (stimate a 33 MUC).

Una riserva per spese supplementari, ivi compresa la tecnologia spaziale, fissata a 15 MUC, ed una voce stimata a 45 MUC per le modifiche derivanti dal programma di navette spaziali e che non sono coperte dal contratto principale di realizzazione.

2. — TABELLA DEI CONTRIBUTI.

(*a*) Ogni Partecipante contribuisce, fatte salve le disposizioni di cui all'articolo 5, paragrafo 2 del presente accordo, conformemente alla tabella seguente valida per il 1973 alle spese derivanti dall'attuazione da parte dell'Organizzazione ai sensi del presente accordo della sottofase *B2* della fase di definizione.

Stati	Quota di contribuzione %
Repubblica federale tedesca	52,55
Belgio	4,20
Spagna	2,80
Francia	10,00
Paesi Bassi	2,00
Regno Unito	6,30
Svizzera	1,00
Italia ed altri Stati	21,15
Totale	100,00

(*b*) La tabella dei contributi per l'attuazione della sottofase *B3* e della fase di progettazione, sviluppo e costruzione verrà stabilita dagli Stati contraenti del presente accordo alla conclusione della sottofase *B2* (vedi articolo 5 del presente accordo).

3. — RESOCONTI DELL'ORGANIZZAZIONE SULLA SITUAZIONE FINANZIARIA E CONTRATTUALE.

Il direttore generale dell'Organizzazione impartisce, in conformità con le disposizioni dell'ordinamento finanziario della organizzazione e delle disposizioni emanate dal Consiglio dell'Organizzazione relativamente ai resoconti periodici che gli dovranno essere presentati (documento ESRO/C/306 add. 2 n. 1) Le direttive necessarie per la presentazione di resoconti sullo Stato e la distribuzione geografica dei lavori, sul ritiro dei contributi, sulle spese sostenute e sulle più recenti valutazioni dei costi complessivi del programma.

4. — DISPOSIZIONI FINANZIARIE.

Le spese dirette derivanti dall'attuazione del programma da parte dell'Organizzazione ai sensi del presente accordo vengono contabilizzate nel bilancio del programma che viene fissato e amministrato dall'Organizzazione in base alle disposizioni del suo ordinamento finanziario. La quota parte del programma relativa alle spese comuni ed alle spese di mantenimento della Organizzazione viene determinata e contabilizzata in base ai principi ed alle procedure adottate in materia dell'Organizzazione.

5. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente allegato possono essere riviste per decisione unanime del Direttorio di programmazione. I paragrafi 3 e 4 del presente allegato possono essere rivisti dal Consiglio direttivo del programma alla maggioranza di due terzi.

ACCORDO TRA ALCUNI STATI MEMBRI DELL ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI E L'ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI RELATIVO ALLA ESECUZIONE DI UN PROGRAMMA DI SATELLITI DI TELECOMUNICAZIONI.

PREAMBOLO

I Governi della Repubblica federale di Germania, del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, della Repubblica francese, della Repubblica italiana, del Regno dei Paesi Bassi, del Regno Unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord, del Regno di Svezia e della Confederazione svizzera (qui di seguito denominati « i Partecipanti »), Governi di Stati parti della convenzione per la creazione di un'organizzazione europea di ricerche spaziali aperta alla firma il 14 giugno 1962 (qui di seguito denominata « la convenzione »), e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali (qui di seguito denominata « l'Organizzazione »),

Considerando gli obiettivi elaborati (dopo aver consultato la Conferenza europea delle poste e telecomunicazioni « CEPT » e l'Unione europea di radiodiffusione « UER » conformemente alle risoluzioni della conferenza dei Ministri per le poste e le telecomunicazioni « Bruxelles, aprile 1970 e Vienna, aprile 1972 ») che son quelli di mettere a disposizione delle amministrazioni delle poste e telecomunicazioni (qui di seguito denominate « gli utenti »), a partire dal 1980, sicuri collegamenti spaziali capaci di smaltire una parte del traffico intra-europeo di telecomunicazioni pubbliche e gli scambi di programmi televisivi;

Considerando che il raggiungimento di questi obiettivi richiede rilevanti sforzi di sviluppo tecnologico che assicureranno lo sviluppo dell'industria europea e la metteranno in grado di partecipare in maniera più competitiva alla realizzazione di altri sistemi di telecomunicazioni spaziali;

Desiderosi a tal fine di eseguire un programma europeo comprendente il progetto, lo sviluppo, la costruzione e la messa a punto di un settore spaziale sperimentale e preoperazionale di telecomunicazioni, e la messa a disposizione degli utenti di satelliti operazionali sicuri e inoltre di sviluppare in Europa la tecnologia in questo settore;

Avendo preso nota del completamento della fase preparatoria di detto programma, e ricordando, l'approvazione dell'esecuzione della fase sperimentale successiva data durante la 44ª sessione del Consiglio dell'Organizzazione il 20 dicembre 1971 (ESRO/C/XLIII/RES. 3 (Final) capitolo I.3);

Vista la dichiarazione del 13 aprile 1973 fatta dai Rappresentanti al Consiglio dell'Organizzazione dei Governi suddetti;

Vista la risoluzione del Consiglio dell'Organizzazione adottata nella sua 56ª sessione relativa alla accettazione della domanda di esecuzione di tale programma nel quadro dell'Organizzazione;

Visto il memorandum dell'accordo tra l'Organizzazione e il Ministero delle comunicazioni del Canada relativo alla loro cooperazione nel settore della tecnologia spaziale avanzata, firmato il 18 maggio 1972,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

I Partecipanti intraprendono un programma, strutturato in fasi, avente per fine il progetto, lo sviluppo, la costruzione e la messa a punto di un settore spaziale sperimentale e preoperazionale di telecomunicazioni rispondente agli obiettivi degli utenti nonché, al suo completamento, la messa a disposizione di questi ultimi, di satelliti operazionali sicuri.

Gli elementi di tale settore spaziale sono descritti all'allegato *A* del presente accordo.

Articolo 2

1. Il programma menzionato al suddetto articolo primo si scagliona in due fasi. Esso è stato preceduto da una fase preparatoria di definizione del programma (fase 1), attualmente terminata. Queste due fasi, la cui descrizione figura all'allegato *A* del presente accordo son le seguenti:

a) Una fase tecnologica e sperimentale, durante la quale sono sviluppate a terra e qualificate a bordo di satelliti sperimentali e preoperazionali le tecniche di comunicazioni e le tecnologie del veicolo richieste per il programma (fase 2). Questa fase potrà essere rivista in ogni momento adatto durante la sua esecuzione in vista dell'inclusione di una sottofase (2-*bis*) comprendente lavori addizionali sulle tecniche avanzate e studi specializzati.

b) Una fase di sviluppo di due unità di volo operazionale e, se del caso, lancio e valutazione in orbita di un modello prototipo, nonché, a suo completamento, la messa a disposizione degli utenti potenziali di unità di volo operazionali, l'una in orbita e l'altra a terra, a condizioni da definire tra i Partecipanti e gli utenti (fase 3).

2. Le decisioni di passaggio alla sottofase 2-*bis* e alla fase 3 sono prese conformemente alle disposizioni del sottoindicato articolo 5.

Articolo 3

1. L'Organizzazione, in applicazione dell'articolo VIII della convenzione, esegue il programma menzionato all'articolo primo di cui sopra, conformemente al calendario e alle disposizioni dell'allegato *A* del presente accordo.

2. Salvo stipulazione contraria del presente accordo, l'Organizzazione esegue il programma in conformità con le regole e procedure in vigore nell'Organizzazione.

Articolo 4

1. Un Consiglio direttivo del programma, composto dai rappresentanti dei Partecipanti, assume la responsabilità del programma e prende tutte le decisioni relative, in conformità con le disposizioni del presente accordo.

2. Per i problemi che si riferiscono a questo programma e ad un altro programma dell'Organizzazione, il Consiglio direttivo del programma svolge il ruolo di organo consultivo del Consiglio dell'Organizzazione, al quale presenta tutte le necessarie raccomandazioni.

3. Il Consiglio direttivo del programma è anche incaricato di mantenere stretti rapporti con gli organismi nazionali e internazionali di telecomunicazioni al fine di poter rispondere ad una eventuale riorientazione degli obiettivi operazionali del settore spaziale previsto; esso definisce le norme d'utilizzazione del settore spaziale della fase 2 a fini sperimentali e preoperazionali.

4. Il Consiglio direttivo del programma può creare gli organi consultivi che ritiene necessari per assicurare la buona esecuzione del programma.

5. Le decisioni del Consiglio direttivo del programma sono prese conformemente alle disposizioni del presente accordo. In mancanza di disposizioni espresse, le norme di voto fissate dalla convenzione o dal Regolamento di procedura del Consiglio dell'Organizzazione si applica *mutatis mutandis*.

Articolo 5

Le decisioni relative all'avviamento e al contenuto preciso della sottofase 2-*bis* e della fase 3 del programma sono prese dal Consiglio direttivo del programma alla maggioranza dei due terzi che rappresenti almeno i due terzi dei contributi al programma. Se la decisione relativa alla fase 3 non può essere presa, i Partecipanti che desiderano tuttavia proseguire l'esecuzione del programma si consultano e fissano le modalità della sua continuazione. Essi ne informano il Consiglio dell'Organizzazione che prende, se del caso, tutte le disposizioni necessarie.

Articolo 6

1. Le spese risultanti dall'esecuzione del programma da parte dell'Organizzazione ai sensi del presente accordo sono sostenute dai Partecipanti conformemente alle disposizioni dettagliate previste all'allegato *B* del presente accordo e nei limiti dei pacchetti finanziari fissi relativi ad ogni fase come determinati in conformità con le disposizioni del presente articolo.

2. I Partecipanti convengono di contribuire al finanziamento della fase 2 del programma sulla base di un pacchetto finanziario fisso di 115,1 milioni d'unità di

conto (al livello dei prezzi della metà - 1972), al quale si aggiunge una parte di spese comuni e di sostegno dell'Organizzazione attualmente stimate a 28 milioni d'unità di conto.

3. Appena possibile durante la fase 2 e una volta soddisfatte le condizioni menzionate all'articolo 5 di cui sopra i Partecipanti determineranno, alla maggioranza menzionata al detto articolo 5, un pacchetto finanziario fisso relativo all'esecuzione della fase 3.

4. I bilanci annuali relativi al programma sono approvati alla maggioranza dei due terzi dal Consiglio direttivo del programma nel quadro del pacchetto finanziario fisso considerato.

Articolo 7

1. I partecipanti convengono, al fine di permettere la revisione del pacchetto finanziario fisso della fase considerata, di applicare la procedura in vigore all'Organizzazione in caso di variazione del livello dei prezzi.

2. Se un pacchetto fisso deve essere revisionato per altri motivi, diversi da una variazione del livello dei prezzi, si applicano le disposizioni seguenti:

a) Nella misura in cui non vi siano eccedenze cumulative di costi superiori al 20% dell'ammontare del pacchetto finanziario fisso della fase in corso, nessun Partecipante può ritirarsi dal programma e il Consiglio direttivo del Programma fissa le spese addizionali a maggioranza dei due terzi.

b) In caso di eccedenze cumulative di costi superiori al 20% dell'importo del pacchetto fisso considerato, i Partecipanti che lo desiderano possono recedere dal Programma sotto riserva delle disposizioni dell'articolo 17. Coloro che volessero proseguirne l'esecuzione si consultano e fissano le modalità della sua continuazione. Essi ne informano il Consiglio dell'Organizzazione che prende, se del caso, tutte le disposizioni necessarie.

Articolo 8

I diritti di proprietà intellettuale e l'accesso alle informazioni tecniche derivanti dall'esecuzione del programma sono riservate ai Partecipanti; tuttavia, l'Organizzazione ha il diritto di utilizzarli gratuitamente per l'insieme delle sue attività.

Articolo 9

I Partecipanti autorizzano l'Organizzazione a concludere i contratti necessari all'esecuzione del programma in conformità dei regolamenti e delle procedure dell'Organizzazione. Tuttavia, al momento della registrazione dei contratti e sub-contratti per l'esecuzione del programma, la preferenza è data, nel limite del possibile, all'esecuzione dei lavori sul territorio dei Partecipanti, prendendo in considerazione le decisioni del Consiglio dell'Organizzazione in materia di politica industriale e di ripartizione dei lavori.

Articolo 10

L'Organizzazione, agendo per conto dei Partecipanti, è proprietaria dei satelliti realizzati nel quadro del programma nonché degli impianti ed equipaggiamenti acquistati fino al termine della fase 3 per la sua esecuzione. Qualunque cessione degli impianti ed equipaggiamenti acquistati è decisa dal Consiglio direttivo del programma in consultazione con il Consiglio dell'Organizzazione.

Articolo 11

1. I Partecipanti indennizzano l'Organizzazione per ogni obbligo in cui essa incorra se la sua responsabilità internazionale è coinvolta a causa dell'esecuzione del programma.

2. Ogni risarcimento per danno ricevuto dall'Organizzazione nel quadro del programma è accreditato nei bilanci annuali del programma menzionati al paragrafo 4 dell'articolo 6.

Articolo 12

1. Ogni controversia tra due o più Partecipanti o tra uno o più Partecipanti e l'Organizzazione, relativa all'interpretazione o all'applicazione dell'accordo, che non può essere regolata amichevolmente, è sottoposta, a richiesta di una delle parti della controversia, ad un arbitro unico che è nominato dal Presidente della Corte internazionale di giustizia. L'arbitro non può essere cittadino di uno Stato parte della controversia né avere in questo Stato la sua residenza permanente.

2. La parti all'Accordo che non sono parti della controversia hanno il diritto di prendere parte all'istanza, e la decisione dell'arbitro è opponibile a tutti i Partecipanti e all'Organizzazione, abbiano essi preso parte o meno all'istanza.

Articolo 13

1. Il presente accordo è aperto alla firma dei Partecipanti dal 1° giugno 1973 fino al 21 settembre 1973.

2. Gli Stati divengono parti dell'accordo:

sia mediante firma senza riserva di ratifica o d'approvazione, sia mediante deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione presso il Governo della Repubblica francese, se l'accordo è stato firmato sotto riserva di ratifica o d'approvazione.

3. Il presente accordo entra in vigore quando è stato firmato dall'Organizzazione e gli Stati la cui partecipazione, conformemente alla tabella che figura all'allegato *B*, raggiunge i due terzi del totale dei contributi, sono divenuti parte dell'accordo ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo.

4. Ai fini del paragrafo 3 del presente articolo, il deposito presso il Governo depositario di una dichiarazione notificante l'intenzione di applicare l'accordo a titolo provvisorio e cercare di ottenerne, appena possibile, la ratifica o l'approvazione è considerato come deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione.

5. Il Governo di uno Stato membro dell'Organizzazione che non abbia firmato l'accordo entro il 21 settembre 1973 può divenire parte dell'accordo dopo la sua entrata in vigore, a condizione che gli altri Governi parti dell'accordo diano il loro assenso. Il Governo interessato deve depositare uno strumento d'adesione presso il Governo della Repubblica francese.

6. A meno che il Consiglio direttivo del programma decida altrimenti all'unanimità, un Governo che diventa parte del presente accordo dopo la sua entrata in vigore versa un contributo uguale a quello che avrebbe versato se fosse stato parte dell'accordo fin dalla sua entrata in vigore e questo contributo è accreditato agli altri Partecipanti nel bilancio del programma prorata dei loro rispettivi contributi.

Articolo 14

Il Governo di uno Stato non membro dell'Organizzazione puo presentare al Consiglio dell'Organizzazione domanda di adesione al programma; il Consiglio decide all'unanimità su questa domanda in accordo con il Consiglio direttivo del programma che determina alla unanimità le condizioni di adesione.

Articolo 15

L'Organizzazione dà notifica ai Partecipanti, dopo aver consultato il Consiglio direttivo del programma, del completamento del programma conformemente alle disposizioni del presente accordo che scade fin dalla ricezione di questa notifica.

Articolo 16

I Partecipanti possono decidere di sospendere l'esecuzione del programma alla maggioranza dei due terzi che rappresenti due terzi almeno dei contributi al programma.

Articolo 17

1. Se un Partecipante desidera ritirarsi dal programma in applicazione delle disposizioni dell'articolo 5 e del paragrafo 2 *b*) dell'articolo 7, notifica il suo ritiro all'Organizzazione. Il ritiro ha effetto dalla data di notifica sotto riserva delle disposizioni qui di seguito:

a) Il Partecipante che si ritira è tenuto a versare nella maniera convenuta l'importo dei suoi contributi ai sensi del bilancio annuale in corso o dei bilanci precedenti.

b) Il Partecipante che si ritira è tenuto a contribuire alla sua parte dei crediti di pagamento corrispondente ai crediti d'investimento approvati e utilizzati ai sensi del bilancio dell'esercizio in corso o degli esercizi precedenti e relativi ad ogni fase del programma la cui esecuzione è in corso.

c) Il Partecipante che si ritira rimane membro del Consiglio direttivo del programma fino al compimento dei suoi obblighi previsti in *a*) e *b*) di cui sopra. Egli non ha diritto di voto se non sulle questioni che sono direttamente legate a tali obblighi.

2. Il Partecipante che si ritira conserva i diritti acquisiti fino alla data in cui il suo ritiro prende effetto. Per le azioni e realizzazioni decise dopo il suo ritiro, nessun diritto o obbligo relativo al Partecipante che si ritira può derivare dalla parte del programma a cui esso non contribuisce più, a meno che non ne sia diversamente convenuto tra esso e gli altri Partecipanti. Le disposizioni dell'articolo XVII della convenzione della Organizzazione s'applicano *mutatis mutandis.*

3. Se uno Stato non membro dell'Organizzazione che ha aderito al programma in virtù delle disposizioni dell'articolo 14 si ritira dal programma, le disposizioni del presente articolo s'applicano *mutatis mutandis.*

Articolo 18

Gli allegati *A* e *B* al presente accordo ne sono parte integrante.

Articolo 19

1. Il presente accordo può essere rivisto su richiesta di un Partecipante o dell'Organizzazione. Gli emendamenti entrano in vigore quando tutte le Parti ne hanno notificato la loro accettazione al Governo depositario.

2. Gli allegati al presente accordo possono essere rivisti dal Consiglio direttivo del programma conformemente alle disposizioni delle clausole di revisione di tali allegati.

Articolo 20

Fin dall'entrata in vigore dell'accordo, il Governo della Repubblica francese lo farà registrare presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo 21

Il Governo della Repubblica francese è depositario del presente accordo e notifica ai Partecipanti e alla Organizzazione la data d'entrata in vigore dell'accordo e dei suoi emendamenti nonché i depositi degli strumenti di ratifica, d'approvazione, d'adesione e d'applicazione provvisoria dell'accordo.

In fede di che i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati a questo scopo, hanno firmato il presente accordo,

Fatto a Neuilly-sur-Seine, il 12 aprile 1973 nelle lingue tedesca, inglese e francese, i tre testi facenti ugualmente fede, in un esemplare unico che sarà depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese, il quale ne rilascerà copie certificate conformi a ciascuno dei Partecipanti e all'Organizzazione.

(*Seguono le firme*).

Allegato *A*

all'accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali relativo all'esecuzione di un programma di satelliti di telecomunicazioni.

1. — Obiettivi del programma di satelliti europei di telecomunicazioni.

Il programma ha per scopo la preparazione dell'installazione in Europa di un sistema operazionale di telecomunicazioni spaziali. Tale sistema fornirà collegamenti tramite satelliti che permettano di smaltire una parte sostanziale del traffico intra-europeo di telecomunicazioni previsto per il decennio 1980 al fine di rispondere agli obiettivi prevedibilmente richiesti dagli utenti. Il satellite sarà concepito in modo che i suoi obiettivi siano raggiunti al costo più basso possibile; la considerazione di altri obiettivi sarà possibile soltanto nel caso in cui non ne risultino costi supplementari.

2. — Descrizione del programma.

Il programma è strutturato in due fasi che sono le seguenti:

a) una fase tecnologica, durante la quale sono sviluppate a terra e qualificate a bordo di satelliti sperimentali e preoperazionali le tecniche di telecomunicazioni e le tecnologie del veicolo richieste per il programma (fase 2);

b) una fase di sviluppo di due unità di volo operazionali e, se necessario, lancio e valutazione in orbita di un modello prototipo, nonché a suo completamento, la messa a disposizione degli utenti potenziali di unità di volo operazionali, l'una in orbita, l'altra a terra, a condizioni da definirsi tra i Partecipanti e gli utenti (fase 3).

E' stato preceduto da una fase preparatoria circa la definizione del programma (fase 1) e che si è conclusa nel 1971.

2.1. — *Fase 2 del programma.*

La fase di sviluppo e sperimentazione tecnologica (fase 2), che si svolgerà dal 1972 al 1978, si concretizzerà essenzialmente, alla fine del 1976, con la satellizzazione di un veicolo sperimentale e preoperazionale, seguita dalla sua valutazione in orbita. I lavori da eseguire durante questa fase riguardano le seguenti voci:

a) sistema di telecomunicazioni;
b) tecnologia di sostegno;
c) satelliti sperimentali;
d) studi sulle configurazioni operazionali.

2.1.1. — Sistema di telecomunicazioni.

I lavori della fase 2 relativi al sistema di telecomunicazioni comprendono:

a) studi del sistema globale riguardanti in particolare l'analisi delle tecniche di telecomunicazioni come PCM/PSK/TDMA (modulazione mediante impulsi codificati/modulazione mediante spostamento di fase/accesso multiplo mediante ripartizione nel tempo), riutilizzazione delle frequenze mediante diversificazione della polarizzazione, accesso multiplo mediante ripartizione nello spazio, modulazione della potenza irradiata dal satellite e commutazione di bordo;

b) studi di problemi di trasmissione quali i fenomeni che limitano l'efficienza del ripetitore del satellite, problemi d'interfase con le stazioni a terra;

c) esperimenti di propagazione che comportano misure radiometriche per la stesura di statistiche sull'attenuazione atmosferica, di misure di propagazione sui collegamenti terrestri per lo studio degli effetti di depolarizzazione e di misure che utilizzino le boe del satellite al fine di consentire una analisi diretta dei fenomeni previsti;

d) studi sul settore a terra condotti in stretta collaborazione con gli utilizzatori per garantire il carattere ottimale del sistema satellite/attrezzature a terra che è stato scelto.

2.1.2. — Tecnologia supplementare.

Questa parte della fase 2 comprende lo sviluppo e la qualificazione di materiali critici nei seguenti settori:

tecnologia delle telecomunicazioni;
strutture e meccanismi;
regolazione termica;
regolazione d'attitudine e correzione dell'orbita;
conversione dell'energia.

Questi materiali sono necessari per lo sviluppo dei satelliti sperimentali e preoperazionali (CTS e OTS) della fase 2 nonché per la successiva attuazione della fase 3 e richiedono un lungo periodo di sviluppo.

2.1.3. — Satelliti sperimentali e preoperazionali.

La fase 2 deve terminare con gli esperimenti in orbita delle componenti sviluppate nel corso della fase «Tecnologia supplementare».

Tali esperimenti sono destinati a garantire:

la qualificazione in orbita dell'equipaggiamento delle telecomunicazioni a 11/14 GHZ;

la qualificazione in orbita del concetto di veicolo triassiale stabilizzato e fornito di pannelli solari orientabili nonché di un equipaggiamento sviluppato nel quadro del programma della tecnologia supplementare e considerato critico;

la valutazione di tecniche di telecomunicazione previste per il sistema operazionale in collaborazione con gli utilizzatori.

Per tale fase sperimentale e preoperazionale saranno utilizzati due satelliti:

In conformità con il Memorandum d'intesa firmato col Ministero delle comunicazioni del Canada, i materiali sviluppati dall'Organizzazione saranno sistemati a bordo del satellite per la tecnologia delle telecomunicazioni canadese che verrà messo in orbita nel corso del 1975.

L'equipaggiamento installato a bordo interessa i settori della tecnologia delle telecomunicazioni (amplificatori tubolari ad onde progressive ed amplificatori parametrici) e la conversione dell'energia (rete solare flessibile).

Il secondo e più importante elemento del programma sperimentale e preoperazionale sarà la messa in orbita alla fine del 1976 di un satellite sperimentale e preoperazionale denominato OTS (Orbital Test Satellite).

Tale satellite verrà lanciato da un vettore della classe Delta 2814. L'OTS si presenterà, nelle sue grandi linee, come veicolo a stabilizzazione triassiale, della durata di tre anni; di tipo modulare e fornito di pannelli solari orientati verso il sole; la sua attrezzatura per telecomunicazioni, comprenderà dei ripetitori della potenza di 20 W e di 40-120 MHZ di larghezza di banda con coperture d'antenna spotbeam (zona limitata) ed Eurobeam (Europa intera).

2.1.4. — Studi sulle configurazioni operazionali.

Nel corso della fase 2 del programma gli studi sulle configurazioni operazionali possibili verranno effettuati in collaborazione con i futuri utilizzatori in modo da consentire una scelta ottimale nel 1975-76.

2.1.5. — Sottofase (2-*bis*).

Nel caso che la revisione della fase 2 di cui all'art. 2 paragrafo 1 lettera *a*) dell'accordo porti alla costituzione di una sottofase 2-*bis*, tale sottofase avrà lo scopo di promuovere tecniche avanzate e studi specializzati in vista delle possibili configurazioni del satellite operazionale.

2.2. — *Fase 3 del programma.*

La successiva fase del programma, che prevede lo sviluppo e la costruzione di due unità di volo del veicolo operazionale inizia al più presto possibile prima della conclusione della fase 2 del programma.

La decisione relativa all'inizio della fase 3 è prevista per il 1975; si calcola che, tenuto conto degli esperimenti in orbita, 18 mesi di dati orbitali saranno disponibili al momento degli esami critici del veicolo operazionale. La conclusione della fase 3 è prevista per il 1980.

3. — CALENDARIO.

Il calendario provvisorio è il seguente:

Fase 1 - conclusa nel 1971.

Fase 2 - sviluppo delle tecnologie seguito dalla valutazione in orbita: 1972-1978.

Lo sviluppo del veicolo sperimentale e preoperazionale si effettuerà nel modo seguente:

fase *A*: settembre 1972-dicembre 1972;
fase *B*: aprile 1973-dicembre 1973;
fase *C*: gennaio 1974-inizio 1975;
fase *D*: inizio 1975-dicembre 1976;

Il lancio di tale veicolo è previsto per la fine di dicembre 1976.

Fase 3 - sviluppo del satellite operazionale: 1975-1980 e successivamente, al di fuori della fase 3, operazioni orbitali in configurazione operazionale a partire dal 1980.

4. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni del presente allegato possono essere modificate in seguito a decisione unanime del Consiglio direttivo di programmazione.

ALLEGATO *B*

all'accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali relative all'esecuzione di un programma di satelliti di telecomunicazioni.

1. — COSTO DEL PROGRAMMA.

La fase preparatoria di definizione del programma (fase 1) è stata finanziata con i fondi stanziati dalla conferenza spaziale europea.

1.1. — *Fase 2 del programma.*

Il massimale finanziario fissato per la fase 2 del programma ammonta a 115,1 MUC, espresso sulla base dei prezzi della metà del 1972. Tale ammontare corrisponde complessivamente alle spese dirette per il periodo 1972-1978, calcolate come segue:

	In milioni di unità di conto sulla base dei prezzi alla metà del 1972
a) Spese interne dell'Organizzazione	12,9
b) Sistema di telecomunicazioni	7,1
c) Tecnologia supplementare	27,4
d) Spese dirette per i satelliti sperimentali e preoperazionali (comprese le operazioni dell'OTS)	64,4
e) Studi sulle configurazioni operazionali	3,3
Totale	115,1

Le spese indirette, cioè la quota-parte del programma alle spese comuni e di sostegno dell'Organizzazione, dipendono dalla ampiezza del programma globale dell'Organizzazione e dal futuro metodo di ridistribuzione. Attualmente esse si calcolano di 28 MUC sulla base dei prezzi della metà del 1972, supponendo che le spese indirette siano diviste pro-rata tra tutti i programmi.

1.2. — *Sottofase 2-bis*).

Le spese dirette e il margine di rischio della sottofase *2-bis*, nel caso che ne venisse decisa la realizzazione, sono attualmente calcolate di 11 MUC sulla base dei prezzi della metà del 1972.

1.3. — *Fase 3 del programma.*

Il massimale finanziario indicativo previsto per la fase 3 del programma si compone come segue:

	In milioni di unità di conto sulla base dei prezzi della metà del 1972 Min	Max
	—	—
a) Spese dirette per lo sviluppo e la costruzione di due unità di volo del satellite operazionale:		
nel caso di una configurazione del satellite di 400 kg	121	
nel caso di una configurazione del satellite di 800 kg (il lancio di un modello prototipo (GO) rimanendo escluso)		203
eventuale lancio di un modello prototipo del satellite operazionale		18
b) Quota parte delle spese comuni e di sostegno dell'Organizzazione:		
nel caso di una configurazione del satellite operazione di 400 kg	34	
nel caso di una configurazione del satellite operazionale di 800 kg (il lancio del mod. prototipo rimanendo escluso)		55
c) Quota parte del margine di rischio globale dei programmi d'applicazione dell'organizzazione:		
nel caso di una configurazione del satellite operazionale di 400 kg	5	
nel caso di una configurazione del satellite operazionale di 800 kg		7
Totale . . .	160	283

2. — TAVOLA DEI CONTRIBUTI.

Ogni partecipante contribuirà alle spese risultanti dalla realizzazione del programma da parte dell'Organizzazione in base al presente accordo:

a) secondo la tavola seguente applicabile durante il periodo 1972-1974:

Stati	Quota parte di contribuzione %
—	—
Repubblica federale di Germania .	25,01
Belgio	3,96
Danimarca	2,35
Francia	23,11
Italia	14,69
Paesi Bassi	2,50
Regno Unito	20,09
Svezia	4,90
Svizzera . . .	3,39
Totale .	100,00

b) Successivamente in base ad una tabella che verrà stabilita secondo le abituali regole procedurali del Consiglio (art. XII, 1 (*b*) dell'accordo).

3. — RAPPORTI DELL'ORGANIZZAZIONE SULLA SITUAZIONE FINANZIARIA E CONTRATTUALE.

Il direttore generale dell'Organizzazione in conformità con le disposizioni afferenti all'ordinamento finanziario dell'Organizzazione ed alle disposizioni adottate dal Consiglio dell'Organizzazione in ordine ai rapporti periodici che devono essergli presentati (documento ESRO/C/306 add. 2, Rev. 1) impartisce le istruzioni necessarie per la presentazione dei rapporti sullo stato d'avanzamento e la distribuzione geografica dei lavori, il ritiro dei contributi, le spese affrontate e le ultime valutazioni dei costi complessivi per la realizzazione del programma.

4. — DISPOSIZIONI FINANZIARIE DA OSSERVARE.

Le spese dirette derivanti dall'attuazione del programma da parte dell'Organizzazione in conformità del presente accordo verranno contabilizzate in un conto spese di programma che sarà creato e gestito dall'Organizzazione secondo le disposizioni afferenti al suo regolamento finanziario. La quota-parte del programma alle spese comuni ed alle spese di sostegno dell'Organizzazione sarà fissata e imputata al conto spese di programma in base ai principi ed alle procedure adottate in materia dalla Organizzazione.

5. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente allegato possono essere sottoposte a revisione su decisione unanime del Consiglio direttivo del programma. I paragrafi 3 e 4 del presente allegato possono essere sottoposti a revisione dal Consiglio direttivo del programma con decisione presa a maggioranza dei due terzi.

ACCORDO TRA IL GOVERNO DEGLI STATI UNITI D'AMERICA E ALCUNI GOVERNI MEMBRI DELL'ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI PER UN PROGRAMMA COOPERATIVO RELATIVO ALLO SVILUPPO, L'ACQUISIZIONE E L'UTILIZZAZIONE DI UN LABORATORIO SPAZIALE IN COLLEGAMENTO CON IL SISTEMA DI NAVETTA SPAZIALE.

PREAMBOLO

Il Governo degli Stati Uniti d'America e i Governi della Repubblica federale di Germania, del Regno del Belgio, del Regno della Danimarca, della Spagna, della Repubblica francese, della Repubblica italiana, del Regno dei Paesi Bassi, del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, della Confederazione svizzera, parti dell'accordo tra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali relativo all'esecuzione del programma Spacelab, aperto alla firma il primo marzo 1973 (i citati Governi europei e ogni altro Governo che aderisca al presente accordo qui di seguito denominati i « Partners europei »),

Consapevoli della sfida che l'esplorazione spaziale rappresenta e delle possibilità in essa racchiuse e convinti che la cooperazione internazionale per la messa a punto e l'utilizzazione di nuovi meccanismi in vista dell'esplorazione spaziale rafforzerà i legami di amicizia tra i Paesi interessati e, in generale, contribuirà al mantenimento della pace mondiale;

Ricordando con soddisfazione l'ampiezza considerevole della cooperazione che i Paesi interessati hanno già praticato e praticano attualmente nel settore spaziale;

Desiderosi di prolungare e di estendere la cooperazione già realizzata da tali Paesi nel settore spaziale;

Convinti ugualmente che una tale cooperazione procurerà dei vantaggi scientifici, tecnologici ed economici di cui beneficeranno essi stessi e nello stesso tempo l'umanità intera;

Ricordando l'offerta fatta dal Governo degli Stati Uniti d'America all'Europa di cooperare al programma spaziale post-Apollo degli Stati Uniti;

Considerando che il Governo degli Stati Uniti d'America ha formulato una politica al fine di mettere a disposizione di altri paesi un aiuto per il lancio di missioni spaziali scientifiche e di applicazioni a scopi pacifici;

Prendendo atto della decisione della conferenza spaziale europea di partecipare al programma post-Apollo, decisione espressa nella risoluzione adottata a Bruxelles il 20 dicembre 1972;

Considerando che i Partners europei hanno incaricato l'Organizzazione europea di ricerche spaziali (qui di seguito denominata « CERS/ESRO ») di intrapren-

dere, sotto forma di progetto speciale, lo sviluppo di un laboratorio spaziale (qui di seguito denominato « SL »);

Considerando che il Governo degli Stati Uniti d'America ha affidato all'« Amministrazione nazionale della aeronautica e dello spazio » (qui di seguito denominata « NASA ») lo sviluppo del programma di navetta spaziale;

Considerando che il concetto del « SL » è essenziale allo sfruttamento completo della capacità della navetta spaziale;

Avendo preso atto del memorandum d'accordo tra la NASA e il CERS/ESRO, stabilito ai fini dell'esecuzione di un programma cooperativo relativo allo sviluppo, l'acquisizione e l'utilizzazione di un SL in collegamento con il sistema di navetta spaziale,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1
Scopi ed obiettivi

Il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei intraprendono un programma cooperativo relativo ad un sistema integrato di trasporto spaziale e di veicoli orbitali al fine di assicurare: 1) il progetto, lo sviluppo, la fabbricazione e la consegna della prima unità di volo dello SL, elemento destinato a fare parte integrante della navetta spaziale; 2) l'utilizzazione dei sistemi di navetta spaziale e di SL a fini pacifici; 3) la fabbricazione e l'acquisto di SL supplementari; 4) appropriati scambi e interazione per lo sviluppo e l'utilizzazione dei sistemi di navetta spaziale e di SL; e 5) l'esame delle possibilità di espansione ed estensione, al momento opportuno, di tale cooperazione nella misura richiesta dell'interesse comune.

Articolo 2
Descrizione generale del programma di navetta spaziale e del programma SL

A. Il programma di navetta spaziale prevede essenzialmente la definizione, il progetto e lo sviluppo di una navetta spaziale che: servirà a mettere in orbita terrestre dei carichi utili completi; rimarrà in orbita per missioni la cui durata sarà dell'ordine di sette giorni o più; assicurerà la sorveglianza e il controllo di sicurezza degli elementi del carico utile durante tutta la missione; assicurerà al suo equipaggio posti a sedere e una abitabilità completa, nonché una circolazione agevole tra la navetta e lo SL.

B. Il programma SL prevede la definizione, il progetto, lo sviluppo e l'acquisizione di moduli di laboratorio abitabili e di piattaforme non pressurizzate (porta-strumenti) fissate alla navetta, che ne faccia parte integrante e che consenta l'esecuzione di lavori di ricerca e d'applicazione durante le missioni di uscita della navetta.

Articolo 3
Agenzie di cooperazione e messa in opera del programma

A. La NASA è designata quale Agenzia di cooperazione incaricata dal Governo degli Stati Uniti d'America per mettere in opera la sua parte del programma cooperativo. Il CERS/ESRO, o l'organizzazione che gli succederà, è designato quale agenzia di cooperazione dei Partners europei per mettere in opera la loro parte di detto programma.

B. Le disposizioni dettagliate relative alla messa in opera del programma cooperativo sono enunciate nel memorandum d'accordo tra la NASA e il CERS/ESRO, del 14 agosto 1973, e confermato dal presente accordo. Dopo la creazione dell'organizzazione che succederà al CERS/ESRO, detto memorandum sarà considerato come concluso tra la NASA e questa organizzazione.

Articolo 4
Obblighi dei Parteners europei

I Partners europei eseguiranno la loro parte del programma cooperativo nell'assolvimento dei seguenti obblighi:

1) progettare, sviluppare, fabbricare e consegnare uno SL ed equipaggiamento connesso conformemente alle specifiche e al calendario fissati di comune accordo;

2) creare in Europa i mezzi e l'infrastruttura necessari per assicurare la possibilità di acquisto dal Governo degli Stati Uniti d'America, a dei prezzi ragionevoli, di tutti gli SL, elementi e pezzi di ricambio supplementari che saranno necessari a detto Governo;

3) assicurare la disponibilità di una capacità di sostentamento tecnologico che permetta allo SL di soddisfare ai desiderata del Governo degli Stati Uniti di America per quanto riguarda l'esecuzione delle missioni e,

4) prendere gli accordi di circostanza necessari per permettere la produzione di SLs, di elementi e di pezzi di ricambio negli Stati Uniti nell'eventualità in cui i Partners europei non riescano a terminare il primo SL o a produrre gli altri SL destinati ad essere acquistati dal Governo degli Stati Uniti d'America conformemente alle specifiche e al calendario convenuti a prezzi ragionevoli.

Articolo 5
Obblighi del Governo aegli Stati Uniti d'America

Il Governo degli Stati Uniti d'America eseguirà la sua parte del programma cooperativo nell'assolvimento dei seguenti obblighi: 1) fornire le informazioni e avvisi pertinenti; 2) sotto riserva della sua disponibilità e delle leggi e regolamenti americani applicabili in materia, fornire l'assistenza voluta e prendere delle misure in vista di assicurare l'esportazione delle tecnologie, ivi compresi know-how e hardware, che, di comune accordo, saranno riconosciuti necessari alla realizzazione e alla fabbricazione dello SL; 3) acquistare dai soli Partners europei tutti gli SL, elementi e pezzi di ricambio supplementari che avranno sostanzialmente la stessa concezione e le stesse capacità del primo SL, che saranno necessari al Governo degli Stati Uniti d'America, in particolare per i bisogni che sorgono dai suoi programmi internazionali, e che saranno disponibili conformemente a calendari convenuti e a prezzi ragionevoli; 4) astenersi dal procedere allo sviluppo separato e indipendente di ogni SL che abbia sostanzialmente la stessa concezione e le stesse capacità del primo SL, a meno che i Partners europei non riescano a produrre detti SLs, elementi e pezzi di ricambio conformemente alle specifiche e calendari convenuti e a prezzi ragionevoli; 5) utilizzare il primo

SL sviluppato in Europa quale parte integrante del sistema di navetta spaziale per l'esplorazione e l'utilizzazione pacifica dello spazio extra-atmosferico; e 6) tenere i Partners europei informati dei suoi piani relativi all'utilizzazione futura del sistema di navetta spaziale e, in particolare, delle concezioni future che potrebbero condurre a delle modifiche dell'attuale concezione dello SL, al fine di prolungare ed estendere al di là del quadro del presente accordo la cooperazione stabilita dallo stesso.

Articolo 6

Accesso alla tecnologia e all'informazione

A. I Partners europei avranno accesso alla tecnologia, ivi compreso il know-how, di cui dispone il Governo degli Stati Uniti d'America e che è loro necessario per assolvere con successo i loro compiti nel quadro del programma cooperativo; agli stessi fini, il Governo degli Stati Uniti d'America avrà accesso alla tecnologia, ivi compreso il know-how, di cui dispongono i Partners europei.

B. La tecnologia, ivi compreso il know-how, che le Parti avranno bisogno di ottenere l'una dall'altra per assolvere con successo i loro compiti nel quadro del programma cooperativo sarà definita in comune. Tuttavia, il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei si riservano ciascuno il diritto, in casi eccezionali, di fare in modo che la loro rispettiva tecnologia così definita sia messa a disposizione sotto forma di hardware invece di know-how.

C. La tecnologia, ivi compreso il know-how, che sarà stata così identificata e trasferita nel quadro del programma cooperativo e che dipende dalle norme di diritto comune in materia di licenze e di protezione della proprietà industriale, non potrà essere messa a disposizione di beneficiari che non siano i Partners europei, i loro cittadini e il CERS/ESRO agenti per loro conto nel quadro del programma cooperativo, senza la approvazione espressa preliminare del Governo degli Stati Uniti d'America. Se i Partenrs europei, i loro cittadini o il CERS/ESRO desiderano utilizzare questa tecnologia, ivi compreso il know-how, a fini diversi dai compiti di sviluppo e di produzione previsti dal programma cooperativo e che non siano in collegamento con l'uso che essi faranno della navetta spaziale e dello SL, queste utilizzazioni potranno essere regolate caso per caso conformemente alle pratiche commerciali normali nonché alle leggi e regolamenti americani applicabili.

D. Il Governo degli Stati Uniti d'America esaminerà caso per caso le domande d'accesso alla tecnologia americana, ivi compreso il know-how, andando al di là di ciò che è direttamente necessario per l'esecuzione del programma SL.

E. Ogni tecnologia, ivi compreso il know-how, trasferita dai Parteners europei al Governo degli Stati Uniti d'America o ai suoi cittadini nel quadro del programma cooperativo sarà sottoposta alle stesse condizioni per quanto riguarda la sua messa a disposizione e la sua utilizzazione.

F. L'accesso di cui sopra alla tecnologia, ivi compreso il know-how, s'effettuerà in modo tale da non ledere i diritti di proprietà esistenti di persone o organismi negli Stati Uniti o in Europa.

G. Il Governo degli Stati Uniti d'America metterà a disposizione dei Partners europei informazioni generali relative al progetto, allo sviluppo e all'utilizzazione del sistema di navetta spaziale di veicoli orbitali, in particolare quelli che sono necessari per la comprensione di questo sistema.

H. Nel caso in cui le informazioni richieste possano essere liberamente comunicate dalle agenzie del Governo degli Stati Uniti d'America, la loro messa a disposizione si farà a titolo gratuito; negli altri casi, il Governo degli Stati Uniti d'America si sforzerà al massimo di facilitarne la comunicazione a condizioni favorevoli.

I. Il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei, pur essendo convinti che lo SL può essere realizzato nel quadro delle capacità europee esistenti, riconoscono che alcuni elementi e alcuni servizi saranno probabilmente acquistati negli Stati Uniti su una base commerciale. Di conseguenza, il Governo degli Stati Uniti d'America avrà per principio, per quanto riguarda l'acquisto degli elementi e dei servizi legati alla realizzazione della navetta, che esso potrà procurarsi sul mercato, di tenere pienamente conto dei vantaggi offerti dall'Europa sul piano del costo, della qualità o della disponibilità.

J. Le disposizioni del presente articolo sono soggette alle leggi e regolamenti applicabili.

Articolo 7

Utilizzazione della navetta spaziale e dello SL

A. Il Governo degli Stati Uniti d'America, conformemente agli accordi e intese internazionali, metterà la navetta spaziale a disposizione dei Partners europei e dei loro cittadini per le loro missioni SL (esperienze e applicazioni), su una base sia di cooperazione sia di rimborso spese.

B. Per quanto riguarda le missioni spaziali dei Partners europei, il Governo degli Stati Uniti d'America metterà i detti Partners in grado di accedere agli SL sviluppati nel quadro del programma cooperativo e di utilizzarli per le esperienze o applicazioni proposte da essi su una base di rimborso spese, preferendole a quelle dei paesi terzi, considerando equo, in ragione della partecipazione dei Partners europei al programma cooperativo, di assicurare loro la priorità in caso di limitazione del carico utile o di conflitti di calendari. Le esperienze o applicazioni proposte nel quadro della cooperazione saranno scelte in funzione del valore di ogni proposta conformemente alla politica costante degli Stati Uniti, beneficiando le proposte dei Partners europei di una priorità nei confronti di quelle dei paesi terzi a condizione che il loro valore sia almeno uguale a quello delle proposte di detti Paesi.

I Partners europei avranno la possibilità d'esprimere i loro punti di vista per quanto riguarda il giudizio di merito relativamente alle loro proposte di cooperazione.

C. L'utilizzazione commerciale delle navette spaziali e degli SL avrà luogo su una base non discriminatoria.

L'istituzione da parte del Governo degli Stati Uniti d'America o dei Partners europei di norme e condizioni relative all'utilizzazione commerciale degli esemplari di SL darà luogo a scambi di vedute preliminari circa tali norme e condizioni e miranti ad armonizzare al

massimo le rispettive politiche. Se, in casi eccezionali, questo scambio di vedute si rivelasse impossibile, esso dovrebbe aver luogo alla prima occasione.

D. Per assicurarsi l'integralità dello sfruttamento e della gestione del sistema di navetta spaziale, il Governo degli Stati Uniti d'America avrà il pieno controllo del primo esemplare dello SL dopo la sua consegna al Governo stesso, ivi compreso il diritto di fissarne definitivamente l'utilizzazione a fini pacifici. Il Governo degli Stati Uniti d'America potrà apportare al primo esemplare dello SL tutte le modifiche che esso desidererà. Tuttavia, se le modifiche previste sono importanti, i Partners europei dovranno esserne informati anticipatamente affinché essi abbiano la possibilità di esprimere le loro vedute e di fornire le prestazioni relative a tali modifiche.

E. Per ciò che riguarda il primo volo del primo esemplare dello SL, esso spetterà al Governo degli Sati Uniti d'America di fissare gli obiettivi degli esperimenti del sistema. Per ciò che riguarda gli esperimenti, gli obiettivi di questo primo volo saranno determinati in comune su una base di cooperazione. In seguito, i Partners europei e il CERS/ESRO saranno incoraggiati ad utilizzare in cooperazione questo primo esemplare dello SL durante tutto il suo periodo utilizzabile, non essendone tuttavia esclusa l'utilizzazione sulla base del rimborso spese. Comunque, il Governo degli Stati Uniti d'America utilizzerà il primo esemplare dello SL senza restrizione e gratuitamente.

F. Il Governo degli Stati Uniti d'America offrirà ai cittadini dei Partners europei possibilità di far parte degli equipaggi naviganti del SL in collegamento con le loro missioni spaziali comportanti l'utilizzazione di uno SL. E' previsto che un europeo sia incluso tra i membri dell'equipaggio navigante del primo volo operazionale dello SL.

G. I risultati degli esperimenti della NASA e del CERS/ESRO che saranno stati effettuati durante le missioni dello SL eseguite su una base di cooperazione saranno messi gratuitamente a disposizione delle Parti del presente accordo, sotto riserva di tutti i diritti di proprietà e delle priorità abitualmente accordate ai diversi sperimentatori per lo sfruttamento e la pubblicazione anticipati dei dati ottenuti.

H. L'uso di navette spaziali o di SL da parte dei cittadini europei può essere concordato tramite il CERS/ESRO o il Partner europeo competente.

Articolo 8

Finanziamento

A. Il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei sopporteranno le spese della loro rispettiva partecipazione al programma cooperativo di cui al presente accordo.

B. Né il Governo degli Stati Uniti d'America né i Partners europei cercheranno di recuperare le spese pubbliche di ricerca e di sviluppo sostenute per la realizzazione degli elementi acquisiti dall'altra parte nel quadro del programma cooperativo.

C. Per ciò che riguarda le condizioni finanziarie relative ai servizi di lancio rimborsabili forniti da basi di lancio americane, i prezzi richiesti ai Partners europei, ai loro cittadini e al CERS/ESRO saranno calcolati sulla stessa base di quelli di carattere comparabile richiesti agli utenti privati americani.

Gli obblighi del Governo degli Stati Uniti d'America e quelli dei Partners europei sono soggetti alle loro rispettive procedure di finanziamento.

Articolo 9

Consultazioni e istituzione dei piani

A. Le Parti convengono di consultarsi in vista di facilitare la continuazione e l'allargamento della cooperazione nel settore dell'utilizzazione dello spazio extraatmosferico.

B. Per dare ai Partners europei migliori possibilità di determinare e di esprimere l'interesse che presenta per essi la preparazione e l'utilizzazione del sistema di navetta spaziale, e in particolare dello SL, il Governo degli Stati Uniti d'America assocerà dei rappresentanti dei Partners europei, consultandoli ed invitandoli come osservatori, alla preparazione della definizione delle missioni ai fini dell'utilizzazione del sistema nonché alla preparazione e alla gestione dello sviluppo generale del sistema.

C. Il Governo degli Stati Uniti d'America consulterà i Partners europei sulle misure appropriate che dovranno essere prese in caso di sospensione del programma di navetta spaziale e, conformemente alla politica americana e agli obiettivi definiti negli articoli 7 e 8, esso metterà a disposizione dei Partners europei o del CERS/ESRO altri dispositivi di lancio esistenti per l'esecuzione delle missioni che i Partners europei studiano in vista dei voli dello SL.

Articolo 10

Circolazione delle persone e dei materiali

A. Il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei faciliteranno l'entrata e l'uscita dai loro territori per le persone e i materiali necessari alla realizzazione del programma cooperativo previsto nel presente accordo.

B. Il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei si sforzeranno d'ammettere in franchigia di diritti di dogana e altre tasse i materiali che sono proprietà governativa.

C. Il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei si sforzeranno d'accordare per i materiali che non sono proprietà governativa: 1) l'entrata in franchigia di diritti di dogana e altre tasse; e 2) all'acquisto, l'esenzione dalle tasse nazionali e altre.

Articolo 11

Responsabilità

A. Il Governo degli Stati Uniti d'America assume la piena responsabilità dei danni causati ai suoi cittadini e ai suoi beni dall'applicazione del presente accordo. I Partners europei assumono la piena responsabilità dei danni causati ai loro cittadini, ai loro beni e, attraverso il CERS/ESRO, agli agenti e ai beni di questa Organizzazione dall'applicazione del presente accordo.

B. In caso di danni subiti a seguito del lancio, del volo o della discesa della navetta portatrice dello SL dai cittadini dei paesi che non sono parti del presente accordo, danni che mettono in gioco la responsabilità comune del Governo degli Stati Uniti d'America e dei Partners europei in virtù dei principi del diritto inter-

nazionale o della convenzione sulla responsabilità internazionale per danni causati dagli oggetti spaziali, il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei convengono di consultarsi prontamente in vista di una divisione equa dei risarcimenti chiesti. Se non è raggiunto un accordo entro 180 giorni, il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei agiranno prontamente perché la divisione di questi risarcimenti sia regolata senza ritardo per via d'arbitrato, conformemente al modello di norme sulla procedura arbitrale elaborata nel 1958 dalla commissione di diritto internazionale.

C. Se questi danni risultanti dall'applicazione del presente accordo e non contemplati dalle disposizioni del paragrafo *B* di cui sopra sono causati a cittadini di paesi che non sono parti di detto accordo, la responsabilità di questi danni sarà assunta dal Governo degli Stati Uniti d'America e/o i Partners europei, secondo la o le parti alle quali essa incomberà in virtù della legislazione applicabile.

D. Per ciò che riguarda il primo SL da fornirsi da parte dei Partners europei, il Governo degli Stati Uniti d'America, malgrado le disposizioni del paragrafo *A* di cui sopra, assumerà la responsabilità dei danni causati a questo primo SL dopo la sua accettazione da parte di detto Governo, ma esso non sarà responsabile dei danni sopravvenienti al momento del lancio, del volo o della discesa di una navetta spaziale.

Articolo 12

Controversie

La composizione di ogni controversia relativa alla messa in opera del programma cooperativo è di competenza delle agenzie previste all'articolo 3 del presente accordo.

Una controversia può essere sottomessa per la sua composizione a un rappresentante del Governo degli Stati Uniti d'America e a un rappresentante dei Partners europei soltanto se, a parere del Governo degli Stati Uniti d'America o dei Partners europei, esso compromette gravemente e sostanzialmente l'esecuzione del programma cooperativo. Se questi rappresentanti non riescano a comporre la controversia, essa potrà essere sottoposta ad un arbitrato la cui forma sarà fissata di comune accordo.

Articolo 13

Emendamenti

Il presente accordo può, su iniziativa del Governo degli Stati Uniti d'America o dei Partners europei, essere emendato di comune accordo. Un emendamento entra in vigore quando il Governo degli Stati Uniti d'America e i Partners europei hanno notificato la loro accettazione al Governo depositario.

Articolo 14

Entrata in vigore e depositario

A. Il presente accordo sarà firmato il 14 agosto 1973 dal Governo degli Stati Uniti d'America e dai Partners europei.

Esso entrerà in vigore a tale data per il Governo degli Stati Uniti e per quei Partners europei che lo firmeranno senza riserva di ratifica o d'approvazione.

B. Per i Partners europei che non l'avranno firmato il 14 agosto 1973, il presente accordo resterà aperto alla firma durante il periodo dal 15 agosto 1973 al 24 settembre 1973. Esso entrerà in vigore, per i Partners europei che lo firmeranno durante tale periodo senza riserva di ratifica o d'approvazione, alla data della sua firma.

C. Per i Partners europei che firmeranno il presente accordo sotto riserva di ratifica o d'approvazione e conformemente alle disposizioni del paragrafo *A* o del paragrafo *B* di cui sopra, l'accordo entrerà provvisoriamente in applicazione alla data della firma. Esso entrerà in vigore per questi Partners europei alla data del deposito del loro strumento di ratifica o d'approvazione presso il Governo depositario.

D. Dopo il 24 settembre 1973, ogni nuova partecipazione al programma cooperativo sarà regolata dalle disposizioni dell'articolo 15.

E. Il Governo depositario sarà il Governo della Repubblica francese.

Articolo 15

Adesione di altri Governi

A. Con il consenso delle Parti, e sotto riserva delle condizioni che potranno essere fissate da esse di comune accordo, altri Governi potranno aderire al presente accordo a titolo di Partners europei.

Tuttavia, il consenso del Governo degli Stati Uniti d'America non è necessario per l'adesione di un Governo attualmente membro del CERS/ESRO.

B. Un Governo può depositare il suo strumento di adesione dopo che le parti di cui al paragrafo *A* di cui sopra hanno notificato il loro consenso al Governo depositario, e l'adesione ha effetto alla data del deposito di detto strumento.

Articolo 16

Durata

Il presente accordo resterà in vigore fino al 1° gennaio 1985 e per cinque anni almeno dalla data del primo volo dello SL. Esso potrà essere esteso per tre anni, a meno che il Governo degli Stati Uniti d'America o i Partners europei non notifichino la loro intenzione di porvi fine prima del 1° gennaio 1985 o prima della scadenza dei cinque anni, secondo il caso. In seguito, esso potrà essere esteso per periodi successivi fissati di comune accordo tra le Parti.

Articolo 17

Registrazione

A. Il Governo depositario notificherà ai firmatari e ai Governi aderenti, le firme, ratifiche o approvazioni e adesioni.

B. Il presente accordo sarà registrato dal Governo depositario conformemente alle disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati a tale scopo dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Neuilly-sur-Seine, il 14 agosto 1973, nelle lingue tedesca, inglese e francese, ogni versione facente ugualmente fede, in un solo originale che sarà depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese, il quale ne rilascerà copie certificate conformi ai Governi degli Stati firmatari e aderenti.

(*Seguono le firme*).

ACCORDO TRA ALCUNI GOVERNI E L'ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI CONCERNENTE L'ESECUZIONE DEL PROGRAMMA DEL RAZZO VETTORE « ARIANE ».

PREAMBOLO

I Governi degli Stati membri della Conferenza Spaziale Europea firmatari del presente accordo (qui di seguito denominati « i partecipanti », e l'organizzazione europea di ricerche spaziali stabilita dalla convenzione aperta alla firma il 14 giugno 1962 (in appresso denominate rispettivamente « l'Organizzazione » e la « convenzione »);

Richiamandosi alla risoluzione adottata dalla conferenza spaziale europea (CSE) il 20 dicembre 1972 al termine della quale la CSE dà il suo accordo di massima perché venga iniziato, proseguito e gestito in un quadro europeo comune il progetto di realizzazione di un razzo vettore proposto dal governo francese in seguito all'abbandono del progetto Europa III e prendendo in considerazione le decisioni prese dalla Conferenza spaziale europea nella sua seduta del 31 luglio 1973;

Considerato che l'Agenzia spaziale europea a cui si richiama la predetta risoluzione (qui di seguito denominata « Agenzia ») è destinata a fornire il quadro europeo comune di questo programma affidato, in modo transitorio all'organizzazione;

Considerato l'interesse che rappresenta per l'Europa la disponibilità agli inizi degli anni 1980 di una capacità propria ed economicamente competitiva di messa in orbita di satelliti, in particolare, di satelliti di applicazione;

Considerato il vantaggio per gli Stati europei di mantenere la competenza acquisita nel campo dei razzi vettori e di utilizzare la tecnologia spaziale esistente in questi stessi Stati;

Visto il progetto di sintesi in data 15 aprile 1973 sottoposto dal governo francese ai ministri della CSE;

Vista la dichiarazione in data 1° agosto 1973 fatta dai rappresentanti del consiglio dell'organizzazione dai governi summenzionati (ESRO/C/LIX/Dec. 1);

Vista la risoluzione del Consiglio dell'Organizzazione presa nella sua 59ª seduta relativa all'accettazione della domanda concernente la esecuzione di questo programma nel quadro dell'Organizzazione, in attesa della costituzione dell'Agenzia spaziale europea (ESRO/C/LIX/Res i),

Hanno convenuto quanto segue;

Articolo I

I partecipanti si impegnano ad intraprendere alle condizioni previste dal presente accordo, la prima fase di un programma, avente per scopo lo sviluppo, inclusa anche la certificazione, di un razzo vettore di satelliti denominato Ariane; questo razzo è destinato a porre in orbita di trasferta dei carichi utili dell'ordine di 1500 kg e permette, grazie all'utilizzazione di un motore ad apogeo prestabilito, la messa in orbita geostazionaria di satelliti dell'« ordine di 750 kg ».

Questo programma comporta una seconda fase che avrà come fine la produzione di questo razzo e che verrà decisa ulteriormente.

Articolo II

1. La fase di sviluppo di questo programma menzionata all'articolo I verrà realizzata nel quadro dell'Agenzia di cui alla risoluzione della CSE del 20 dicembre 1972. In attesa della costituzione di detta Agenzia, questa fase viene iniziata nel quadro dell'Organizzazione in conformità con le disposizioni contenute negli allegati del presente accordo.

2. Salvo clausola contraria del presente accordo o dell'accordo di cui al presente paragrafo 3, questa fase del programma sarà realizzata in conformità alle regole e procedure in vigore nell'Organizzazione.

3. I partecipanti, tramite l'Organizzazione, affidano al Centro nazionale degli studi spaziali (CNES), istituto francese di diritto pubblico e a ciò investito dal Governo francese, l'esecuzione della prima fase del programma menzionato all'articolo I ed incaricano, per proprio conto, l'Organizzazione del controllo della sua esecuzione. L'Organizzazione e il CNES stabiliscono un trattato che definisce le modalità particolareggiate della loro cooperazione in vista della realizzazione dei fini del presente accordo.

Articolo III

1. Gli obiettivi del programma menzionati all'articolo I, la descrizione del razzo vettore e quella della fase di sviluppo del programma sono contenuti nell'allegato *A* del presente accordo.

La decisione di procedere alla fase di produzione del programma verrà presa in conformità alle disposizioni del seguente articolo V.

2. La tappa di definizione di sviluppo del programma ha per scopo di stabilire i dati specifici particolareggiati del razzo vettore sulle basi tecniche dell'allegato *A* del presente accordo, di stabilire un piano di sviluppo particolareggiato, di suddividere i lavori nell'industria e di adeguare il contributo finanziario di ogni partecipante al programma in conformità alla procedura riportata nell'articolo X. del presente accordo.

3. Gli elementi dell'analisi particolareggiata, di cui al paragrafo 2 del presente articolo, permetteranno di realizzare la fase di sviluppo. Questa avrà termine quando verrà pronunziata la certificazione del razzo vettore a conclusione delle prove in volo.

Articolo IV

1. Un Consiglio direttivo del programma, composto dai rappresentanti dei partecipanti, si assume la responsabilità del programma e prende ogni decisione a suo riguardo, in conformità alle disposizioni del presente accordo.

2. Per i problemi riguardanti questo programma ed altro programma dell'Organizzazione, il Consiglio direttivo del programma funge da organo consultivo del Consiglio dell'Organizzazione al quale presenta tutte le raccomandazioni necessarie.

3. Il Consiglio direttivo del programma prende ogni decisione riguardante il programma stesso in conformità con le disposizioni del presente accordo e in particolare:

a) controlla lo svolgimento del programma e in particolare della fase di sviluppo determinata dal piano di sviluppo sulla base dei rapporti che sono parafati dal

CNES e che gli vengono presentati dal Direttore generale dell'Organizzazione;

b) controlla le prestazioni globali del razzo e i requisiti di garanzie di qualità specifici del programma realizzate dal CNES sulla base dei rapporti che sono preparati dal CNES e che gli vengono sottoposti dal direttore generale dell'Organizzazione;

c) viene informato circa la suddivisione dei lavori tra i diversi partecipanti e, all'occorrenza, costituisce, nel corso della esecuzione della fase di sviluppo del programma, l'organo di ricorso se un partecipante desidera porre obbiezioni alla scelta del costruttore fatta dal CNES;

d) approva il rapporto di certificazione in volo del razzo vettore presentato dal CNES;

e) decide le condizioni di partecipazione a questa fase del programma, di Stati non membri dell'Organizzazione in conformità alle disposizioni dell'articolo XVII, paragrafo 2, del presente accordo;

f) vigila a ciò che l'Organizzazione stabilisca un coordinamento efficace con potenziali utenti del razzo e definisce le specificazioni d'interfaccia tra il razzo e i carichi utili.

4. Il Consiglio direttivo del programma può creare gli organi consultivi che egli ritiene necessari per portare a termine la sua missione.

5. Salvo disposizioni contrarie del presente accordo, le decisioni del Consiglio direttivo del programma vengono prese a maggioranza semplice dei partecipanti.

Articolo V

1. Il Consiglio direttivo del programma stabilisce gli elementi necessari alla decisione dei partecipanti di procedere alla fase di produzione del programma stesso. Quelli, fra i partecipanti, che si sono dichiarati interessati a partecipare alla fase di produzione concludono un nuovo accordo che definisce il contenuto di questa fase, le modalità finanziarie della sua esecuzione così come l'attribuzione dei lavori che essi si sforzeranno di mantenere, nei limiti del possibile, identica a quella definita per la fase di sviluppo.

2. I partecipanti si sforzeranno di mantenere disponibili, nel corso della fase di produzione, i mezzi industriali messi in opera nel corso della fase di sviluppo e, sia che partecipino o meno al nuovo accordo, non porranno ostacoli all'utilizzazione di questi mezzi.

Articolo VI

1. Le spese derivanti dall'esecuzione della fase di sviluppo del programma ai termini del presente accordo, sono sostenute dai partecipanti in conformità alle disposizioni previste all'allegato *B* del presente accordo.

2. I partecipanti convengono di contribuire, sulla base di una copertura finanziaria stabile di 380.391.165 U.C.:

a) alle spese dirette come sono definite nell'allegato *B*, paragrafo 1-*a*), del presente accordo relative alla fase di sviluppo del programma sulla base di un ammontare di 2060 milioni di franchi francesi che rappresentano 370.891.165 U.C., secondo il tasso di conversione in vigore al primo gennaio 1973 (un U.C. rappresentando 5,55419 franchi francesi;

b) alle spese interne della organizzazione previste all'allegato *B*, paragrafo 1-*b*) del presente accordo che ammontano a 2.500.000 U.C.; e

c) alle spese risultanti dalla manutenzione di impianti specifici che verrebbero creati o messi a disposizione della organizzazione per la esecuzione del programma alle condizioni menzionate all'articolo XII, paragrafo 2 del presente accordo sulla base di un ammontare di 7.000.000 di U.C.

Le spese del gruppo che si occupa del progetto e del personale di assistenza tecnico del CNES vengono assunte dal Governo francese.

3. I partecipanti contribuiscono alle spese sopra menzionate al paragrafo 2 secondo le tabelle dei contributi fissate nell'allegato *B* del presente accordo e con riserva delle disposizioni contenute nell'articolo VII. Quindi, nel caso venissero applicate le disposizioni dell'articolo VII, paragrafo 2, circa le spese previste dal paragrafo 2-*a*) sopra riportato, l'impegno totale dei partecipanti ammonterebbe a 454.569.398 U.C., nonostante le disposizioni del successivo articolo VII, paragrafi 1 e 2-*b*).

4. I bilanci annuali relativi alla fase di sviluppo del programma vengono approvati a maggioranza dei due terzi dei partecipanti che rappresenti almeno i due terzi del peso dei voti menzionato ai paragrafi 2, 3 dell'allegato *B*, del Consiglio direttivo del programma allo interno della copertura finanziaria stabile prevista al paragrafo 2 del presente articolo. I partecipanti s'impegnano a mettere a disposizione della Organizzazione i fondi necessari alla esecuzione del programma secondo le procedure e lo scadenzario che figura all'allegato *B* del presente accordo. Un aggiornamento di questo scadenzario verrà presentato ogni anno al Consiglio direttivo del programma insieme con il bilancio.

Articolo VII

1. Salvo disposizioni particolari previste all'allegato *B*, paragrafo 2.4 del presente accordo, i partecipanti convengono, al fine di permettere la revisione delle somme menzionate all'articolo VI, paragrafo 2, nel caso di variazione del livello dei prezzi:

a) di applicare al contributo di ogni partecipante alle spese dirette previste dall'articolo VI, paragrafo 2-*a*), delle formule di revisione che utilizzino gli indici nazionali appropriati adottati dalla Organizzazione e

b) di applicare al contributo di ogni partecipante alle spese previste all'articolo VI paragrafo 2-*b*) e *c*), le regole normali in vigore nell'Organizzazione.

2. Se, su parere del Consiglio direttivo del programma, l'ammontare delle spese dirette previste all'articolo VI, paragrafo 1-*a*), deve essere revisionato per dei motivi diversi da una variazione del livello dei prezzi, sono da applicarsi le seguenti disposizioni:

a) nella misura in cui non vi siano spese aggiuntive superiori al 20 per cento di questo ammontare, eventualmente previsionato secondo le disposizioni del precedente paragrafo 1, sopra riferito, i partecipanti sono tenuti a contribuirvi in una misura proporzionale al loro contributo stabilito all'allegato *B* del presente accordo;

b) le spese aggiuntive superiori al 20 per cento di detto ammontare, sono assunte dal governo francese nella misura in cui non eccedono il 35 %;

c) nessun partecipante può ritirarsi dal programma finchè rimangono valide le disposizioni del comma *a*) e del comma *b*) del presente paragrafo;

d) quando le spese aggiuntive eccedono il 35 % dell'ammontare delle spese dirette previste all'articolo VI, paragrafo 2-*a*), eventualmente revisionate conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 di cui sopra, sia di fatto, sia secondo le previsioni accettate dal Consiglio direttivo del programma, gli obblighi del Governo francese più sopra menzionati cessano e i partecipanti si accordano sul seguito da dare al programma;

e) il Governo francese riesaminerà il mantenimento dell'impegno previsto al comma *b*) più sopra riportato nel caso in cui i fondi necessari alla esecuzione del programma non potessero più essere messi a sua disposizione dall'Organizzazione per il venir meno di uno o più partecipanti.

Articolo VIII

1. I diritti di proprietà intellettuale e l'accesso alle informazioni tecniche derivanti dall'esecuzione della fase di sviluppo del programma sono riservate ai partecipanti; tuttavia, l'Organizzazione ha il diritto di utilizzarli gratuitamente per l'insieme dei suoi programmi.

Articolo IX

1. I partecipanti, attraverso la Organizzazione, mettono a disposizione del CNES i crediti di impegno e di pagamento necessari alla esecuzione della fase di sviluppo del programma, conformemente al bilancio approvato dal Consiglio direttivo del programma e alle disposizioni del paragrafo 2.4 dell'allegato *B* del presente accordo.

2. I contributi dei partecipanti saranno richiesti dalla Organizzazione sulla base delle sue regole in vigore e in conformità alle disposizioni figuranti all'allegato *B* del presente accordo.

Articolo X

1. Il CNES stipula i contratti necessari alla esecuzione della fase di sviluppo del programma. Al momento della stesura dei contratti e dei subcontratti per l'esecuzione di detta fase, la preferenza è data alla esecuzione dei lavori in primo luogo sul territorio dei partecipanti e in secondo luogo sui territori degli altri Stati membri dell'Organizzazione o successivamente della Agenzia.

2. Il CNES sottopone al Consiglio direttivo del programma, prima della conclusione dello stadio di definizione, la divisione dei lavori sulla base dei contributi che figurano al paragrafo 2.1 dell'allegato *B*. Questa distribuzione prevede i lavori che offrono un interesse tecnologico definito, secondo la definizione accettata dal Consiglio direttivo del programma e che rappresentano l'80 % dell'ammontare delle spese dirette menzionate all'articolo VI, paragrafo 2-*a*), di cui sopra.

3. Il CNES affida ai partecipanti dei contratti di un valore proporzionale al contributo dei partecipanti allo ammontare dei lavori più sopra definito. Se questo scopo non potesse essere raggiunto riguardo all'uno o a più partecipanti, si procederà prima della conclusione dello stadio di definizione, a una riduzione proporzionale dei contributi del partecipante/i in questione. Se risultasse una mancanza di finanziamento della fase di sviluppo il governo francese è responsabile di questo finanziamento. Riguardo alle spese aggiuntive menzionate all'articolo VII, paragrafo 2-*a*), il CNES si sforzerà, al momento della stesura dei contratti, considerando la natura specifica del lavoro, la difficoltà di applicare le stesse regole di distribuzione geografica e la necessità di assicurare un buon svolgimento della fase di sviluppo, di non pregiudicare il giusto ritorno dei partecipanti e di arrivare a una divisione dei lavori la più equa possibile.

4. I contratti che corrispondono a dei lavori che presentano un interesse tecnologico minore, come i lavori di infrastruttura o le forniture di materie consumabili, saranno redatti su una base competitiva. A tal fine il CNES rivolge delle richieste di offerta alle ditte i cui nomi saranno stati indicati dai partecipanti.

5. I contratti relativi a dei lavori effettuati sul territorio di uno Stato non membro dell'Organizzazione non saranno presi in considerazione nel calcolo della distribuzione geografica dei contratti tra i partecipanti.

6. Le disposizioni contrattuali sono basate sui regolamenti e le procedure in vigore nel CNES. Tuttavia, l'Organizzazione definisce il contenuto delle clausole che garantiscono il rispetto dell'applicazione degli articoli VIII e XII del presente accordo.

7. I partecipanti prendono, in conformità alle disposizioni del protocollo sui privilegi e immunità dell'Organizzazione, tutte le misure in vista dell'esenzione dei contratti stipulati ai sensi del presente accordo dalle imposte fiscali e doganali, o, se del caso, del rimborso delle imposte già percepite.

Articolo XI

Il governo francese si fa garante del pagamento delle somme:

a) che saranno versate a beneficio del programma sotto il titolo « Altre entrate » da uno Stato membro della Organizzazione non firmatario del presente accordo e con il quale egli avrà concluso un accordo bilaterale compatibile con le disposizioni del presente accordo, ai fini dell'esecuzione di alcuni lavori nella fase di sviluppo del programma;

b) che figurano sotto la rubrica « altri Stati » nella tabella dell'allegato *B*, paragrafo 2, fintantochè queste somme non saranno coperte in altro modo.

Nessun accordo bilaterale menzionato al paragrafo *a*) sopra riportato non dovrà in alcun caso creare degli obblighi nei confronti degli altri partecipanti al programma.

Tuttavia, per l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo X del presente accordo un tale Stato membro della Organizzazione viene considerato quale partecipante alla fase di sviluppo del programma.

Articolo XII

1. L'Organizzazione agendo per conto dei partecipanti è proprietaria degli elementi del razzo Ariane delle installazioni e degli equipaggiamenti acquistati per la sua realizzazione e delle installazioni di lancio realizzate nel quadro del programma.

2. I partecipanti proprietari di installazioni che possano essere utilizzate ai fini del programma Ariane si impegnano a metterle a disposizione di detto programma a condizioni finanziarie limitatamente al rimborso delle spese marginali.

3. Gli elementi, strutture ed equipaggiamenti previsti al paragrafo 1 del presente articolo sono messi a disposizione dei partecipanti che agiscono nel quadro del loro programma o di un programma dell'organizzazione nella misura in cui la loro utilizzazione ai fini del programma Ariane lo permette.

In queste condizioni i canoni chiesti per questa utilizzazione non contemplano l'ammortamento di questi beni. Il Consiglio direttivo del programma fissa le relative condizioni.

4. L'organizzazione può mettere questi beni a disposizione di terzi non previsti nel paragrafo 3 del presente articolo, nella misura in cui la loro utilizzazione ai fini del programma Ariane e per i bisogni dei partecipanti lo permette, e nelle condizioni finanziarie che saranno fissate dal Consiglio direttivo del programma.

5. Qualsiasi cessione di elementi, iniziati ed equipaggiamenti acquistati è decisa dal Consiglio direttivo del programma previa consultazione con il Consiglio dell'Organizzazione.

Articolo XIII

1. Il razzo Ariane, quando sarà dichiarato operativo, sara messo a disposizione della Organizzazione e dei partecipanti per le loro necessità secondo una decisione dei partecipanti presa attraverso il Consiglio direttivo del programma, o attraverso un organo che venga stabilito nel quadro della Agenzia menzionata all'articolo 2, e secondo le disposizioni di un nuovo accordo di cui all'articolo V, paragrafo 1.

Le installazioni appartenenti al Governo francese e necessarie alla realizzazione dei lanci saranno anch'esse messe a disposizione della Organizzazione e dei partecipanti, in conformità alle condizioni menzionate allo articolo 12, paragrafo 2, di cui sopra.

2. La decisione relativa alle condizioni secondo le quali dei modelli di volo del razzo vettore Ariane potrebbero essere messi a disposizione di altri Stati e di organizzazioni internazionali a fini pacifici, nonché a quelle secondo le quali dei lanci potrebbero essere eseguiti per conto di questi Stati ed organizzazioni sarà presa alla maggioranza dei due terzi dei partecipanti con riserva delle disposizioni del nuovo accordo menzionato all'articolo V, paragrafo 1.

3. Le disposizioni che figurano ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo si applicano anche alla fornitura di elementi, sottogruppi e componenti realizzati per la fase di sviluppo del programma.

Articolo XIV

1. I partecipanti risarciscono l'Organizzazione per ogni obbligo ch'essa possa contrarre nel caso che la sua responsabilità internazionale venga coinvolta in seguito alla esecuzione della fase di sviluppo del programma.

2. Ogni risarcimento per danno subito dall'Organizzazione nel quadro della fase di sviluppo del programma è accreditato come entrata sui bilanci annui del programma menzionati al paragrafo 4 dell'articolo VI.

Articolo XV

1. Ogni controversia tra due o più partecipanti oppure tra uno o più partecipanti e l'Organizzazione per quanto concerne l'interpretazione o l'applicazione dell'accordo, che non possa essere composta in via amichevole è demandata, su richiesta di una delle parti alla controversia, ad un arbitro unico che è nominato dal presidente della Corte internazionale di giustizia. L'arbitro non può essere cittadino di uno Stato parte della controversia né avere in questo Stato la sua residenza permanente.

2. Le parti dell'accordo che non sono parti della controversia hanno diritto di prendere parte all'istanza, e la decisione dell'arbitro è vincolante per tutti i partecipanti e per l'Organizzazione, sia che essi abbiano preso parte o no alla istanza.

Articolo XVI

1. Il presente accordo è aperto alla firma degli Stati membri della Conferenza spaziale europea a partire dal 15 ottobre 1973 fino al 30 novembre 1973.

2. Gli Stati diventano parti dell'accordo:

sia con la firma senza riserva di ratifica o di approvazione,

sia col deposito di uno strumento di ratifica o di approvazione, presso il Governo della Repubblica francese, se l'accordo è stato firmato con riserva di ratifica o di approvazione.

3. Il presente accordo entrerà in vigore quando sarà stato firmato dalla Organizzazione e quando gli Stati, la cui partecipazione ammonta al 75% del totale del peso di voti menzionato al paragrafo 2.3 dell'allegato *B*, saranno diventati parti dell'accordo ai termini del paragrafo 2 del presente articolo.

4. Ai fini del paragrafo 3 del presente articolo il deposito presso il governo depositario di una dichiarazione che notifichi l'intenzione di applicare l'accordo a titolo provvisorio o di cercare di ottenere, appena possibile, la ratifica o l'approvazione, è considerato come il deposito di uno strumento di ratifica o di approvazione.

5. Il governo di uno Stato membro di una organizzazione che non abbia firmato l'accordo alla data del 30 novembre 1973 può dopo questa data diventare parte dell'accordo, a condizione che gli altri governi parti dell'accordo diano il loro assenso. In tal caso il governo interessato deve depositare uno strumento di adesione presso il Governo della Repubblica francese; può anche applicare le disposizioni menzionate nel paragrafo 4 del presente articolo, al fine di diventare parte del presente accordo. Il Consiglio direttivo del programma determina all'unanimità le condizioni di partecipazione dello Stato aderente.

Articolo XVII

1. Il Governo di uno Stato non membro dell'Organizzazione può presentare al Consiglio dell'Organizzazione domanda di adesione al programma.

2. Il Consiglio direttivo del programma stabilisce alla unanimità sulla ricevibilità della domanda che è poi, in caso positivo sottoposta al Consiglio, il quale decide alla unanimità. Il Consiglio direttivo del programma determina all'unanimità le condizioni di partecipazione dello Stato aderente.

Articolo XVIII

I partecipanti possono decidere all'unanimità di mettere fine al programma; in questo caso priorità di acquisizione degli elementi, strutture, equipaggiamenti acqui-

stati per l'esecuzione della fase di sviluppo di questo programma sarà data al partecipante che si impegnerà a proseguire per proprio conto questo programma od un programma affine.

Articolo XIX

L'Organizzazione informa il Governo depositario della refiliazione del presente accordo. Questo ne dà notifica ai partecipanti.

Articolo XX

1. Se un partecipante desidera ritirarsi dalla fase di sviluppo del programma, in applicazione dell'art. VII, paragrafo 2-*c*), egli ne dà notifica all'Organizzazione. Questo ritiro ha effetto a partire dalla data di notifica con riserva delle seguenti disposizioni:

a) il partecipante che si ritira è tenuto a saldare nel modo stabilito l'ammontare dei suoi contributi al bilancio annuo in corso o dei bilanci precedenti;

b) il partecipante che si ritira è tenuto a contribuire alla sua parte dei crediti di pagamento corrispondenti ai crediti di impegno votati e utilizzati in base al bilancio dell'esercizio in corso o degli esercizi precedenti relativi alla fase di sviluppo;

c) il partecipante che si ritira resta membro del Consiglio direttivo del programma fino al compimento dei suoi obblighi previsti ai precedenti commi *a*) e *b*). Egli ha diritto di voto solo sulle questione che sono direttamente legate a tali obblighi.

2. Il partecipante che si ritira conserva i diritti acquisiti fino alla data del suo ritiro effettivo. Per le azioni e realizzazioni decise dopo il suo ritiro, nessun diritto o obbligo relativo al partecipante può nascere da quella parte del programma alla quale egli non contribuisce più, a meno che non sia stato stabilito diversamente tra lui e gli altri partecipanti. Le disposizioni dell'articolo XVII della convenzione della Organizzazione si applicano *mutatis mutandis*.

3. Se uno Stato non membro della Organizzazione che ha aderito al programma in virtù delle disposizioni dell'articolo XVII del presente accordo si ritira dal programma, le disposizioni del presente articolo si applicano *mutatis mutandis*.

Articolo XXI

Gli allegati *A* e *B* del presente accordo ne sono parte integrante.

Articolo XXII

1. Il presente accordo può essere riveduto su richiesta di un partecipante o dell'Organizzazione. Gli emendamenti entrano in vigore quando tutte le parti ne avranno notificato la accettazione al Governo depositario.

2. Gli allegati al presente accordo possono essere riveduti dal Consiglio direttivo del programma in conformità alle disposizioni particolari delle clausole di revisione di tali allegati.

Articolo XXIII

Al momento dell'entrata in vigore dell'accordo, il Governo della Repubblica francese lo farà registrare presso il Segretariato delle Organizzazioni delle Nazioni Unite, in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo XXIV

Il Governo della Repubblica francese è depositario del presente accordo e notifica ai partecipanti e alla Organizzazione la data dell'entrata in vigore dell'accordo e dei suoi emendamenti, nonchè i depositi degli strumenti di ratifica, di approvazione, di adesione e di applicazione provvisoria dell'accordo.

In fede di che, i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente accordo,

Fatto a Neuilly-sur-Seine il 21 settembre 1973, nelle lingue tedesca, inglese e francese, i tre testi facenti egualmente fede, in un esemplare unico che sarà depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese la quale ne trasmetterà delle copie conformi autenticate a ciascuno dei partecipanti e all'Organizzazione.

Allegato *A*

dell'accordo tra alcuni Governi europei e l'Organizzazione europea delle ricerche spaziali relativo all'esecuzione del razzo vettore Ariane.

1. — Scopi del programma. I due obiettivi principali del programma Ariane sono:

1.1. — *Il primo obiettivo è quello di permettere di disporre in Europa all'inizio degli anni 1980, di una capacità propria di messa in orbita dei satelliti geostazionari sviluppati nel quadro dei programmi dell'Organizzazione o degli Stati europei.*

Il razzo vettore Ariane sarà capace di porre in orbita di « transfert » dei carichi utili dell'ordine dei 1500 kg che permettano, con l'ausilio di un motore ad apogeo prestabilito, la messa in orbita geostazionaria di satelliti dell'ordine di 750 kg.

Egli mira soprattutto ad un mercato potenziale rappresentato dai 35 ai 50 satelliti geostazionari da 400 a 700-800 kg che gli studi europei prevedono per il prossimo decennio: satelliti europei, satelliti europei facenti parte di un sistema mondiale, satelliti per richieste di terzi.

Il razzo vettore Ariane è destinato a lanciare qualora venga raggiunto lo scopo menzionato nel seguente paragrafo 1.2, i satelliti realizzati nel quadro del programma dell'organizzazione o degli Stati membri e il cui lancio avverrà dopo il primo novembre 1980.

1.2. — *Il secondo obiettivo consiste nel determinare il razzo vettore e nell'organizzarne la produzione in modo da ottenere un costo di produzione economicamente competitivo.*

Il costo di produzione di un razzo vettore è stimato sui 51.000.000 di franchi francesi (escluse le tasse e alle condizioni economiche del primo gennaio 1973) nel caso di un ritmo di lancio di due razzi all'anno e di un ragionevole raggruppamento delle commesse.

A questo costo vanno aggiunte le spese di trasporto in Guiana, le spese del propellente e della squadra di lancio per un ammontare totale stimato sui 12.000.000 di franchi francesi alle stesse condizioni di cui sopra.

La quota delle spese del mantenimento del Centro spaziale della Guiana imputabile al costo del lancio del razzo, che potrebbe venire ad aggiungersi alle spese precedenti, sarà oggetto di un accordo separato.

2. — Descrizione del razzo vettore.

Il razzo vettore Ariane è un veicolo composto di tre stadi. Misura 47,60 metri di altezza e pesa 202 tonnellate al decollo.

Il primo stadio « L 140 », di un diametro di 3,80 metri, contiene 140 tonnellate di propellente (N_2O_4 e UDMH) contenuto in due serbatoi identici, separati e pressurizzati mediante gas caldi prelevati dai motori. Essi sono in acciaio mentre le strutture portanti sono in lega leggera. La sua propulsione viene assicurata da un gruppo di 4 motori « Viking 2 » a turbo pompa e con uggello a parete semplice raffreddata con velo liquido. La spinta totale al decollo è di 240 tonnellate e il tempo di combustione di 150 secondi.

Il secondo stadio « L 33 », di un diametro di 2,60 metri contiene 33 tonnellate del medesimo propellente in due serbatoi con fondo intermedio comune in lega leggera. Il propellente e pressurizzato da elio immagazzinato ad alta pressione.

E' dotato di un motore « Viking 4 » derivato dal « Viking 2 » mediante l'adattamento dell'uggello per il funzionamento nel vuoto.

Il terzo stadio « H 8 » di un diametro identico a quello « L 33 » contiene 8 tonnellate di idrogeno liquido e di ossigeno liquido in due serbatoi a fondo intermedio comune, termicamente protetti da isolante esterno.

Questi serbatoi sono fatti in lega leggera precisamente scelta per la sua resistenza alle basse temperature.

Lo stesso materiale è stato scelto per « L 33 » i cui serbatoi hanno una forma simile. Questi serbatoi sono pressurizzati.

Lo stadio è spinto da un motore « HM 7 » di 6 tonnellate di spinta.

La separazione degli stadi avviene a mezzo di funicelle trincianti e l'allontanamento è ottenuto mediante dei razzi frenanti (stadio inferiore) e dei razzi di accelerazione (stadio superiore).

La cabina della strumentazione posta al di sopra del terzo stadio centralizza a mezzo di un calcolatore le funzioni di navigazione, di guida e di sequenza. Contiene inoltre delle attrezzature di telemisura, di telecomando, di traiettografia, di distruzione così come la centrale di inerzia.

La testa ha una forma di bulbo per permettere di sistemare i satelliti prevedibili. Assicura al carico utile un diametro utile di 3 metri su un'altezza di 4.

La messa in orbita si effettua mediante iniezione diretta senza fase balistica intermedia, a 200 km di altitudine.

3. — FASE DI SVILUPPO.

La fase di sviluppo comprende uno stadio di definizione e lo sviluppo vero e proprio.

3.1. — *Definizione.*

E' iniziata il primo luglio 1973 e terminerà il 31 dicembre 1973. Il primo trimestre di questo stadio è dedicato agli studi particolareggiati del sistema e dei suoi annessi, nonchè alla messa a punto delle procedure particolareggiate di gestione del programma.

L'insieme della documentazione corrispondente comprende essenzialmente:

un documento che fissa l'organizzazione industriale;

un documento che fissa la procedura di controllo del progetto per i contratti e i subcontratti (regole per stabilire le clausole tecniche, l'organigramma tecnico, procedure di controllo dei costi e del calendario);

un documento che fissa la procedura di gestione della configurazione del razzo (regole per la stesura e l'aggiornamento delle specifiche tecniche particolareggiate del razzo e dei suoi elementi);

un documento che fissa la procedura di stesura e di controllo della documentazione tecnica e che stabilisce le tappe dello sviluppo così come le revisioni del progetto del razzo;

le specifiche tecniche vere e proprie. Questa parte dei lavori è riveduta e approvata dal CNES il 1° ottobre 1973. Il secondo trimestre della tappa di definizione è essenzialmente dedicato alla trattativa dei contratti di sviluppo e alla scelta finale dei contraenti. Parallelamente a questa attività vengono eseguiti alcuni lavori di pre-sviluppo o di investimento sugli elementi critici della fase di sviluppo.

3.2. — *Sviluppo.*

Lo sviluppo si svolge in un periodo di sette anni e comprende tre periodi:

un periodo di circa tre anni che comprende lo sviluppo e la certificazione degli elementi degli stadi (motori, struttura, equipaggiamenti); questo periodo comprende inoltre la realizzazione di investimenti importanti (banchi di prova degli stadi, edifici di integrazione del razzo e luogo del lancio) nonchè l'esecuzione delle prove dinamiche del razzo;

un periodo di circa un anno e mezzo che corrisponde alla messa a punto e alla certificazione degli stadi così come al collaudo di integrazione del razzo e del lancio;

un periodo di prova in volo per due anni e mezzo che comprende la preparazione e l'esecuzione di quattro prove in volo del razzo di cui due prove di messa a punto e due prove di certificazione.

I periodi precedenti suppongono che il presente accordo entri in vigore al più tardi il 30 novembre 1973 e che il finanziamento sia conforme alle condizioni indicate nell'allegato *B.*

3.3. — *Carico utile.*

I partecipanti beneficeranno di una opzione per il finanziamento dei lavori di sviluppo del carico utile destinato ai voli di prova del razzo.

4. — FASE DELLA PRODUZIONE.

La fase di produzione del razzo deve essere promossa due anni e mezzo prima dell'inizio della fase di utilizzazione operativa del veicolo ovvero verso la metà dell'anno 1978. Il raggruppamento delle commesse così come i tempi dei lanci saranno elementi determinanti del costo e della qualità del razzo. I particolari della fase di produzione saranno definiti nel nuovo accordo menzionato all'articolo V, paragrafo 1, del presente accordo.

5. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni del presente allegato possono essere rivedute per decisione unanime del Consiglio direttivo del programma.

ALLEGATO *B*

all'accordo tra alcuni Governi europei e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali relativo all'esecuzione del programma del razzo vettore Ariane.

1. — COSTO DEL PROGRAMMA.

Il costo totale del programma Ariane contemplato dal presente accordo, in conformità all'articolo VI, paragrafo 2, comprende i seguenti elementi espressi (esenti di tasse alle condizioni economiche in vigore il 1° gennaio 1973):

		In unità di conto
a) le spese dirette relative alla fase di sviluppo del programma per le quali le stime seguenti sono state stabilite (in milioni di franchi francesi):		
stadi ed integrazione del veicolo completo	1.586	
prove al suolo e in volo	334	
sistemazione del luogo di lancio	140	
	2.160 MF	
che rappresentano in U.C. al tasso di conversione in vigore il 1° gennaio 1973 (una U.C. corrispondente a 5,55419 FF) . . .		370.891.165
b) le spese interne dell'organizzazione che sono stimate in		2.500.000
c) le spese relative agli impianti specifici che saranno creati o messi a disposizione della organizzazione per l'esecuzione del programma e che vengono stimate in		7.000.000
Totale . . .		380.391.165
d) il margine di rischio stabilito dal comma *a)* riportato sopra in conformità all'articolo VII paragrafo 2 *a)* dell'accordo		74.178.233
Totale costituente l'impegno globale dei partecipanti, come menzionato agli articoli VI e VII dell'accordo		454.569.398

2. — CONTRIBUTI.

2.1. — *Tabella dei contributi espressi in monete nazionali relativi alla copertura finanziaria fissa menzionata al paragrafo 2 dell'articolo VI dell'accordo.* (Vedere tabella che segue).

STATI PARTECIPANTI	Contributi alle spese dirette alla fase di sviluppo (par. 1-*a*)		Contributi alle spese interne dell'organizzazione (par. 1-*b*)	
	U.C.	Moneta nazionale	U.C.	Moneta nazionale
(1)	(2)		(3)	
Repubblica federale di Germania	74.626.222	261.095.509	503.000	1.759.851
Belgio	18.544.558	902.327.195	125.000	6.082.156
Danimarca	1.854.456	14.053.587	12.500	94.729
Spagna	7.417.823	519.247.610	50.000	3.500.000
Francia	231.806.978	1.287.499.999	1.562.500	8.678.422
Italia	6.463.972	4.080.804.277	43.500	27.462.216
Paesi Bassi	7.417.823	26.131.284	50.000	176.139
Svezia	3.708.912	19.380.623	25.000	130.636
Svizzera	4.450.694	18.177.524	30.000	122.526
Altri Stati	5.416.579	—	36.750	—
Altre entrate (1)	9.183.148	—	61.750	—
——	370.891.165	—	2.500.000	—

(1) Altre entrate incassate all'organizzazione in applicazione dell'art. X.1 dell'accordo.
(2) Nonostante l'applicazione delle disposizioni dell'art. VII par. 1 dell'accordo.
(3) Con riserva delle disposizioni dell'art. VII par. 2-*b* dell'accordo.

Contributi alle spese relative alle installazioni (par. 1-*c*)		Subtotali dei contributi		Spese aggiuntive che possono essere incorse soprattutto in virtù dell'art. VII (par. 2-*a*)		Impegno di massima (2) in applicazione dell'art. VII (par. 2-*a*)	
U.C.	Moneta nazionale	U.C.	Moneta nazionale	U.C.	Moneta nazionale	U.C.	Moneta nazionale
(4)		(5) = (2) + (3) + (4)		(6)		(7) = (5) + (6)	
1.408.400	4.927.583	76.537.622	267.782.943	14.924.660	52.217.057	91.462.282	320.000.000
350.000	17.030.038	19.019.558	925.439.389	3.708.912	180.465.458	22.728.470	1.105.904.847
35.000	265.240	1.901.956	14.413.556	370.891	2.810.716	2.272.847	17.224.272
140.000	9.800.000	7.607.823	532.547.610	1.483.565	103.849.550	9.091.388	636.397.160 (3)
4.375.000	24.299.581	237.744.478	1.320.478.002	46.361.396	257.500.002	284.105.874	1.577.978 004
121.800	76.894.205	6.629.272	4.185.160.698	1.290.701	814.839.302	7.919·973	5.000.000.000
140.000	493.188	7.607.823	26.800.611	1.483.565	5.226.258	9.091.388	32.026.860
70.000	365.779	3.803.912	19.877.038	741.782	3.876.122	4.545.694	23.753.160
84.000	343.073	4.564.694	18.643.123	890.139	3.635.506	5.454.833	22.278.629
102.900	—	5.556.229	—	1.090.420	—	6.646.649	—
172.900	—	9.417.798	—	1.832.202	—	11.250.000	—
7.000.000	—	380.391.165	—	74.178.233	—	454.569.398	—

Ogni partecipante contribuisce nella sua moneta nazionale alle spese dirette della fase di sviluppo del programma per le somme menzionate nella colonna 2 della precedente tavola.

Nel caso dell'applicazione dell'articolo VII, paragrafo 2-*a*), le spese aggiuntive alle quali i partecipanti sono tenuti a contribuire in moneta nazionale figurano alla colonna (6) della precedente tavola.

Ogni partecipante contribuisce alle spese interne dell'organizzazione e alle spese relative agli impianti per le somme espresse in unità di conto indicate nella precedente tavola ai tassi e in conformità con le procedure in vigore nell'organizzazione.

2.2. — *Scadenzario delle spese dirette della fase di sviluppo del programma.*

Lo scadenzario degli impegni e dei pagamenti basato sulla data iniziale del primo luglio 1973 per la fase di sviluppo del programma è il seguente:

	Impegni	Pagamenti
1973	100	30
1974	300	180
1975	360	280
1976	360	330
1977	350	330
1978	330	330
1979	200	320
1980	60	260
Totale	2060	2060

Le cifre sono espresse in milioni di franchi francesi al livello dei prezzi del 1° gennaio 1973.

2.3. — *Peso di voto.*

Per l'applicazione delle disposizioni degli articoli VI, paragrafo 4 e XVI paragrafo 3. dell'Accordo e del paragrafo 5 del presente allegato sono presi in considerazione i pesi di voto seguenti:

Stati partecipanti	Pesi di voto	
Repubblica federale di Germania	20,12	
Belgio	5,00	
Danimarca	0,50	
Spagna	2,00	
Francia	62,50	
Italia	1,74	
Paesi Bassi	2,00	
Svezia	1,10	
Svizzera	1,20	
Altri Stati	1,37	(1)
Altre entrate a titolo dell'articolo XI dell'accordo	2,47	(2)

2.4. — *Revisione dei contributi.*

Per tenere conto delle variazioni del livello dei prezzi, i contributi nazionali alle spese dirette sono riveduti ogni anno, con applicazione alla ammontante rimanenza della percentuale delle variazioni dei prezzi sopravvenuti nel corso dei precedenti dodici mesi nel paese preso in considerazione. La prima revisione dell'ammontare delle spese dirette sarà stabilito al livello dei prezzi in vigore il 30 giugno 1973.

I contributi alle spese interne dell'Organizzazione e alle spese di mantenimento delle installazioni sono rivedute in conformità ai regolamenti in vigore nell'Organizzazione.

In deroga alla regola sopra esposta, il contributo alla fase di sviluppo del programma:

a) della Repubblica federale di Germania sarà oggetto di una sola revisione con l'applicazione all'ammontare restante dovuto a partire dal 1° gennaio 1978, della percentuale delle variazioni intervenute nella Repubblica federale tedesca durante i 4 anni precedenti in conformità alle regole dell'Organizzazione.

b) della Repubblica italiana sarà oggetto di una sola revisione con l'applicazione all'ammontare restante dovuto, a partire dal 1° gennaio 1978, della percentuale delle variazioni intervenute in Italia dal 1° gennaio 1973 in conformità ai regolamenti dell'Organizzazione.

2.5. — *Modo di pagamento dei contributi.*

Con riserva delle disposizioni menzionate qui di seguito, ogni partecipante contribuirà annualmente alle spese derivanti dall'esecuzione della fase di sviluppo del programma ai termini del presente accordo sulla base del suo impegno espresso nelle summenzionate tabelle. Il volume dell'impegno preso da ciascuno dei partecipanti per quanto riguarda le spese dirette della fase di sviluppo ed espresso nella sua moneta nazionale non viene modificato da eventuali cambiamenti di parità che potrebbero intervenire nel corso del programma.

Ogni partecipante può essere chiamato a versare dei contributi anticipatamente alle spese effettivamente previste. Le somme così disponibili vengono versate su un conto fruttifero a beneficio del programma.

Il volume dell'impegno preso da ciascuno dei partecipanti nei confronti delle spese menzionate al paragrafo 1-*b*) e *c*) del presente allegato ed espresso in unità di conto segue i regolamenti dell'Organizzazione in materia di una eventuale modifica della parità delle monete dei partecipanti.

La Repubblica federale tedesca si impegna a versare per 8 anni, il 10 gennaio di ogni anno a partire dal 10 gennaio 1974 un contributo fisso di 40.000.000 di DM. Questo contributo può essere revisionato una volta sola secondo le disposizioni del precedente paragrafo 2.4.

Nel caso in cui le somme menzionate al paragrafo 1-*d*) del presente allegato non fossero totalmente necessarie per il programma, un ammontare proporzionato al suo contributo del bilancio non speso sarà rimborsato alla Repubblica federale tedesca, oppure detratto dal suo contributo dovuto per il 1981.

La Repubblica italiana si impegna a versare il 10 gennaio di ogni anno ad iniziare dal 10 gennaio 1975 per la durata del programma un ammontare forfettario di 5 miliardi di lire che non può essere revisionato con riserva delle disposizioni del precedente paragrafo 2.4. Tale somma verrà versata secondo le seguenti modalità:

1975	Lit. 833.000.000
1976	» 883.000.000
1977	» 834.000.000

(a livello dei prezzi del 1° gennaio 1973)

1978	Lit. 625.000.000
1979	» 625.000.000
1980	» 625.000.000
1981	» 625.000.000

(somme rivalutate al 1° gennaio 1978).

(1) Peso di voto da attribuire alla Francia finché sono in vigore le disposizioni dell'articolo XI, paragrafo *b*), dell'accordo.

(2) Peso di voto attribuito alla Francia.

Nel caso in cui le somme menzionate al paragrafo 1-*d*) del presente allegato non fossero totalmente necessarie per il programma, un ammontare proporzionato al suo contributo del bilancio non speso sarà rimborsato alla Repubblica italiana, oppure detratto dal suo contributo dovuto per il 1981.

I contributi verranno raccolti dall'Organizzazione secondo i propri regolamenti. Quest'ultima definisce con il CNES le procedure di trasferimento dei fondi necessari all'esecuzione del programma.

Se i fondi non sono messi a disposizione dal CNES sulle condizioni previste nel presente paragrafo, a causa della mancanza di un partecipante, quest'ultimo dovrà sostenere, in conformità ai regolamenti dell'Organizzazione, gli aggravi finanziari che ne derivano.

3. — RAPPORTI DELL'ORGANIZZAZIONE SULLA SITUAZIONE FINANZIARIA E CONTRATTUALE.

Il direttore generale dell'Organizzazione prende le misure necessarie, in accordo con il CNES, per la presentazione dei rapporti sullo stato di avanzamento dei lavori, sulla loro ripartizione geografica, sulle richieste di contributi, i conti trimestrali e annuali e le ultime valutazioni dei costi per il completamento del programma.

4. — REGOLE FINANZIARIE DA OSSERVARSI.

Il direttore generale dell'Organizzazione presenta al Consiglio direttivo del programma un bilancio annuale, basato in particolare sugli elementi forniti dal CNES per quanto concerne le spese dirette.

Le previsioni di bilancio comprendono l'ammontare globale dei crediti di impegno e dei crediti di pagamento che dovranno essere approvati dal Consiglio direttivo del programma prima dell'apertura dell'esercizio finanziario. Le informazioni particolareggiate sul bilancio verranno fornite in un piano finanziario a parte.

5. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente allegato possono essere rivedute per decisione unanime del Consiglio direttivo del programma. Le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente allegato possono essere rivedute dal Consiglio direttivo del programma a maggioranza dei due terzi rappresentanti almeno i due terzi dei pesi di voto menzionati al precedente paragrafo 2.3.

(*Seguono le firme*)

ACCORDO TRA ALCUNI STATI MEMBRI DELL'ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI E L'ORGANIZZAZIONE EUROPEA DI RICERCHE SPAZIALI CONCERNENTE L'ESECUZIONE DI UN PROGRAMMA DI SATELLITE MARITTIMO.

PREAMBOLO

I Governi della Repubblica federale di Germania, del Regno del Belgio, della Spagna, della Repubblica francese, della Repubblica italiana, del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord (qui di seguito denominati « i Partecipanti »), Governi di Stati contraenti della convenzione per la creazione di una Organizzazione europea di ricerche spaziali, aperta alla firma, a Parigi, il 14 giugno 1962 (qui di seguito denominata « la Convenzione »), e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali (qui di seguito denominata « l'Organizzazione »);

Considerando che l'Organizzazione intergovernativa consultativa della navigazione marittima (OMCI) ha riconosciuto che l'utilizzazione delle tecniche spaziali potrebbe migliorare considerevolmente le comunicazioni marittime, nonché la sicurezza e la navigazione delle navi e delle altre unità operanti in mare e l'efficacia e l'economia della navigazione marittima che assicura l'80% del commercio mondiale internazionale;

Ritenendo che il raggiungimento di tali obiettivi richiede importanti sforzi di sviluppo tecnico che assicureranno il progresso dell'industria europea e la metteranno in grado di partecipare, in maniera più competitiva, alla realizzazione di altri sistemi spaziali, in particolare per applicazioni marittime;

Tenendo conto delle conclusioni della Conferenza spaziale europea svoltasi a Bruxelles il 31 luglio 1973;

Considerando le incertezze che ancora sussistono a proposito delle caratteristiche di un sistema pienamente operazionale nonché il bisogno urgente di acquisire al più presto possibile, un'esperienza sperimentale e preoperazionale;

Considerando che la piattaforma che viene attualmente sviluppata da parte dell'Organizzazione per il suo programma di satellite di telecomunicazioni è disponibile per gli scopi di un satellite sperimentale e preoperazionale, conformemente all'auspicio espresso nel preambolo dell'accordo fra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satellite di telecomunicazioni;

Vista la dichiarazione fatta dai rappresentanti al Consiglio dell'Organizzazione dei Governi succitati nel corso della 59ª sessione del Consiglio (ESRO/C/LIX/Dec. 2);

Vista la risoluzione del Consiglio dell'Organizzazione presa nel corso della sua 59ª sessione relativa all'accettazione della domanda concernente l'esecuzione di tale programma nel quadro dell'Organizzazione (ESRO/C/LIX/Ris. 2),

Hanno convenuto quanto segue;

Articolo 1

I Partecipanti intraprendono un programma, qui di seguito denominato il programma « Marots », avente per scopo il concepimento, lo sviluppo, la costruzione, il lancio e il funzionamento in orbita di un sistema di satellite marittimo sperimentale e preoperazionale. Gli elementi di tale programma, che tiene debito conto delle direttive dell'OMCI, sono descritti nell'allegato *A* del presente accordo.

Articolo 2

1. Il programma « Marots » fornirà un settore spaziale per l'acquisizione di dati sperimentali e di una esperienza preoperazionale. Come configurazione base del satellite verrà utilizzata la configurazione del satellite denominata OTS (Orbital Test Satellite) che viene sviluppata separatamente nel quadro del programma di satellite di telecomunicazioni.

2. I Partecipanti convengono che essi si sforzeranno di stabilire, separatamente o in comune, al di fuori del presente accordo, le installazioni del settore terra, a terra e a bordo delle navi, necessarie per l'utilizzazione sperimentale e preoperazionale del settore spaziale stabilito ai termini del presente accordo.

Articolo 3

1. L'Organizzazione, in applicazione dell'articolo VIII della convenzione, esegue il programma « Marots » menzionato nell'articolo 1 di cui sopra, conformemente al calendario e alle disposizioni dell'allegato *A* del presente accordo.

2. Salvo quanto diversamente stipulato nel presente accordo, l'Organizzazione esegue tale programma in conformità con le regole e le procedure in vigore nell'Organizzazione.

3. Il programma « Marots » verrà eseguito in stretta cooperazione tra gli organismi utilizzatori dei Partecipanti.

Articolo 4

1. Un Direttivo del programma, composto dai rappresentanti dei Partecipanti, assume la responsabilità del programma « Marots » e prende tutte le decisioni ad esso relative, in conformità con le disposizioni del presente accordo.

2. Per i problemi riguardanti tale programma ed ogni altro programma dell'Organizzazione, il Direttivo del programma esercita il ruolo di organo consultivo del Consiglio dell'Organizzazione, al quale presenta ogni raccomandazione necessaria.

3. Il Direttivo del programma è parimenti incaricato di mantenere stretti rapporti con gli organismi nazionali e internazionali competenti nel campo marittimo e più particolarmente nel campo delle telecomunicazioni marittime. Esso definisce le regole di utilizzazione del settore spaziale che risulterà dal programma « Marots », tenendo in considerazione i regolamenti nazionali e internazionali relativi.

4. Il Direttivo del programma può creare gli organi consultivi che ritiene necessari per assicurare la buona esecuzione del programma.

5. Le decisioni del Direttivo del programma vengono prese conformemente alle disposizioni del presente accordo. In mancanza di disposizioni espresse vanno applicate *mutatis mutandis* le regole di voto fissate dalla convenzione e dal regolamento di procedura del Consiglio dell'Organizzazione.

Articolo 5

1. Le spese derivanti dall'esecuzione del programma « Marots » da parte dell'Organizzazione, ai termini del presente accordo vengono sostenute dai Partecipanti conformemente alle dettagliate disposizioni previste nell'allegato *B* del presente accordo e nei limiti del quadro finanziario fisso menzionato nel paragrafo 2 del presente articolo.

2. I Partecipanti convengono di contribuire al finanziamento del programma « Marots » sulla base di un quadro finanziario fisso di 75 milioni di unità di conto (al livello dei prezzi metà-1973), che comprende una parte di spese comuni e di sostegno dell'Organizzazione attualmente stimata in 12,1 milioni di unità di conto.

3. I bilanci annuali relativi al programma «Marots» vengono approvati a maggioranza di 2/3 dei partecipanti dal Direttivo del programma nell'ambito di un quadro finanziario fisso.

4. Il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord si fa garante del pagamento delle somme che figurano sotto la rubrica « Altri Stati » della tabella dell'allegato *B*, paragrafo 2, fino a che tali somme non sono coperte in altro modo.

Articolo 6

1. I Partecipanti convengono, al fine di consentire la revisione del quadro finanziario fisso in caso di variazione dei prezzi, di applicare la procedura in vigore nell'Organizzazione.

2. Se il quadro finanziario deve essere revisionato per motivi diversi da una variazione del livello dei prezzi, le seguenti disposizioni sono applicabili:

a) qualora non vi sia il superamento cumulativo dei costi superiore al 20% dell'ammontare del quadro finanziario, nessun partecipante può ritirarsi dal programma e il Direttivo del programma decide le spese addizionali a maggioranza di 2/3;

b) in caso di superamento cumulativo dei costi superiore al 20% dell'ammontare del quadro finanziario, i Partecipanti che lo desiderano possono ritirarsi dal programma « Marots » salve le disposizioni dell'articolo 16. Coloro che vogliono proseguirne l'esecuzione si consultano e fissano le modalità della sua continuazione. Essi ne informano il Consiglio dell'Organizzazione che prende, all'occorrenza, tutte le disposizioni necessarie.

Articolo 7

I diritti di proprietà intellettuale e l'accesso alle informazioni tecniche derivanti dall'esecuzione del programma « Marots » sono riservati ai Partecipanti; tuttavia, l'Organizzazione ha il diritto di utilizzarli gratuitamente per l'insieme delle proprie attività.

Articolo 8

1. I Partecipanti autorizzano l'Organizzazione a concludere i contratti necessari all'esecuzione del programma « Marots », conformemente ai regolamenti e alle procedure dell'Organizzazione. Tuttavia, nella assegnazione dei contratti e « sotto-contratti » per l'esecuzione del programma, la preferenza è data, nella misura del possibile, alla esecuzione dei lavori sul territorio dei Partecipanti, prendendo in considerazione le decisioni del Consiglio dell'Organizzazione in materia di politica industriale e di ripartizione dei lavori.

2. La ripartizione dei contratti deve riflettere quanto più è possibile le percentuali di contribuzione dei Partecipanti, pur senza maggiorare indebitamente il costo di questo programma, restando inteso che qualsiasi inevitabile deficienza verrà compensata nell'assegnazione di contratti per altri programmi dell'Organizzazione.

Articolo 9

L'Organizzazione, agendo per conto dei Partecipanti, è proprietaria del settore spaziale realizzato, nonchè delle installazioni e attrezzature acquisite nel quadro del programma « Marots ». Qualsiasi cessione delle installazioni o attrezzature acquisite viene decisa dal Direttivo del programma in consultazione con il Consiglio dell'Organizzazione.

Articolo 10

1. I Partecipanti indennizzano l'Organizzazione per ogni obbligo che essa venga ad assumere, se la sua responsabilità internazionale è impegnata a seguito dell'esecuzione del programma « Marots ».

2. Ogni compensazione per il danno ricevuto dall'Organizzazione nel quadro del programma va accreditata nei bilanci annuali del programma menzionati nel paragrafo 3 dell'articolo 5.

Articolo 11

1. Ogni controversia fra due o più Partecipanti o fra uno o più Partecipanti e l'Organizzazione concernente l'interpretazione o l'applicazione dell'accordo e che non possa essere regolata in via amichevole, viene sottoposta, su richiesta di una delle parti in lite, ad un arbitro unico che viene nominato dal Presidente della Corte internazionale di giustizia. L'arbitro non può essere cittadino di uno Stato parte in lite, nè avere la propria residenza permanente in tale Stato.

2. Le parti dell'accordo che non sono parti in lite hanno il diritto di partecipare al procedimento e la decisione dell'arbitro è opponibile a tutti i Partecipanti e all'Organizzazione, abbiano preso o meno parte al procedimento.

Articolo 12

1. Il presente accordo è aperto alla firma dei Partecipanti dal 15 ottobre 1973 fino al 30 novembre 1973.

2. Gli Stati divengono Parti contraenti di questo accordo:

sia con la firma senza riserva di ratifica o d'approvazione;

sia mediante il deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione presso il Governo della Repubblica francese, se l'accordo è stato firmato con riserva di ratifica o d'approvazione.

3. Il presente accordo entrerà in vigore dopo che sarà stato firmato dall'Organizzazione e che gli Stati partecipanti la cui partecipazione, conformemente alla tabella figurante nell'allegato *B*, ammonta ai 2/3 del totale dei contributi, saranno divenuti parti dell'accordo ai termini del paragrafo 2 del presente articolo.

4. Ai sensi del paragrafo 3 del presente articolo, il deposito presso il Governo depositario di una dichiarazione che notifichi l'intenzione di applicare l'accordo a titolo provvisorio e di cercare di ottenerne al più presto possibile la ratifica o l'approvazione viene considerata come il deposito di uno strumento di ratifica o d'approvazione.

5. Il Governo di uno Stato membro dell'Organizzazione che non ha firmato l'accordo alla data del 30 novembre 1973 può divenire parte dell'accordo dopo la sua entrata in vigore, a condizione che gli altri Governi parte dell'accordo diano il loro assenso. Il Governo in questione deve depositare uno strumento di adesione presso il Governo depositario menzionato nell'articolo 19.

6. A meno che il Direttivo del programma non decida alrimenti all'unanimità, un Governo che diviene Parte del presente accordo dopo la sua entrata in vigore, versa un contributo uguale a quello che avrebbe versato se fosse stato parte dell'accordo dalla sua entrata in vigore e tale contributo viene portato a credito degli altri Partecipanti nel bilancio del programma in rapporto all'ammmontare dei loro rispettivi contributi.

Articolo 13

Il Governo di uno Stato non membro dell'Organizzazione può presentare al Consiglio dell'Organizzazione una domanda di adesione al programma « Marots »; il Consiglio decide all'unanimità riguardo a tale domanda in accordo con il Direttivo del programma che determina all'unanimità le condizioni di adesione.

Articolo 14

L'Organizzazione dà notifica ai Partecipanti, dopo aver consultato il Direttivo del programma, dell'avvenuto completamento del programma « Marots » conformemente alle disposizioni del presente accordo che scade a ricezione di tale notifica.

Articolo 15

I Partecipanti possono decidere di porre fine all'esecuzione del programma « Marots » a maggioranza di 2/3, la quale rappresenti almeno i 2/3 dei contributi per tale programma.

Articolo 16

1. Se un Partecipante desidera ritirarsi da tale programma in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2-*b*) dell'articolo 6 di questo accordo, esso notifica il suo ritiro all'Organizzazione. Tale ritiro ha effetto alla data della notifica, salvo le disposizioni seguenti:

a) il Partecipante che si ritira è tenuto a saldare nel modo convenuto l'ammontare dei propri contributi per il bilancio annuale in corso o i bilanci precedenti;

b) il Partecipante che si ritira è tenuto a contribuire per la sua parte di crediti di pagamento corrispondente ai crediti di contratto approvati e utilizzati nel bilancio dell'anno finanziario in corso o nei bilanci anteriori;

c) il Partecipante che si ritira resta membro del Direttivo del programma fino al compimento dei propri obblighi indicati nei punti *a*) e *b*) di cui sopra. Esso ha il diritto di voto solo sulle questioni che sono direttamente legate a tali obblighi.

2. Il Partecipante che si ritira conserva i diritti acquisiti fino alla data in cui ha effetto il suo ritiro. Per le azioni e realizzazioni decise dopo il suo ritiro non può nascere alcun diritto o obbligo nei confronti del Partecipante che si ritira per quella parte del programma alla quale non contribuisce più a meno che non vi sia un accordo diverso tra lui e gli altri Partecipanti. Le disposizioni dell'articolo XVII della convenzione dell'Organizzazione si applicano *mutatis mutandis*.

3. Se uno Stato non membro dell'Organizzazione, il quale ha aderito al programma « Marots », in virtù delle disposizioni dell'articolo 13 si ritira da tale programma, le disposizioni del presente articolo si applicano *mutatis mutandis*.

Articolo 17

Gli allegati *A* e *B* del presente accordo formano parte integrante di esso.

Articolo 18

1. Il presente accordo può essere riveduto su richiesta di un Partecipante o dell'Organizzazione. Gli emendamenti entrano in vigore quando tutte le Parti ne hanno notificato la loro accettazione al Governo depositario.

2. Gli allegati del presente accordo possono essere riveduti dal Direttivo del programma conformemente alle disposizioni delle clausole di revisione di tali allegati.

Articolo 19

Il Governo della Repubblica francese è depositario del presente accordo e notifica ai Partecipanti e alla Organizzazione la data di entrata in vigore dell'accordo e degli emendamenti ad esso relativi, nonché i depositi degli strumenti di ratifica, di approvazione, di adesione e di applicazione provvisoria dell'accordo.

Articolo 20

Subito dopo l'entrata in vigore dell'accordo, il Governo depositario lo farà registrare presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, conformemente all'articolo 120 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti sottoscritti, debitamente autorizzati a ciò, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Neuilly-sur-Seine il ventuno settembre millenovecentosettantatre, nelle lingue tedesca, inglese e francese, i tre testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che verrà depositato negli archivi del Governo depositario, il quale ne trasmetterà copie conformi autenticate a ciascuno dei Partecipanti e all'Organizzazione.

(*Seguono le firme*)

ALLEGATO *A*

all'accordo fra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satellite marittimo.

1. — OBIETTIVI DEL PROGRAMMA DI SATELLITE SPERIMENTALE ORBITALE DI NAVIGAZIONE MARITTIMA.

Il programma « Marots » fornirà un settore spaziale per l'acquisizione di dati sperimentali e di un'esperienza pre-operazionale nel campo delle applicazioni spaziali ai fini marittimi.

2. — DESCRIZIONE DEL PROGRAMMA.

Il programma « Marots » ha per scopo la messa in orbita geostazionaria, al di sopra dell'oceano Atlantico, nel 1977, e la susseguente valutazione in orbita, di un satellite che fornisca

adeguate capacità e qualità di comunicazioni per assicurare un potenziale pre-operazionale soddisfacente tra le navi e le stazioni costiere al fine di soddisfare ai seguenti requisiti:

a) Comunicazioni generali.

Il satellite consentirà:

la valutazione di diverse configurazioni di terminali a bordo delle navi;

la valutazione dei collegamenti tra le navi e le stazioni costiere ai fini delle comunicazioni telefoniche, telegrafiche e di trasmissione dei dati e di fac-simili, utilizzando frequenze in banda L tra satellite e nave, diverse tecniche di modulazione e di trattamento del segnale e una gamma di rapporti segnale/rumore;

la dimostrazione della compatibilità con le reti telefoniche e telegrafiche pubbliche;

la dimostrazione dell'accesso di numerose navi e stazioni costiere alle comunicazioni via satellite.

b) Soccorso, ricerca e salvataggio e sicurezza.

Il satellite consentirà:

uno studio delle tecniche di accesso prioritario immediato alle comunicazioni di soccorso;

uno studio di attrezzature speciali di soccorso comprendente segnali di soccorso che diano la posizione;

la dimostrazione della diffusione di informazioni « a tutte le navi » e della trasmissione di dati meteorologici di rotta a singole stazioni mobili tramite satelliti.

c) Localizzazione radio.

Il satellite consentirà la valutazione delle tecniche di misurazione delle distanze per determinare le linee di posizione.

3. — DESCRIZIONE SOMMARIA DEL SATELLITE.

Il satellite sarà basato sul satellite sperimentale orbitale (OTS) in corso di sviluppo nel quadro del programma di satellite di tele-comunicazioni del CERS/ESRO, la concezione modulare di questo vincolo viene utilizzata per collocare una unità di comunicazioni a scopi marittimi sulla piattaforma di base OTS.

Il satellite « Marots » sarà conseguentemente un veicolo stabilizzato su tre assi, di concezione modulare con pannelli solari orientati verso il sole e adatto ad un lancio mediante un veicolo della classe Delta. La sua durata di funzionamento non sarà inferiore a tre anni.

L'unità di comunicazioni consentirà le comunicazioni tra il satellite e le navi utilizzando le frequenze in banda L (1535 - 1542,5 MHz per i collegamenti satellite-nave e 1636,5 - 1644 MHz per i collegamenti nave-satellite). I collegamenti tra il satellite e le stazioni costiere utilizzeranno le frequenze assegnate per i servizi via satellite [a 11 e 14 GHz oppure alternativamente a 4 e 6 GHz].

Il transponder di comunicazione sarà capace di fornire i quattro tipi seguenti di canali:

a) canali di comunicazioni per i collegamenti in fonia e a mezzo dati tra le stazioni costiere e le navi (canali di andata);

b) canali di comunicazioni per i collegamenti in fonia e a mezzo dati tra le navi e le stazioni costiere (canali di ritorno);

c) canali di accesso per i messaggi di accesso tra la stazione costiera e la nave (canale di andata);

d) canali di comunicazioni tra le stazioni costiere per collegare i messaggi in fonia e a mezzo dati ai fini del coordinamento della rete.

Alcuni dei canali indicati nei punti *a)* e *b)* dovranno avere una linearità sufficiente per collegare i segnali telex e delle telescriventi multiple in frequenza, i segnali di misura della distanza e i segnali di soccorso.

La zona di copertura comprenderà la totalità del settore terrestre visibile dalla posizione del satellite in orbita geostazionaria.

4. — ATTREZZATURE A TERRA COMPRESE NEL SETTORE SPAZIALE « MAROTS ».

Il settore spaziale « Marots » comprende i seguenti elementi a terra:

a) attrezzature di controllo dei satelliti (SCF - Satellite Control Facilities):

Un insieme di attrezzature di controllo dei satelliti (SCF) formato da un centro di controllo dei satelliti (SCC - Satellite Control Centre) collegato ad una stazione a terra di controllo dei satelliti (SCET - Satellite Control Earth Terminal) che sarà incaricato della telemetria, dell'inseguimento e di tutti i servizi di telecomando, nonchè delle funzioni di calibratura dei collegamenti.

b) Attrezzature sperimentali elettroniche (ETS - Electronic Test Set):

Alcune attrezzature sperimentali elettroniche (ETS) a sostegno della valutazione e della calibratura delle prestazioni del sistema che saranno capaci di trasmettere ai satelliti e di riceverne tutti i segnali di banda L.

5. — CALENDARIO.

Il progettato calendario di sviluppo del veicolo « Marots » è il seguente:

fase A: ottobre 1973 - dicembre 1973;
fase B: gennaio 1974 - metà 1974;
fase C/D: metà 1974 - metà 1977.

Il lancio del satellite è previsto per la metà 1977.

6. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni del presente allegato possono essere rivedute con decisione unanime del Direttivo del programma.

ALLEGATO *B*

all'accordo fra alcuni Stati membri dell'Organizzazione europea di ricerche spaziali e l'Organizzazione europea di ricerche spaziali concernente l'esecuzione di un programma di satellite marittimo.

1. — COSTO DEL PROGRAMMA.

Il quadro finanziario fisso del programma « Marots » è di 75 MUC al livello dei prezzi della metà 1973. Tale somma comprende:

il totale delle spese dirette per il periodo 1973-1979 comprendente:

le spese interne dell'Organizzazione,
lo sviluppo e la realizzazione del satellite,
gli investimenti per il SCF/ETS e il suo funzionamento,
il veicolo di lancio e
gli studi;

e la quota del programma per le spese comuni e di sostegno dell'Organizzazione. Tale quota dipenderà dall'ampiezza del programma globale dell'Organizzazione e dal metodo futuro di riassegnazione.

2. — TABELLA DEI CONTRIBUTI.

Ciascun partecipante contribuisce alle spese derivanti dall'esecuzione del programma « Marots » da parte dell'Organizzazione ai termini del presente Accordo conformemente alla tabella seguente:

Stati	Scala dei contributi %
Repubblica federale di Germania	20,00
Belgio	1,00
Spagna	1,00
Francia	12,50
Italia	2,30
Regno Unito	58,50
Altri Stati (*)	4,70
Totale	100,00

Il primo versamento del contributo dell'Italia verrà effettuato nel corso del mese di gennaio 1975.

(*) Peso del voto da attribuire al Regno Unito fino a che valgano le disposizioni dell'articolo 5, paragrafo 4, dell'accordo.

3. — RAPPORTO DELL'ORGANIZZAZIONE SULLA SITUAZIONE FINANZIARIA E CONTRATTUALE.

Il direttore generale dell'Organizzazione dà le istruzioni necessarie per la presentazione dei rapporti sullo stato d'avanzamento, sulla ripartizione geografica dei lavori, sulle richieste di contributi, le spese incorse, e le ultime valutazioni dei costi per il completamento del programma « Marots », conformemente alle relative disposizioni del regolamento finanziario dell'Organizzazione e alle disposizioni adottate dal Consiglio dell'Organizzazione per quanto riguarda i rapporti periodici da presentare (documenti ESRO/C/306, Add. 2, Rev. 1).

4. — NORME FINANZIARIE DA OSSERVARE.

Le spese dirette derivanti all'Organizzazione per l'esecuzione del programma « Marots », ai termini del presente accordo, sono imputate al bilancio del programma che è istituito e gestito dall'Organizzazione conformemente alle disposizioni pertinenti del regolamento finanziario. La quota del programma per le spese comuni e le spese di sostegno dell'Organizzazione viene fissata e imputata al bilancio del programma conformemente ai principi e alle procedure adottate in materia dall'Organizzazione.

5. — CLAUSOLA DI REVISIONE.

Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente allegato possono essere rivedute con decisione unanime del Direttivo del programma. Le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente allegato possono essere rivedute dal Direttivo del programma a maggioranza di due terzi.

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(5651075/4) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.